

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

par

MARC RIOPEL

LES FRACTIONS DE L'ÉLITE LOCALE ET LE  
DÉVELOPPEMENT DU TÉMISCAMINGUE,  
1939-1950

DÉCEMBRE 1989





**Cégep** de l'Abitibi-Témiscamingue  
**Université** du Québec en Abitibi-Témiscamingue

### **Mise en garde**

La bibliothèque du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue a obtenu l'autorisation de l'auteur de ce document afin de diffuser, dans un but non lucratif, une copie de son œuvre dans Depositum, site d'archives numériques, gratuit et accessible à tous.

L'auteur conserve néanmoins ses droits de propriété intellectuelle, dont son droit d'auteur, sur cette œuvre. Il est donc interdit de reproduire ou de publier en totalité ou en partie ce document sans l'autorisation de l'auteur.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer toute ma reconnaissance envers mon directeur de recherche, monsieur Jean-Claude Robert, ainsi qu'à mon co-directeur, monsieur Benoît Lévesque, dont la collaboration, la disponibilité et les conseils judicieux ont été essentiels à la réalisation de ce projet. Malgré nos rencontres intermittentes, j'ai pu amplement profiter de leur vaste expérience. L'aide qu'ils m'ont apporté dépasse largement le cadre de ce travail.

## RÉSUMÉ

L'historiographie traite peu du rôle de l'élite locale dans le développement régional. Les auteurs recensés se divisent en deux groupes: certains écrivent que l'élite locale assiste passivement au développement, tandis que d'autres soulignent sa participation. Tous ces auteurs analysent seulement un groupe à la fois et étudient les années 1950 et 1960. De plus, peu d'études portent sur l'histoire du Témiscamingue. Le présent mémoire se consacre au rôle de l'élite locale dans le développement du Témiscamingue de 1939 à 1950.

Le but de ce travail consiste à vérifier l'existence de clivage au sein de l'élite locale et de présenter leur vision du développement régional dans les années 1940. La correspondance, les procès-verbaux et les coupures de presse permettent d'analyser le fonctionnement des groupes, leur vision du développement et leur mode d'action. Les deux groupes retenus sont la Chambre de commerce de Ville-Marie et le clergé du diocèse de Timmins.

Cette analyse mène aux conclusions que l'élite locale s'implique activement dans le développement et ne forme pas un groupe homogène mais plutôt deux fractions différentes. Elles mettent de l'avant deux conceptions distinctes du développement. Par la nature de ses projets, la Chambre de commerce agit comme une élite modernisatrice et le clergé, comme une élite traditionaliste.

## TABLE DES MATIÈRES

	Page
REMERCIEMENTS.....	ii
RÉSUMÉ.....	iii
TABLE DES MATIÈRES.....	iv
INTRODUCTION .....	1
1. Problématique et sujet de mémoire. ....	1
2. Cadre théorique et historiographique. ....	3
CHAPITRE 1: ÉLITE LOCALE, DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET INTERVENTION ÉTATIQUE.....	16
1.1. Considérations théoriques sur l'élite et le développement.....	17
1.2 Intervention étatique et politique régionale en temps de guerre. ....	23
1.2.1 Le gouvernement fédéral et la guerre.....	23
1.2.2. Le gouvernement provincial et les années de guerre.....	33
CHAPITRE 2: LA CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLE-MARIE.....	40
2.1. Origine et fonctionnement.....	40
2.2. La vision de la région et du développement régional.....	48
2.2.1. Les projets de développement économique.....	51
2.2.1.1. Les transports. ....	51
2.2.1.2. Les projets d'industrialisation de la région. ....	58
2.2.1.3. L'économie régionale et locale.....	64
2.2.2. Les dossiers sociaux.....	70
2.2.2.1. Les services. ....	70
2.2.2.2. L'éducation et la culture.....	75
2.3. Le mode d'action de la Chambre de Commerce.....	77
2.3.1. Les méthodes utilisées pour promouvoir les dossier.....	77
2.3.2. Les appuis reçus et la clientèle visée. ....	79

2.4. Conclusion: échec ou retombées à long terme? .....	82
CHAPITRE 3: LE CLERGÉ DU DIOCESE DE TIMMINS .....	85
3.1. Portrait du clergé du diocèse de Timmins.....	85
3.1.1. Le territoire du diocèse de Timmins.....	86
3.1.2. L'organisation diocésaine.....	87
3.2 La vision de la région et du développement régional.....	93
3.2.1. Les projets de développement économique.....	93
3.2.1.1. La colonisation. ....	93
3.2.1.2. La fondation de coopératives. ....	96
3.2.1.3 L'électrification rurale.....	101
3.2.2. Les projets sociaux.....	103
3.2.2.1. L'éducation.....	103
3.2.2.2. Une société où tous ont leur place.....	108
3.3. Les modes d'action.....	110
3.4. Conclusion: reproduction de la société rurale traditionnelle. ....	116
CONCLUSION.....	118
BIBLIOGRAPHIE .....	129

## INTRODUCTION

### 1. Problématique et sujet de mémoire.

Pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, surviennent plusieurs transformations du monde rural québécois. Ces transformations s'inscrivent dans un contexte économique plus large, englobant l'ensemble de l'économie occidentale: le passage d'une régulation concurrentielle à une de type monopoliste<sup>1</sup>. Dans les faits, les régions québécoises connaissent le début de l'électrification rurale, de la mécanisation du travail forestier et agricole, la généralisation de l'achat de biens de consommation ainsi que la modification de l'institution de l'État. Les années 1940 marquent le lent début de transition d'un type de régulation à un autre. La fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945, permet d'accélérer cette transition. L'élite locale est appelée, d'une certaine façon, à prendre position au sujet de la modernisation des régions, soit en devenant le promoteur de ces changements, soit en promouvant la reproduction de la société rurale traditionnelle.

Quelle interprétation doit-on retenir du rôle de l'élite locale dans le développement des régions? L'élite agit-elle et réagit-elle pour défendre son pouvoir? Constitue-t-elle un agent de développement et de transformation du monde rural? Assiste-t-elle passivement au développement? L'élite régionale forme-t-elle un groupe homogène? Réunit-elle plusieurs tendances idéologiques? La position retenue dans ce mémoire met l'accent sur l'existence de deux fractions

---

<sup>1</sup> A ce sujet, voir Michel Aglietta, Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 334 pages, et Alain Lipietz, Crise et inflation, pourquoi?, Paris, Éditions Maspéro/La Découverte, 1979, 381 pages.

d'élites, partageant cependant le même goût de s'impliquer, d'être actives, prêtes à s'impliquer, à planifier et à piloter des projets de développement socio-économique.

Dans ce contexte, comment se situe l'action des deux fractions de l'élite locale témiscamienne (le clergé du diocèse de Timmins et la Chambre de Commerce de Ville-Marie, organisme régional) en matière de développement régional? Participent-elles à ces changements et dans quelle mesure vont-elles en faire la promotion? Sinon, quels projets de développement mettent-elles de l'avant? De quelles natures sont les relations qu'elles entretiennent entre elles? D'où proviennent leurs appuis et leurs groupes-cibles dans la promotion des dossiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région?

La présente recherche vise à démontrer les hypothèses suivantes, à savoir qu'il existe, au Témiscamingue, deux fractions de l'élite locale, l'une vouée au changement et tournée vers la modernisation, la Chambre de Commerce de Ville-Marie, et l'autre plus puissante et de type traditionnel, le clergé diocésain. Elles présentent deux projets fort différents de développement régional. La Chambre de commerce appuie l'évolution du capitalisme et propose un projet régional de société basé sur le développement de l'industrie, du commerce, des communications, tandis que le clergé promeut la reproduction de la société rurale traditionnelle et la consolidation des localités. Cependant, même si leur type d'intervention économique diffère, elles collaborent pour la promotion de dossiers à caractère socio-culturel. Cette collaboration repose toutefois sur une base fragile. À des projets différents correspondent des appuis différents: au niveau politique, la Chambre de Commerce endosse l'idéologie du Parti Libéral et le clergé, celle de l'Union Nationale. Comme la réalisation de leurs projets



repose en grande partie sur leurs relations avec le gouvernement à Québec, le retour au pouvoir de l'Union nationale en 1944 favorisera les projets du clergé.

Afin de démontrer ces hypothèses, le premier chapitre traitera du rôle de deux fractions de l'élite locale dans le développement régional du Témiscamingue. Les deux chapitres suivants analyseront les projets de développement socio-économique de la Chambre de Commerce de Ville-Marie (chapitre 2) et du clergé du diocèse de Timmins (chapitre 3). Mais avant, on regardera l'historiographie et les sources.

## 2. Cadre théorique et historiographique.

Dans les études concernant le développement régional, on remarque que selon les auteurs, le rôle de bougie d'allumage revient tantôt à l'État, tantôt au capital, tantôt à l'élite locale. Concernant plus précisément le rôle de l'élite locale dans le développement, deux tendances se dégagent. D'un côté, certains auteurs affirment que l'élite assiste passivement aux changements et au développement et ne réagit que lorsque son pouvoir est menacé<sup>2</sup>; ou encore que les élites traditionnelles se servent du pouvoir pour promouvoir leurs intérêts personnels<sup>3</sup>.

D'autres auteurs mettent plutôt de l'avant le rôle de l'élite locale dans le développement régional<sup>4</sup>. Ainsi, les élites régionales proposent une nouvelle

---

<sup>2</sup> Renaud Dulong, Les régions, l'État et la société locale, Vendôme, Presses Universitaires de France, 1978, 245 pages. Alain Lipietz, Le capital et son espace, Paris, La Découverte/Maspéro, 1977, 2e édition 1983, 178 pages.

<sup>3</sup> Serge Côté, "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", Les Cahiers du socialisme, 4, (1979): 202-211.

<sup>4</sup> Alain-G. Gagnon, Développement régional, État et groupes populaires, Hull, Éditions Asticou, 1985, 286 pages. Louis Quéré, Élites dirigeantes et mouvement national en Bretagne, Rimouski, GRIDEQ, Documents généraux no 6, 1980, 40 pages. Jacques Lemay, "Le Conseil

vision du développement régional. Selon Alain Gagnon, elles deviennent un agent de développement par leurs initiatives qui cherchent à réorienter le développement des régions périphériques<sup>5</sup>. Pour Jacques Lemay, le Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent (COEBSL) innove en matière de développement régional en formulant une nouvelle idéologie: "...on parle maintenant d'aménagement et de planification économique"<sup>6</sup>. Louis Quéré démontre que dans les années 1950 et 1960, en Bretagne, la transition se fait sous l'impulsion d'une élite du changement, qui conteste le système hégémonique antérieur et propose un développement économique, social et culturel différent, voire moderniste.

Ces auteurs tirent des conclusions différentes sur le rôle joué par l'élite locale dans le développement: certains ressortent son caractère passif, tandis que d'autres démontrent son caractère actif. Par contre, s'ils affirment tous qu'une nouvelle élite locale arrive au pouvoir dans les années 1950, ils expliquent différemment l'émergence de cette élite. Pour Dulong et Lipietz, ce sont l'État et le capital qui entraînent le remplacement des anciennes élites par une nouvelle élite appelée à occuper d'autres fonctions<sup>7</sup> et étant à caractère plus moderniste<sup>8</sup>. Pour Quéré, Gagnon et Lemay, la nouvelle élite existe déjà et est en bonne partie responsable de son accession au pouvoir.

---

d'orientation économique du Bas-St-Laurent et les stratégies de développement régional", dans Bruno Jean et Danielle Lafontaine (sous la direction de), Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec, Rimouski, UQAR, Cahiers du GRIDEQ no 14, 1984, pages 313-323.

<sup>5</sup> Alain-G. Gagnon, op. cit., p. 52.

<sup>6</sup> Jacques Lemay, op. cit., p. 322.

<sup>7</sup> Renaud Dulong, op. cit., p. 39.

<sup>8</sup> Alain Lipietz, op. cit., pp. 135-141.

Dans les années 1940, il existe peu d'intervenants régionaux en matière de développement. Au Témiscamingue, il y en a deux principaux: la Chambre de commerce de Ville-Marie et le clergé diocésain. Avant d'aborder leur action et leur vision du développement, regardons ce que les auteurs écrivent sur ces deux groupes à l'échelle du Québec.

Le rôle des Chambres de commerce dans le développement régional a suscité très peu d'études. Deux seulement ont été recensées<sup>9</sup>. Dans son texte, Marc Bélanger écrit qu'il existe deux types de Chambre de commerce, les urbaines et les rurales, et que leur action varie selon l'état du développement socio-économique du milieu dans lequel elles oeuvrent. Dans les milieux développés, les Chambres s'apparentent plus aux groupes de pression, tandis que dans les milieux sous-développés, leur action tend à être plus globale et orientée vers le local, action caractéristique des coopératives de développement. Les Chambres rurales favorisent l'intervention de l'État et recherchent des mesures concrètes, à court terme, visant par exemple la baisse du chômage, le développement de l'industrie et du commerce, pour donner à la région visée des conditions de vie et une sécurité d'emploi comparables à celles existantes dans les milieux les plus favorisés de la province de Québec.

Le texte de Guy Massicotte s'inscrit dans la lignée de celui de Bélanger, puisqu'ils présentent tous deux la même vision d'une Chambre de commerce rurale, soit un organisme qui revendique un développement global et intégré de la région visée. Toutefois, Massicotte va plus loin en écrivant que la vision du

---

<sup>9</sup> Marc Bélanger, "Les Chambres de commerce. Groupes de pression ou coopératives de développement", *Recherches sociographiques*, IX, 1-2, (janvier-août 1968): 85-103. Guy Massicotte, À l'orée de la conception actuelle du développement régional: les chambres de commerce de Rimouski, 1908-1945, Rimouski, UQAR, 1979, 21 pages (non-publié).

développement de la Jeune Chambre de commerce de Rimouski est à la base de la conception actuelle du développement régional, puisque les revendications sont alors les mêmes que celles d'aujourd'hui. Il fait de plus la distinction entre l'idéologie de la Chambre de commerce senior et celle de la Jeune Chambre de commerce. La première possède une pensée économique libérale, tandis que la deuxième affiche une pensée de type keynésienne et régionaliste. La nouvelle couche sociale réunie dans la Jeune Chambre favorise l'adoption de cette nouvelle idéologie.

En ce qui concerne le rôle du clergé dans le développement, l'historiographie n'est guère plus abondante que pour les Chambres de commerce<sup>10</sup>. Le livre de William F. Ryan traite de la période allant de 1896 à 1913 et l'auteur démontre que le clergé encourage la croissance économique et la prospérité matérielle des Canadiens-Français. Concrètement, il s'agit d'améliorer l'agriculture et d'ouvrir de nouvelles régions de colonisation à l'agriculture et à l'industrie. Le clergé accepte la réalité de l'industrialisation et de l'urbanisation et en fait même la promotion dans les régions. Également, le clergé québécois favorise les associations économiques coopératives entre les Canadiens-Français pour qu'ils surmontent leur infériorité économique.

À cette interprétation, Alain Gagnon répond qu'avant 1950, la tendance principale au sein de l'Église est de prôner une économie basée sur l'agriculture et la colonisation même si certains évêques et curés progressistes ont un intérêt pour le développement industriel. En 1950, la hiérarchie catholique reconnaît que l'économie du Québec n'est plus fondée sur l'agriculture et la colonisation,

---

<sup>10</sup> William F. Ryan, The Clergy and Economic Growth in Quebec, 1896-1914, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, 348 pages. Alain Gagnon, "L'influence de l'Église sur l'évolution socio-économique du Québec, 1850-1950", L'Action Nationale, (décembre 1979): 252-277..

mais sur l'industrie, le commerce et la finance; auparavant, les évêques croyaient à la vocation terrienne des Canadiens-Français. Gagnon rejoint Ryan en écrivant que l'Église propose quatre solutions concrètes en vue d'accroître le bien-être matériel du peuple: 1-l'amélioration des méthodes de culture; 2-l'association professionnelle, agricole et ouvrière; 3-l'établissement des caisses populaires; et 4-l'instauration du corporatisme. Il n'existe donc pas de grandes différences dans les propos de ces deux auteurs concernant le rôle du clergé en matière de développement régional. Gagnon nuance les propos de Ryan en écrivant que, s'il existe un courant progressiste favorisant le développement industriel, l'ensemble du clergé prône le développement de la société rurale traditionnelle.

Un survol de l'historiographie du Témiscamingue termine cette section. D'abord, il existe une bibliographie sur l'Abitibi-Témiscamingue<sup>11</sup>. Ensuite, le département d'histoire et de géographie du Collège de l'Abitibi-Témiscamingue publie depuis une dizaine d'années une collection de Cahiers<sup>12</sup>. Il s'agit principalement, du moins depuis quelques années, de thèses et de mémoires

---

11 Cette bibliographie compte quatre volumes, dont les trois premiers sont de Benoît-Beaudry Gourd, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1973, 270 pages. Supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1975, 214 pages. Deuxième Supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1977, 202 pages, et le quatrième, de André Béland, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, Troisième supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1979 94 pages.

12 Travaux du séminaire sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue de l'Université du Québec à Rouyn, no 1, 1980; Benoît-Beaudry Gourd, Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue, 1910-1950, no 2, 1981, 141 pages; idem., Le Klondike de Rouyn et les Dumulon, no 3, 1982, 114 pages; Maurice Asselin, La colonisation de l'Abitibi, un projet géopolitique, no 4, 1982, 171 pages; Benoît-Beaudry Gourd, Angliers et le remorqueur T. E. Draper, no 5, 1983, 95 pages; idem., La mine Lamaque et le village minier Bourlamaque. Une histoire de mine, no 6, 1984, 115 pages; Juan-Luis Klein et Orlando Pena, Compagnies multinationales et espaces géographiques. Noranda Mines, une étude de cas, no 7, 1984, 37 pages; Carmen Rousseau, Les débuts de la radio abitibienne, 1939-1957, no 8, 1984, 139 pages; Simon Tremblay, La crise économique au Québec et la colonisation de l'Abitibi, no 9, 1984, 273 pages; Maurice Asselin, L'image de marque du tourisme en Abitibi-Témiscamingue, no 10, 1985, 68 pages; Yves Dionne, L'école de rang d'Authier, l'éducation en Abitibi de 1910 à 1964, no 11, 1985, 249 pages; et Jean-Michel Catta, La grève des bûcherons de Rouyn, 1933, no 12, 1985, 75 pages.

portant sur l'Abitibi ou sur le Témiscamingue. Sur ces 12 cahiers, neuf portent sur l'Abitibi et trois seulement sur le Témiscamingue. Concernant spécifiquement l'histoire du Témiscamingue, le grand classique est l'oeuvre d'Augustin Chénier<sup>13</sup>. Également, à l'occasion du centenaire de Ville-Marie, j'ai effectué une recherche sur l'histoire de cette localité<sup>14</sup> qui met en évidence les projets de développement socio-économique du clergé et de la Chambre de commerce de Ville-Marie.

Deux études portent sur la période allant de 1960 à aujourd'hui. Il s'agit d'abord d'une analyse socio-économique de la région de l'Abitibi-Témiscamingue<sup>15</sup>, dans laquelle l'auteur présente des données quantitatives sur cette région administrative. La seconde concerne plus précisément le développement régional<sup>16</sup>. Ce texte retrace la formation et l'évolution des structures gouvernementales en matière de développement régional, soit le Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois (CERNOQ) devenu, en 1972, le Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (CRDAT). À l'instar de plusieurs autres chercheurs québécois, ces deux auteurs s'attardent à la période de 1960 à nos jours. À ces livres et études, s'ajoutent

---

<sup>13</sup> Augustin Chénier, Notes historiques sur le Témiscamingue, Ville-Marie, Société d'histoire du Témiscamingue, 1937, 2e édition 1980, 133 pages.

<sup>14</sup> Marc Riopel, De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986, Ville-Marie, Comité du Centenaire, 1986, 307 pages.

<sup>15</sup> Guy Perreault, Analyse socio-économique d'une région: le cas de l'Abitibi-Témiscamingue, M.A. (géographie), Université de Sherbrooke, 1975, 163 pages.

<sup>16</sup> Enrique Colombino et Roger Guy, "L'entrepreneurship local et l'aménagement des ressources en Abitibi-Témiscamingue: la longue marche des technocrates", dans Hugues Dionne, et al., Vers de nouveaux territoires intermédiaires?, Actes et instruments de la recherche en développement régional no 3, UQAR./UQAC, 1986, pp. 153-181.

quelques biographies de pères oblats<sup>17</sup> et des monographies<sup>18</sup>. Parmi cette littérature, mentionnons qu'il existe seulement trois livres sur l'histoire régionale<sup>19</sup>, tandis que les autres traitent de sujets plus restreints, comme une thématique, une localité ou encore une institution.

Deux études retiennent davantage l'attention dans le cadre de ce mémoire: une sur l'évêque du diocèse de Timmins, Mgr Louis Rhéaume<sup>20</sup>, et l'autre sur la Chambre de Commerce de Ville-Marie<sup>21</sup>. Le père Carrière écrit que l'action de l'évêque se situe principalement au niveau social et qu'il profite de la période de prospérité de l'après-guerre pour doter ses paroisses d'institutions: construction

---

<sup>17</sup> Gaston Carrière, o.m.i., L'arpenteur du bon Dieu. Mgr Louis Rhéaume, o.m.i., 1873-1955. Évêque de Timmins, Montréal, Rayonnement, 1960, 220 pages; idem., Missionnaire sans toit, le père Jean-Nicolas Laverlochère, o.m.i., 1811-1884, Montréal, Rayonnement, 1963, 146 pages; idem., Le père Jean-Pierre Guéguen, o.m.i., 1838-1909, Un grand voltigeur, Rouyn, Société historique Rivière-des-Quinze et Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1978, 190 pages; Eugène Nadeau, Un homme sortit pour semer. La carrière épique du pionnier du Témiscamingue: le frère Joseph Moffet, o.m.i., Montréal, Fidès, 2e édition 1951, 195 pages.

<sup>18</sup> Marc Riopel, Un siècle d'éducation au Témiscamingue, Ville-Marie, Société d'histoire du Témiscamingue, 1983, 52 pages; idem., 50 ans d'histoire à la Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986, Ville-Marie, Comité des fêtes du Cinquantième, 1986, 36 pages; idem., La vie à Fugèreville, d'hier à aujourd'hui, 1912-1987, Ville-Marie, Comité du 75e, 136 pages; idem., D'un hôpital de mission au Centre de santé Ste-Famille, 1887-1987, Ville-Marie, Comité organisateur du Centenaire, 1987, 68 pages; idem., Les municipalités et le développement socio-économique du Témiscamingue, 1888-1988, Ville-Marie, Municipalité régionale de comté de Témiscamingue, 1988, 41 pages; idem., Épargne, crédit et coopératisme. Les 50 ans d'histoire de la Caisse populaire de Fabre, 1939-1989, Val-d'Or, Caisse populaire de Fabre, 1989, 48 pages; Collectif témiscamien sous la direction de Francine Hudon, Vie et histoire des femmes au Témiscamingue, Ville-Marie, Comité de la condition féminine au Témiscamingue / Multi-Diffusion enr., 1988, 507 pages; Gaétan Lemire, Si Béarn m'était conté...!, Val-d'Or, Comité des fêtes du 75e anniversaire de la municipalité de Béarn, 1987, 240 pages; Simone Gareau, s.c.o., Les Soeurs de la Charité d'Ottawa (Soeurs Grises de la Croix) au cœur de l'histoire de Ville-Marie, s. l., s. é., 1986, 112 pages; Comité organisateur des fêtes, 1911-1986, St-Eugène effeuille ses 75 ans, Rouyn, s. é., 1986, 271 pages; Jeannine Gaudet-Brault, Temikami, eaux profondes, Val-d'Or, Société d'histoire du Témiscamingue, 1981, 90 pages; et Augustin Chénier, Cinquante années de civisme. La Chambre de commerce de Ville-Marie, 1908-1958, Ville-Marie, s. é., 1958, 60 pages.

<sup>19</sup> Augustin Chénier, Notes historiques sur le Témiscamingue, op. cit.; Collectif témiscamien sous la direction de Francine Hudon, Vie et histoire des femmes au Témiscamingue, op. cit.; et Marc Riopel, De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986, op. cit.

<sup>20</sup> Gaston Carrière, o.m.i., L'arpenteur du bon Dieu. Monseigneur Louis Rhéaume, o.m.i. (1873-1955). Évêque de Timmins, ibid.

<sup>21</sup> Augustin Chénier, Cinquante années de civisme. La Chambre de Commerce de Ville-Marie, 1908-1958, op. cit.

d'écoles normales, de collèges classiques, d'orphelinats, de foyers d'accueil pour vieillards, d'écoles d'agriculture, développement des hôpitaux, création de maisons de retraites fermées et d'écoles secondaires pour les Franco-Ontariens du diocèse. Il poursuit en affirmant que Mgr Rhéaume s'élève contre les dangers de l'époque qui menacent la jeunesse: l'industrialisation des villes, le progrès matériel et l'augmentation de la population urbaine aux dépens des centres ruraux. Il encourage la mise sur pied et la poursuite des activités d'organismes comme l'Union Catholique des Cultivateurs et l'Union Catholique des Femmes Rurales. Au niveau économique, Mgr Rhéaume se prononce contre l'implantation d'industries de guerre dans son diocèse en 1943; par contre, l'auteur ne donne pas plus détail à ce sujet, et on ne peut savoir s'il s'agit d'une déclaration de principe ou si l'évêque a cherché à faire interdire l'implantation d'une usine de ce type. Le père Carrière centre son étude uniquement sur Mgr Rhéaume et il ne donne aucun renseignement sur les relations que l'évêque entretient avec le bas clergé, ni sur la structure organisationnelle du diocèse.

À l'occasion du 50e anniversaire de la Chambre de Commerce de Ville-Marie, Augustin Chénier fait l'historique de cet organisme, dont il fut le président de 1929 à 1951. Il mentionne que les dossiers pilotés par cette Chambre régionale touchent tous les secteurs socio-économiques: la colonisation, l'agriculture, la forêt, les mines, la construction de chemins, le téléphone, l'électricité, les postes, le commerce, l'industrie, le chemin de fer, le tourisme, l'éducation... Il fait état des nombreux dossiers pilotés par la Chambre de Commerce et des raisons de leur réalisation ou de leur non-réalisation. Il y est aussi question des relations avec d'autres intervenants, le Conseil de Comté et le clergé. Selon Chénier, le crédit de la réalisation de certains dossiers revient à la Chambre de Commerce, il mentionne l'aide reçue du Conseil de Comté, tandis



qu'il ne dit mot de la participation du clergé. Ce silence laisse entrevoir que ces deux groupes ne fonctionnent pas de concert. De plus, Chénier mentionne que les agriculteurs, alors formés en coopérative laitière, ont refusé qu'un industriel construise une fabrique de beurre et de lait dans la région. Cet industriel avait été recruté par la Chambre.

En résumé, peu d'études traitent du rôle de l'élite locale dans le développement régional pour la période 1939-1950. La majorité des auteurs recensés couvrent les années 1950 et 1960. Comme mentionné au début de cette section, deux tendances se dégagent quant à l'analyse du rôle de l'élite locale: elle assiste passivement aux changements, ou elle y participe activement. Les quelques chercheurs qui se consacrent à cette question abordent seulement un groupe à la fois: soit le clergé, soit les Chambres de commerce. Aucun lien n'est fait entre ces deux groupes formant l'élite locale avant 1950, mis à part Jacques Lemay<sup>22</sup> qui écrit que, à la fin des années 1950, le Conseil d'orientation économique s'est buté au clergé et à ses alliés lorsqu'il a présenté son projet de développement régional. Mais il ne pousse pas plus loin son analyse.

Cette recherche vise à contribuer à faire connaître davantage cette période et le rôle de l'élite locale, en étudiant les projets de développement socio-économique du clergé et de la Chambre de commerce de Ville-Marie (organisme régional) au Témiscamingue pour la période de 1939 à 1950. Il s'agira donc d'étudier leurs projets de développement, les relations qu'ils entretiennent entre eux et de situer leur action dans la conjoncture socio-économique de l'époque.

---

<sup>22</sup> Jacques Lemay, *op. cit.*, p. 323.

Avant d'aborder le sujet directement, regardons les sources existantes et les limites qu'elles présentent pour la réalisation de ce projet.

### 3. Les sources.

Du côté de la Chambre de commerce, les sources sont très riches. Le fonds Augustin-Chénier, entreposé au Centre d'archives de la Société d'Histoire du Témiscamingue, comprend la correspondance complète de la Chambre de Commerce de Ville-Marie de 1908 à 1969. Augustin Chénier<sup>23</sup> (1896-1969) était un "ramasseux de papperasse" et il gardait des doubles de toutes les lettres envoyées et reçues, fournissant ainsi au chercheur une vision complète des dossiers pilotés par la Chambre (explications des demandes et des réponses). La correspondance touche tous les dossiers, qui se divisent en quatre grands secteurs: industries, communications, éducation et santé, et tourisme. La correspondance consultée couvre la période allant d'avril 1939 à décembre 1950, pour un total de 798 lettres. La lecture des procès-verbaux vient compléter et recouper ces informations.

Concernant le clergé, le fonds le plus important se nomme le fonds Louis-Zéphirin-Moreau, déposé au Centre d'archives de la Société d'Histoire du Témiscamingue. Louis-Zéphirin Moreau (1887-1960) a occupé les fonctions de missionnaire-colonisateur pour le Témiscamingue de 1930 à 1933, d'aumônier diocésain de l'U.C.C. et de président de la Société de colonisation du Témiscamingue de 1933 à 1946, en plus d'être le curé-fondateur de la première caisse populaire en 1936, du premier cercle de l'U.C.F. du diocèse et de

---

<sup>23</sup> Augustin Chénier a été président de cet organisme de 1929 à 1951 et il y a occupé une place très importante, comme il en sera question au chapitre 2.

l'Association diocésaine des commissaires d'écoles, dont il devient l'aumônier<sup>24</sup>. Ce fonds ne contient qu'un côté de la correspondance, puisque Moreau ne conservait pas de copies des lettres qu'il envoyait, mais seulement de celles qu'il recevait; on peut y lire seulement les réponses à ses différentes demandes. Par contre, il a colligé des coupures de presse de tous les articles parlant de ses activités et ses réalisations (colonisation, coopératives, caisses populaires, électrification rurale, union catholique des cultivateurs).

Les archives de l'évêché du diocèse de Rouyn-Noranda, formé à partir de celui de Timmins en 1972, contiennent des dossiers personnels sur les prêtres et sur l'aspect matériel des paroisses (construction de l'église, du presbytère, ...). Ils s'avèrent de peu d'intérêt pour le cadre de ce mémoire puisqu'il s'agit de dossiers administratifs sur les paroisses et quelques dossiers de correspondance. Parmi ceux-ci, un seul retient l'attention, celui de Clovis Perron, nommé aumônier diocésain de l'U.C.C. en octobre 1946, en remplacement du curé Moreau.

D'autres centres d'archives contiennent des documents sur le clergé au Témiscamingue. Les Archives provinciales des Oblats à Montréal renferment uniquement des dossiers administratifs des diocèses, qui offrent très peu d'intérêt pour ce mémoire. Aux Archives Deschâtelets des Oblats, à Ottawa, on retrouve un dossier pertinent, soit celui de Ville-Marie. Il contient quelques faits intéressants, notamment au sujet de la santé et de l'éducation. De plus, les archivistes du diocèse de Timmins et des Archives provinciales affirment que Mgr Rhéaume écrivait très peu et un curé, ex-directeur de l'École d'agriculture

---

<sup>24</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Notes extraites des Biographies canadiennes-françaises, 1957.

Moffette à Ville-Marie, ajoute que toutes les directives de l'évêque se faisaient verbalement.

Le fonds Stanislas-Dubois, déposé au Centre régional des Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda, permet de voir le rôle d'un curé dans une paroisse de colonisation, Saint-Roch-de-Bellecombe, de 1937 à 1947. Cette nouvelle colonie est située près de Rouyn-Noranda et fait partie, à l'époque, du comté de Témiscamingue. On peut y voir les problèmes rencontrés dans la colonie naissante, le rôle de la Société de colonisation responsable (en l'occurrence celle du diocèse de Sherbrooke), le soutien ou le manque de soutien de l'évêque.

Une autre source, d'importance secondaire, le Fonds Gilles-Desjardins, dossier Compagnie électrique de St-Eugène-de-Guigues également déposé aux Archives nationales du Québec à Rouyn-Noranda, traite du rôle du curé Philorum Jubainville, de Saint-Eugène-de-Guigues, dans la mise sur pied d'une compagnie privée dont le but était d'électrifier ce petit village agricole du Témiscamingue. Il achète d'abord des terrains, débute ensuite les travaux de construction d'un barrage puis revend le tout -avec profit- à la dite compagnie. Le curé Jubainville travaillera plus tard avec le curé Moreau à la fondation de la Coopérative d'électricité du Témiscamingue.

Enfin, la revue annuelle Le Canada Ecclésiastique fournit des données quantitatives sur le diocèse de Timmins (nombre de communautés religieuses et leurs effectifs, noms des prêtres de chaque paroisse, année de fondation des paroisses, année de l'arrivée des communautés religieuses dans les localités...). Toutefois, il faut utiliser cette source avec beaucoup de précaution, comme le démontre Bernard Denault qui en fait une excellente critique, notamment au sujet de la précision des données quantitatives. Il compare ses résultats avec ceux

contenus dans cette publication et conclut que si la démarche utilisée par cette revue pour la cueillette des données est fiable, les résultats ne le sont pas toujours, présentant même des écarts variant entre 1 et 137 unités pour les effectifs des communautés religieuses<sup>25</sup>.

Les sources ne permettent donc pas d'avoir une vision de l'ensemble du diocèse de Timmins, qui englobe la partie agricole du Témiscamingue, la zone minière s'étendant de Rouyn-Noranda à Malartic et une partie du nord-est ontarien. Elles relatent uniquement les événements et les actions posées par le clergé dans la partie québécoise de ce diocèse. Par contre, l'action du curé Moreau, aumônier diocésain de 1939 à 1946, retracée par les coupures de presse, donne une idée assez juste du projet de développement du clergé pour la décennie 1940.

---

<sup>25</sup> Bernard Denault, "Sociographie générale des communautés religieuses au Québec (1837-1970). Éléments de problématiques," dans Bernard Denault et Benoît Lévesque, Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec, Montréal et Sherbrooke, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, pp. 35-37.

## CHAPITRE 1: ÉLITE LOCALE, DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET INTERVENTION ÉTATIQUE.

La place des acteurs dans le développement du Témiscamingue mérite d'être soulignée avant d'aborder le rôle et les projets des fractions de l'élite locale. Les premières compagnies forestières gagnent les pineraies témiscamiennes dès le début des années 1870, elles intensifient leurs coupes dans les années 1880, et en 1888, Alex Lumsden construit un moulin à scie sur un rapide du ruisseau Gordon, au sud de la région. Au milieu des années 1890, Edward Wright, marchand de bois d'Ottawa, met en exploitation une mine d'argent. En 1902, des prospecteurs miniers découvrent d'importants gisements argentifères au côté ontarien du lac Témiscamingue, ce qui entraîne la fondation d'une ville minière, Cobalt, et de deux autres villes. En 1917, la Riordon Pulp and Paper Company, d'Ottawa, achète la majorité des concessions forestières des compagnies de bois d'oeuvre dans la région et construit un moulin de pâtes à papier et une ville, Témiscaming. La Canadian International Paper acquiert, en 1925, tous les actifs de la Riordon alors en faillite. Elle agrandit alors le moulin et trace des plans de développement de la ville de Témiscaming, alors une ville de compagnie. L'autre poussée industrielle a lieu en au milieu des années 1920 avec la découverte et la mise en valeur de gisements miniers et avec l'ouverture des villes de Rouyn et de Noranda; puis en 1942, la compagnie McIntyre-Porcupine, de Toronto, construit une mine et une ville, Belleterre, située à l'extrémité est du Témiscamingue. Il s'agit également d'une ville de compagnie<sup>1</sup>.

---

1 Marc Riopel, De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986, op. cit., pp.14-40.

Lorsque notre période débute, les fractions de l'élite locale travaillent au développement d'une région agricole entourée des villes industrielles, qui présente le portrait suivant: au sud un moulin de pâtes à papier, à l'est une mine d'or, au nord une mine de cuivre et au centre du Témiscamingue, les terres agricoles. C'est dans cette région qu'agissent les fractions de l'élite locale, le clergé et la Chambre de Commerce de Ville-Marie. Leurs projets de développement socio-économique comblent les champs d'activités non-occupés par le grand capital. Pendant la période, elles font pression sur le gouvernement pour la réalisation de leurs projets et aussi pour imposer leur vision du développement régional.

Le clergé et la Chambre de Commerce possèdent leur propre vision du développement et occupent également une fonction différente dans la société régionale. Il sera démontré dans les prochaines lignes qu'on est en présence de deux fractions de l'élite locale et qu'elles se différencient principalement par le type de projets qu'elles véhiculent et par leur position face à la période de transition que vit le milieu rural témiscamien.

### 1.1. Considérations théoriques sur l'élite et le développement.

Nous utilisons le concept d'élite du changement, tel qu'élaboré par Louis Quéré<sup>2</sup>, dans le but de démontrer l'existence de deux fractions de l'élite locale témiscamienne, une modernisatrice et une autre traditionaliste. Quéré écrit que l'élite du changement se définit seulement par rapport à une période de transition sociétale, puisqu'elle impulse, oriente et contrôle le changement. Cette élite est, poursuit-il, en essence modernisatrice, puisqu'elle conteste le système

---

2 Louis Quéré, *op. cit.* p. 21-25.

hégémonique antérieur et propose des formules novatrices de développement socio-économique, qui peuvent aussi bien entraîner la destruction des obstacles économiques et culturels à son essor que la création d'institutions favorisant ce développement. Mais derrière son masque de l'innovation, l'élite du changement cache, précise-t-il, des rapports sociaux de domination et d'exploitation. Selon l'auteur, ce type d'élite se retrouve uniquement à l'échelle nationale, à l'intérieur d'un mode de production et non "dans une collectivité concrète où s'articulent des fragments de modes de production différents et des structures sociales différentes..."<sup>3</sup>.

À la suite de cette dernière remarque de Quéré, comment appliquer ce concept à une région bien précise, le Témiscamingue? Comment transposer une problématique du niveau national au niveau régional? Cette théorie élabore également le rôle des classes dominantes et dirigeantes. Ceci pose un premier obstacle à son application à une région donnée. En effet, dans une région comme le Témiscamingue, on ne retrouve que des segments de classes sociales. Par contre, on peut se servir de cette théorie en lui empruntant des concepts et en les redéfinissant en tenant compte de la situation régionale.

Mentionnons d'abord que l'intérêt premier de cette théorie réside dans le fait qu'elle permet de situer théoriquement et pratiquement l'action des intervenants les uns par rapport aux autres. Cependant pour se servir du concept d'élite du changement, il faut l'adapter non pas en fonction des classes sociales, mais en fonction des intervenants régionaux. Également, il faut préciser un autre concept, soit celui d'élite traditionaliste, puisque ces deux concepts vont de pair et qu'ils ne prennent leur véritable sens qu'en étant comparé l'un à

---

<sup>3</sup> Louis Quéré, op. cit. p. 21-22.



l'autre. Nous arrivons ainsi au concept d'élite régionale, soit un groupe qui possède un certain pouvoir décisionnel et une structure organisationnelle, qui travaille au développement d'une région et qui possède une vision originale du développement.

Ainsi, l'élite régionale du changement propose un développement économique et social qui dépasse les cadres de la société rurale traditionnelle. Ses interventions visent à transformer la structure économique et sociale d'une région donnée, à dépasser la situation existante en créant de nouveaux rapports sociaux. On peut également l'appeler l'élite modernisatrice. Replacée dans le contexte des années 1940, cette élite se rapprocherait d'une politique économique keynésienne. À l'inverse, l'élite traditionaliste prône un développement axé sur la reproduction de la société rurale traditionnelle. Elle propose des changements, travaille à l'amélioration des conditions de son groupe-cible, tout en respectant les valeurs traditionnelles et surtout en visant à les reproduire. L'utilisation de ces concepts sert de cadre de référence et d'analyse des projets pilotés par les deux groupes en action, ici la Chambre de commerce et le clergé.

Selon ces concepts, le clergé diocésain agit comme élite traditionaliste, puisqu'il contrôle socialement et culturellement la société témiscamienne. Ce contrôle s'exerce depuis l'ouverture du Témiscamingue: les Oblats, une des deux communautés religieuses dans la région, l'autre étant les Soeurs Grises de la Croix d'Ottawa, prennent la direction du mouvement de colonisation qui s'amorce dès 1884, par la fondation d'une société de colonisation et par l'encadrement des colons dans le choix des terres et aux niveaux spirituel et culturel. Le mouvement de colonisation se fait en deux étapes, le premier (1884-1914) s'effectue de façon

spontanée, les familles montent dans la région sans aucune aide de l'État, le second (1932-1940) se fait de façon dirigée avec les programmes gouvernementaux de retour à la terre. À compter du milieu des années 1930, le clergé élabore sa stratégie de développement régional en prônant l'organisation des agriculteurs et la fondation de coopératives dans le domaine de l'agriculture, de l'épargne et du crédit et de la forêt. Par ce biais, le clergé tente de favoriser le contrôle de l'économie régionale par les Témiscamiens. Sa stratégie s'élabore à partir du développement de l'agriculture et de la société traditionnelle où la famille occupe un rôle central.

Parmi les autres intervenants, il y a la Chambre de Commerce de Ville-Marie, organisme à caractère régional jusqu'à la fin des années 1940. La Chambre occupe le rôle de l'élite modernisatrice, mais avec quelques nuances par rapport à la définition avancée par Quéré. Tandis que le clergé appuie sa stratégie sur l'agriculture, la Chambre de Commerce propose une alternative au développement: son projet prévoit le développement de l'industrie, du commerce, des communications, du tourisme, bref elle prône un développement économique diversifié. La Chambre profite du contexte politique du début des années 1940 pour mettre sur pied la majorité de ses projets. En effet, en 1943 le gouvernement libéral provincial met sur pied des comités et des sous-comités régionaux de réhabilitation d'après-guerre et leur demande de formuler des projets pour réintégrer les soldats au marché du travail, une fois la guerre terminée.

Ces deux fractions d'élites (le clergé et la Chambre de Commerce) se différencient par la place qu'elles occupent dans la société témiscamienne et par leur vision du développement de la région. Le clergé contrôle en bonne partie la

production et la reproduction de la société aux niveaux social et culturel. Sa stratégie de développement vise à renforcer ce rôle: dans chaque paroisse, les prêtres travaillent à la fondation de coopératives et d'associations diverses à caractère social, économique et religieux (par exemple, Cercles des Fermières, cercles locaux de l'U.C.C., beurreries-coopératives, Dames de Sainte-Anne, Enfants de Marie). Il favorise la construction et l'ouverture de salles paroissiales dans plusieurs localités de la région; il y diffuse même des films et organise de soirées sociales et culturelles, où les pièces de théâtre sont à l'affiche. Le clergé pense autant aux hommes, aux femmes qu'aux jeunes et crée des regroupements pour chacun de ces groupes. Les prêtres dirigent les destinées des ces associations comme conseillers spirituels, en plus d'occuper un siège au conseil d'administration. Le projet régional de société du clergé prône la reprise en main de l'économie régionale par les gens de la région; la fondation de coopératives rendrait possible cette réappropriation de l'économie.

La Chambre de commerce prévoit, dans son projet régional de société, la transformation des ressources naturelles sur place en industrialisant la région avec des petites et moyennes entreprises. Elle mise sur des capitaux extérieurs à la région. Les transports occupent une grande place dans ses revendications: la Chambre veut faire construire une route reliant le Témiscamingue à la région de Mont-Laurier, donnant ainsi accès aux marchés du centre du Québec, au lieu de celui de Toronto. Cela aurait comme effet de diriger le commerce vers la région de Montréal.

Les fractions d'élites mettent donc de l'avant deux types de projets de développement différents et ils renvoient à deux types d'organisation sociale différents. Le clergé promeut l'idéal corporatiste où les agriculteurs occuperaient

une place importante dans la gestion des affaires courantes de la société, aux côtés des partis politiques et du monde des affaires. Chaque individu occupe une place bien définie dans la société: l'homme travaille sur la ferme, la femme s'occupe du jardin et de l'administration et les enfants sont les aides des parents, les filles voient aux travaux ménagers et les garçons travaillent sur la ferme familiale.

Pour la Chambre de commerce, et son président et penseur Augustin Chénier, l'économie de la région doit assurer un équilibre entre l'industrie et l'agriculture. Il oriente ses efforts dans le but de diversifier la structure industrielle du Témiscamingue, qui compte alors un moulin de pâtes à papier, une mine d'or et une mine de cuivre. Son projet repose sur l'industrialisation des ressources naturelles (transformation des produits agricoles, ouverture d'une laiterie, d'une tannerie). Si ses projets se réalisaient, les rapports sociaux au Témiscamingue changeraient: aux agriculteurs, commerçants, entrepreneurs forestiers, s'ajouteraient des industriels et des prolétaires.

Dans ce contexte, la Chambre constitue donc l'élite modernisatrice et le clergé, l'élite traditionaliste. Une précision s'impose quant à la définition de ces types d'élite. Ils renvoient à la nature même de leurs projets de développement régional. Avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement du parti libéral en 1939 et plus particulièrement en 1943, alors qu'il adopte des politiques en faveur du développement des régions avec la transformation de l'économie de guerre en une économie de paix, la Chambre de commerce espère pouvoir réaliser ses projets.

Également, le gouvernement libéral met sur pied les comités et sous-comités régionaux de réhabilitation d'après-guerre en 1943 dans le but de créer de

l'emploi dans les régions. Les fractions d'élites du Témiscamingue y participent et présentent au gouvernement des projets de développement. La Chambre de Commerce profite de cette opportunité pour mettre sur papier de nouveaux projets, par exemple une route Belleterre à la route Mont-Laurier. À compter de cette date, la Chambre de Commerce possède une meilleure tribune pour promouvoir ses dossiers au gouvernement et peut compter sur des mesures économiques de types keynésiennes pour les réaliser. Par contre, cela ne dure guère puisque le gouvernement Duplessis reprend le pouvoir en 1944, ce qui favorise alors les projets du clergé.

## 1.2 Intervention étatique et politique régionale en temps de guerre.

### 1.2.1 Le gouvernement fédéral et la guerre.

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'action gouvernementale dans les régions de colonisation, dont le Témiscamingue depuis 1886, se résume à l'aide pour l'infrastructure routière et les moyens de transport en général (construction et l'amélioration des chemins, des ponts, du chemin de fer). Dans les années 1930, l'intervention de l'État se concrétise par la mise sur pied de programmes de colonisation (Gordon, fédéral-provincial, 1932-1934; Vautrin, provincial, 1934-1936; Rogers-Auger, fédéral-provincial, 1936-1942). Résultats: la colonisation d'une bonne partie de l'Abitibi, centre minier alors en plein développement, et la fondation de cinq localités témiscamiennes.

La guerre déclenchée en 1939 amène le gouvernement du Canada à réorienter ses actions économiques et sociales pour faire face à la nouvelle conjoncture. Fait majeur pendant cette période: le gouvernement fédéral doit composer avec la guerre et les problèmes d'approvisionnement et de

distribution des biens de consommation qui s'ensuivent et de la production en général. À cet effet, il remet en vigueur, en 1939, la loi des mesures de guerre, instituée lors de la Première Guerre mondiale. L'économie du pays est alors orientée dans le but de gagner la guerre: de la production de l'équipement militaire à la production agricole et la production de papier. Le nouveau ministère des Munitions et des Approvisionnements, confié à C.D. Howe, est chargé d'organiser la production militaire<sup>4</sup>. Les premières mesures du gouvernement du Canada visent le contrôle des prix, de la production et de la consommation de certains produits. Quelques mesures sociales émergent également: des garderies sont ouvertes dans certaines grandes villes (Toronto, Montréal), un programme d'assurance-chômage entre en vigueur en 1940, les allocations familiales en 1945, etc... La nouvelle politique économique de l'État fédéral, adoptée au début des années 1940, marque l'adoption par ce gouvernement de mesures de type keynésien, qui visent une régulation de l'économie canadienne<sup>5</sup>.

À Québec, le gouvernement d'Adélard Godbout endosse les mesures adoptées par le gouvernement fédéral en matière de politique économique. Cependant, l'accession au pouvoir de Maurice Duplessis en 1944 marque un changement d'orientation. En effet, ce dernier n'adopte aucun plan, aucun programme d'ensemble et présente la même politique économique jusqu'à la fin des années 1950<sup>6</sup>. On remarque également qu'au début des années 1940, le

---

<sup>4</sup> Paul-André Linteau et al., Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930. Montréal, Boréal Express, 1986, pp. 46-47.

<sup>5</sup> Ibid., p. 48.

<sup>6</sup> Gérard Boismenu, Le duplessisme. Politique économique et rapports de force, 1944-1960. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 120.

gouvernement provincial, dirigé par Adélard Godbout, consulte les fractions de l'élite locale afin d'obtenir leurs suggestions en matière de projets de développement à réaliser dans les régions<sup>7</sup> et pour favoriser le retour sur le marché du travail des soldats.

Dans les prochaines lignes, l'accent sera mis particulièrement sur la participation des fractions d'élites locales témiscamiennes aux différents programmes gouvernementaux visant à gérer l'économie en temps de guerre. Trois thèmes seront abordés: le contrôle des prix et de la production, le rationnement et la distribution et la campagne d'achat des "Bons de la Victoire".

L'État fédéral demande la coopération des intervenants régionaux afin de mettre en pratique ces projets et dans le but d'informer la population. Les fractions d'élites du Témiscamingue répondent en général assez bien. Par contre, ces deux groupes participent différemment: la Chambre de commerce profite de l'occasion pour promouvoir des dossiers qu'elle pilote depuis quelques années et participe activement à l'effort de guerre. Le clergé, quant à lui, se contente de contribuer au succès des campagnes de souscription des obligations de la victoire et ne revendique pratiquement rien du gouvernement fédéral, mis à part l'amnistie pour les fils de cultivateurs.

En 1942, le gouvernement fédéral entreprend le relevé de lieux commerciaux et industriels inutilisés et met sur pied des comités locaux de rationnement. Dans les deux cas, Augustin Chénier, président de la Chambre de commerce de Ville-Marie, s'empresse de répondre aux demandes du

---

<sup>7</sup> Ce point sera étudiée dans la prochaine section.

gouvernement fédéral. Ainsi, il répond<sup>8</sup> qu'il existe à Ville-Marie un magasin-général désaffecté et un moulin à farine inutilisé, dont la machinerie est en ordre. En 1943, Chénier occupera la fonction de président du comité local de rationnement pour le Témiscamingue. De plus, la Chambre demande à la Commission des prix, du commerce et du rationnement en temps de guerre d'établir un bureau régional de rationnement à Ville-Marie<sup>9</sup>. Chénier profite de l'effort de guerre entrepris par le fédéral pour ressortir de vieux dossiers visant à développer le Témiscamingue. Ainsi, en agriculture, il fait deux demandes au gouvernement fédéral: la première consiste en la construction d'un entrepôt frigorifique à Ville-Marie et la seconde, l'entreposage de beurre à Ville-Marie et par le fait même, la création d'un centre de distribution pour le Témiscamingue, l'Abitibi et le nord-est ontarien.

Au sujet de l'entrepôt frigorifique, il s'agit d'une demande déjà formulée par la Chambre au ministre fédéral de l'agriculture en 1935. Elle revient donc à la charge en 1943 avec ce dossier. Dans une lettre datée du 18 mars 1943, Chénier demande l'appui du député fédéral du comté de Pontiac (dans lequel est inclus le Témiscamingue), M. W.R MacDonald, arguant que: "Outre que la construction d'un tel entrepôt contribuerait à notre effort de guerre, il rendrait d'immenses services à la classe agricole du Témiscamingue<sup>10</sup>." Cette demande d'appui s'accompagne d'une lettre soumettant ce dossier au ministre fédéral de l'agriculture. Dans la lettre envoyée au ministre R.C. Gardiner, Chénier utilise les

---

<sup>8</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à J.R. Petrie, Department of Munitions and Supply, Ottawa, 10 août 1942.

<sup>9</sup> Archives de la Chambre de commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, réunion du 15 juin 1943.

<sup>10</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à W.R MacDonald, député du comté de Pontiac, 18 mars 1943.



arguments suivants pour tenter de le convaincre. D'abord, l'augmentation de la production de beurre au Témiscamingue depuis 1936, passant de 1 million à 1 3/4 millions de livres annuellement, entraîne l'augmentation de la production de bétail de façon proportionnelle. Ensuite, il dit: "En raison de cette production et comme conséquence de notre situation géographique, il est évident qu'un entrepôt frigorifique devient une nécessité.<sup>11</sup>" L'endroit projeté est Ville-Marie.

La Chambre reçoit comme réponse du ministère de l'agriculture<sup>12</sup> que la rareté des matériaux de construction, de la main-d'oeuvre et particulièrement des appareils réfrigérants, empêchent l'octroi d'une telle subvention de la part du ministère, à moins qu'il soit clairement établi que l'entrepôt frigorifique est nécessaire à la poursuite plus à fond de l'effort de guerre du Canada. De plus, poursuit-il, en 1935, il avait été conclu par des agents du ministère que le chiffres d'affaires d'un entrepôt frigorifique à Ville-Marie n'était pas assez gros pour justifier sa construction. Dans une autre lettre<sup>13</sup> le ministre ajoute que seules les propositions au sujet de nouveaux entrepôts frigorifiques jugés essentiels à l'effort de guerre sont prises en considérations. Par contre, la Chambre reçoit l'appui de l'inspecteur des produits laitiers du ministère fédéral de l'Agriculture, M. Désaulniers, du bureau de Noranda<sup>14</sup>.

Chénier écrit ensuite au président de la Commission des Munitions et des Approvisionnements à Ottawa, le 15 avril 1943, afin de savoir si l'entreposage du

---

11 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à R.C. Gardiner, ministre de l'Agriculture à Ottawa, 18 mars 1943.

12 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Ministère de l'Agriculture à Augustin Chénier, 22 mars 1943.

13 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, James G. Gardiner à Augustin Chénier, 1 avril 1943.

14 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, M. Désaulniers à Augustin Chénier, 17 avril 1943.

beurre, au Témiscamingue, pourrait être considéré comme moyen utile ou nécessaire aux fins de guerre du Canada.

L'existence d'un entrepôt de beurre dans une région agricole prospère comme le Témiscamingue permettrait de corriger une anomalie, à savoir que le beurre produit dans le nord-ouest québécois et le nord-est ontarien est expédié à Winnipeg puis redistribué dans les régions productrices.<sup>15</sup>

Le président de la Chambre préférerait que des réserves soient créées dans les centres de production et de là, organiser un système de distribution locale et extérieure. Il prévoit évidemment un tel centre à Ville-Marie dans le double but d'aider les agriculteurs et de renforcer le rôle de centre joué par cette municipalité en la dotant de petites industries.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral fonde une Commission de réhabilitation, chargée de préparer des projets d'après-guerre et de les soumettre aux différents organismes sociaux dans toutes les régions du pays. A la réunion du 15 juin 1943, M. Dorion présente aux autres membres de la Chambre de Ville-Marie une brochure publiée par cette commission et contenant des propositions de projets à réaliser. A la suite de l'invitation de l'État, tant fédéral que provincial, la Chambre de commerce se lance dans l'aventure et propose une vision globale du développement de la région du Témiscamingue, comme l'indique cette lettre:

Dans presque toutes les sphères d'activité le Comté de Témiscamingue a des possibilités de développement considérables. Une exploitation rationnelle de nos diverses ressources naturelles marchant de pair avec un développement ordonné de moyens sociaux pourrait contribuer, dans une large mesure, à résoudre une partie des problèmes d'après-

---

<sup>15</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier au président de la Commission des Munitions et des Approvisionnements à Ottawa, le 15 avril 1943.

guerre. Vous plairait-il, monsieur le Président, de nous indiquer les grandes lignes que votre Comité se propose de suivre pour atteindre son but et, pour ce qui nous concerne, les moyens à prendre pour y coopérer.<sup>16</sup>

Lors d'une réunion tenue en octobre 1943<sup>17</sup>, les directeurs de la Chambre procèdent à la mise sur pied de deux comités chargés d'étudier les projets gouvernementaux; un comité se charge de la partie fédérale, l'autre, de la partie provinciale. Leurs membres devront ensuite soumettre leur rapport à leur collègue. Fait à noter, cette proposition émane du père Honorius Chabot, o.m.i., père-curé de Ville-Marie. Le comité fédéral se compose de MM. Oscar Desjardins, président, R. DuMesnil, notaire, J. Barrette, médecin, O. Perron, G. Morency, arpenteur-géomètre, R. Morin, inspecteur. Le comité provincial réunit C.-E. Dorion, avocat, président, Donat Goulet, avocat, André Larouche, inspecteur de la colonisation, J. Grenier, secrétaire du Conseil de comté, J.-L. Larochelle, instituteur.

Dans une lettre envoyée au président du Comité<sup>18</sup>, Chénier s'informe s'il existe, dans le programme de reconstruction, des possibilités de financement gouvernemental pour la création d'industries locales, mis à part le fonds fédéral existant à la disposition des municipalités désireuses de créer chez elles des industries dans le but de prévenir le chômage. Ce programme, poursuit-il, est compliqué du fait que le gouvernement provincial doit lui aussi intervenir comme caution et la municipalité doit accorder des privilèges sur les taxes, etc... M.

---

16 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Dr Cyril T. James, président Comité consultatif sur la restauration d'après-guerre, 18 août 1943.

17 Archives de la Chambre de commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, réunion du 19 octobre 1943.

18 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à F. Cyril James, président Comité de reconstruction, Université McGill, 22 octobre 1943.

James répond à M. Chénier le 26 octobre 1943 et lui dit que la question de l'aide financière de l'État fédéral pour le développement industriel des régions du pays n'est pas encore décidée définitivement et que des suggestions ont été faites mais qu'il n'y a pas encore de politique formelle d'adoptée.

D'un autre côté, le clergé ne semble pas faire de lobbying auprès du gouvernement fédéral dans le but de promouvoir ses dossiers. Un seul, du moins selon les sources consultées, le préoccupe, celui de l'amnistie des jeunes ruraux. Le clergé semble avoir frappé à la bonne porte puisque le gouvernement, après de longues discussions, accède à cette demande. Ainsi, dans une lettre circulaire adressée aux curés<sup>19</sup>, le signataire annonce aux curés du Québec l'amnistie accordée aux jeunes ruraux, le fédéral admettant ainsi l'indispensabilité de la main-d'oeuvre agricole entraînée. Ces jeunes seront exemptés d'aller à la guerre même après la fin des travaux saisonniers sur la ferme. Ils pourront, ajoute la lettre, occuper des travaux temporaires (chantiers forestiers, pêche...) en attendant de retourner sur la ferme lors de la reprise des activités.

Il y a cependant un domaine où la Chambre et le clergé uniront leurs efforts et répondront à l'appel lancé par le gouvernement fédéral: les campagnes des Bons de la Victoire. Augustin Chénier occupe la présidence du Comité local pour le Témiscamingue. Le 15 mai 1941, il invite les citoyens à former des sous-comités locaux dans les paroisses témiscamiennes et à tracer les grandes lignes de leur organisation en vue d'une réunion générale qui aura lieu à Ville-Marie le 23 suivant<sup>20</sup>. Cette réunion a pour but d'informer les gens au sujet des détails de cet

---

19 ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Adrien Morin, sous-ministre adjoint de l'Agriculture du Québec à M. le curé, 17 février 1943.

20 ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Augustin Chénier, lettre circulaire, 15 mai 1941.

emprunt et aussi d'établir une coopération entre les différents participants, comme l'indique cette lettre circulaire:

Pour l'entière coopération de notre comté avec la province de Québec et le Canada; pour atteindre à la victoire de nos armées, la bonne volonté de tous est demandée. Soyons de ceux qui ne refuserons pas l'aide à la Patrie.<sup>21</sup>

Mais cette campagne n'est pas seulement l'affaire du gouvernement fédéral et de la Chambre de Commerce. Le gouvernement provincial y travaillera lui aussi, et toutes les couches et classes de la population seront sollicitées. A titre d'exemple, cette lettre-circulaire de premier ministre du Québec, M. Adélard Godbout<sup>22</sup>, qui invite les maires à promouvoir la campagne d'emprunt qui s'ouvrira en juin et à unir leurs efforts à leurs compatriotes pour soutenir l'effort de guerre du Canada.

Le président de la section du Témiscamingue, Augustin Chénier, compte beaucoup sur l'annonce aux prônes le dimanche par le curé pour passer le mot d'ordre dans les paroisses. Outre les paroissiens, d'autres catégories de donateurs sont sollicitées comme les Caisses populaires et les industries (Belleterre Quebec Mines Ltd de Belleterre, Canadian International Paper Co. de Témiscaming).

Lors du 3e Emprunt de la Victoire, le président intervient à mi-chemin de la campagne pour stimuler ses troupes puisque les capitaux n'entrent pas au rythme voulu. Dans une lettre-circulaire adressée au président local, Chénier trouve que l'effort apporté par chacun n'est pas suffisant et fournit des arguments pour

---

21 ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Augustin Chénier, lettre circulaire, 15 mai 1941.

22 ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Adélard Godbout, premier ministre du Québec, lettre-circulaire adressée aux maires, 21 mai 1941.

convaincre les gens de souscrire, utilisant même le côté moral pour justifier la pertinence de cette campagne de souscriptions. À la fin de la campagne, Chénier en trace le bilan et le compare à celui de la campagne précédente. Il en ressort que les succès de la 3e campagne reposent sur une plus forte souscription de la part des Caisses populaires locales que lors de la 2e Campagne. Il souligne par contre que, cette fois-ci, les agriculteurs ont moins bien participé que lors de la campagne précédente<sup>23</sup>.

Lors des 4e et 5e Emprunts de la Victoire, Augustin Chénier demande aux curés s'il peut compter encore sur leur collaboration, notamment avec un court commentaire le dimanche au prône. Ces campagnes s'ouvrent respectivement le 26 avril et le 20 octobre 1943 et durent 3 semaines.

Donc, lors de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral intervient plus directement dans l'économie canadienne et applique des mesures de type keynésien. Au niveau régional, son action permet d'avancer l'hypothèse qu'il pose les jalons d'un nouveau type d'intervention, en consultant les intervenants régionaux au sujet des travaux de développement de l'après-guerre. Certes, il reste encore beaucoup de pas à franchir avant d'arriver au concept d'aménagement rural, mais il s'agit d'un pas en avant, comparativement à la stratégie de développement des régions par le biais de programmes de colonisation.

En ce domaine, les sources consultées (celles des intervenants régionaux, le clergé et la Chambre de commerce de Ville-Marie) informent beaucoup plus sur l'intervention du gouvernement provincial que sur le gouvernement fédéral. Une

---

23 ASHT, Fonds L.Z. Moreau, Augustin Chénier, président, Unité 128, Circulaire aux présidents locaux, 14 novembre 1942.

recherche approfondie sur l'intervention de l'État en temps de guerre reste à faire.

#### 1.2.2. Le gouvernement provincial et les années de guerre.

À l'instar d'Ottawa, le gouvernement du Québec adopte une nouvelle politique d'intervention économique au début des années 1940. Un volet concerne les régions et se caractérise par l'invitation faite aux fractions de l'élite locale et aux industriels des régions québécoises, par le ministère des Terres et Forêts en 1942, de participer à des congrès dans le but de d'établir les priorités en matière du développement d'une région en particulier. Ces projets visent la réintégration des soldats sur le marché du travail après la guerre.

Ce qui est intéressant dans ce cas-ci, les archives conservées par les deux groupes de l'élite locale sont plus volumineuses et permettent de suivre à la lettre la stratégie du gouvernement. Cette politique ressemble étrangement à une nouvelle politique en matière de développement des régions périphériques québécoises: le gouvernement suscite les suggestions des intervenants régionaux en leur offrant une plate-forme par le biais des comités provinciaux de réhabilitation d'après-guerre. Il s'agit d'une coupure par rapport à l'intervention étatique dans les régions au cours des années 1930, les programmes de colonisation, dans le sens que, quant on parle des régions, on pense maintenant en fonction de leur développement et non plus uniquement en terme d'espaces à coloniser. De plus, avec le programme de réhabilitation d'après-guerre, de nouveaux projets sont proposés par les intervenants régionaux; également, le gouvernement associe tous les intervenants à cette démarche: des fractions de l'élite locale aux industriels.

En février 1943, l'Association forestière du Québec invite les différents intervenants de la région à faire partie du Comité régional qui sera organisé pour le Témiscamingue et l'Abitibi. La Chambre de commerce de Ville-Marie, entre autres, délègue un représentant à une réunion de l'Association forestière qui se tient à Rouyn le 24 février. Les buts de l'Association concernent, au départ, uniquement la forêt: conservation, éducation, mise en valeur touristique<sup>24</sup>.

Lors de cette même réunion, il est décidé d'organiser un congrès régional pour le Témiscamingue et l'Abitibi en septembre 1943. Un Comité d'organisation réunit des membres des deux comtés; le Témiscamingue est alors scindé en deux, un sous-comité d'organisation s'occupe du secteur de Rouyn, et un autre, de celui de Ville-Marie. Pour ce congrès, on propose d'élargir les thèmes et de discuter des problèmes forestiers, d'agriculture, de colonisation, de mines, de tourisme et d'éducation économique. Il y aura également formation d'un cercle régional.

Pendant que le ministère des Terres et Forêts organise les comités provinciaux de réhabilitation d'après-guerre, le ministère de l'Agriculture du Québec s'occupe à fonder un Comité pour stimuler la production de guerre. A ce sujet, l'agronome de la division du Témiscamingue, Roger Arcand, écrit au curé Louis-Zéphirin Moreau, de Saint-Bruno-de-Guigues, que son ministère demande à chaque paroisse de fonder un tel comité qui aura pour tâches de stimuler la production de guerre, de faire les inventaires de la main-d'oeuvre agricole et des terres à vendre. Idéalement, cinq personnes doivent composer ce comité: le

---

<sup>24</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Cuthbert Poirier, I.C., directeur Chambre de Commerce de Ville-Marie à Albert Filteau, secrétaire, 1er mars 1943.



curé de la paroisse, le maire, le président de la coopérative, le président du cercle de l'U.C.C. et quelqu'un s'occupant d'oeuvres sociales<sup>25</sup>.

Concernant les propositions du programme de réhabilitation d'après-guerre, Avila Bédard, sous-ministre des Terres et Forêts, trace les deux objectifs principaux de son comité: 1-Empêcher le chômage lorsque la guerre sera terminée; et 2-Établir de nouvelles industries et maintenir les industries existantes dans le secteur forestier<sup>26</sup>. Les travaux et améliorations à faire concernent uniquement le domaine forestier en apportant une nouvelle façon d'exploiter et d'aménager la forêt québécoise.

Par la suite, Boromé Guérin, chef de district du ministère des Terres et Forêts pour le Témiscamingue, à la suite d'une directive de son ministre, invite Augustin Chénier, président de la Chambre de Commerce, et le curé Louis-Zéphirin Moreau à faire partie du sous-comité de réhabilitation d'après-guerre pour le district forestier du Témiscamingue. Le but de ces sous-comités dans les districts forestiers de la province est de tracer un programme de travaux forestiers à faire après la guerre<sup>27</sup>. Le sous-comité régional de réhabilitation d'après-guerre pour le district forestier de Témiscamingue tient deux réunions en octobre, une à Ville-Marie pour la partie sud le 11, et une autre à Rouyn pour la partie nord deux jours plus tard. Y assistent des membres du clergé, des

---

25 ASHT, Fonds L.-Z. Moreau, Roger Arcand à Louis-Zéphirin Moreau, curé, 19 mars 1943.

26 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Avila Bédard, Comité de réhabilitation d'après-guerre, 10 août 1943.

27 Fonds Augustin-Chénier, B. Guérin à Augustin Chénier, ASHT, 4 octobre 1943. ASHT, Fonds L.-Z. Moreau, B. Guérin à Louis-Zéphirin Moreau curé, 4 octobre 1943.

représentants des coopératives, des Chambres de commerce, des industriels, des commerçants, bref toutes les intervenants en développement de la région<sup>28</sup>.

Différents projets de travaux sont présentés et discutés lors de ces réunions et les membres du sous-comité décidèrent de recommander une série de travaux à être réalisés après la fin du conflit mondial. En résumé, les principaux travaux projetés concernent: la construction de nouvelles routes pour atteindre des espaces forestiers et de villégiature non exploités, l'ouverture de pépinières, la plantation d'arbres, l'établissement de 29 bleuetières (une par village), la mise sur pied d'une école et de colonies forestières, le nettoyage de terrains à être inondés près des barrages de rétention des eaux, l'amélioration des certaines rivières pour faciliter le flottage du bois, la construction d'une centrale hydro-électrique et d'une ligne de distribution de l'électricité dans toutes les localités. Concernant le tourisme, on recommande la construction de la route Belleterre à Mont-Laurier et l'ouverture d'une réserve de chasse et de pêche de chaque côté de la route. Ce qui permettrait, selon le sous-comité, aux compagnies forestières d'atteindre de nouvelles zones de coupe et aux touristes, l'accès aux nombreux lacs et rivières de ce secteur<sup>29</sup>.

---

28 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Rapport des délibérations du sous-comité régional de réhabilitation d'après-guerre pour le district forestier de Témiscamingue, 20 octobre 1943. À la réunion du 11 octobre 1943, pour la partie sud du district forestier du Témiscamingue, étaient présents: Père L-P. Jutras, omi, dir. de l'école d'agriculture de Ville-Marie, L.Z. Moreau, curé de Guigues et président de la Société diocésaine de colonisation pour le Témiscamingue, A. Ritchot, inspecteur forestier et préfet du comté de Témiscamingue, Augustin Chénier, président de la Chambre de Commerce de Ville-Marie, Georges Lefort, de Ville-Marie, gérant de la Société Coopérative du Témiscamingue, Jos Cotnoir, Guigues, président de l'UCC et B. Guérin, chef de district pour le ministère des Terres et Forêts. Le 13 octobre, se tenait une seconde réunion pour la partie nord, et y assistaient: F.A. Harrison, Noranda, Gérant de la CIP pour la division de Noranda, N.E. Larivière de Rouyn, président de la Chambre de Commerce de Rouyn, J.A. Carter de Noranda, maire de la ville de Noranda, P.D. Cossette, marchand de bois de Macamic, Roméo Chamberland i.f. chef de district pour le ministère de la Colonisation à Rouyn, Edmond Lapointe, gérant de Hill-Clark-Francis Ltd à Noranda et E. Guérin de Ville-Marie.

29 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Rapport des délibérations du sous-comité régional de réhabilitation d'après-guerre pour le district forestier de Témiscamingue, 20 octobre 1943.

Un point soulève particulièrement l'intérêt dans ces recommandations et commentaires: on remarque qu'il n'y a pas consensus entre tous les membres du sous-comité. En effet, il est écrit à la fin de cette lettre, que plusieurs membres croient qu'avant d'entreprendre ces nouveaux travaux, le gouvernement devrait plutôt consolider les centres de colonisation existants qui nécessitent encore plusieurs chemins. Ces personnes sont sans aucun doute des représentants du clergé. D'ailleurs, par la nature de ces projets recommandés, on peut facilement voir de quel groupe ils émanent. À titre d'exemple, on peut décerner la paternité des projets de route et de réserve de chasse et pêche entre Belleterre et Mont-Laurier à la Chambre de commerce de Ville-Marie, les travaux d'amélioration des rivières pour le flottage du bois, à la Canadian International Paper, et la construction d'une ligne de distribution d'électricité et la consolidation des centres de colonisation au clergé. Chaque groupe soumet ses projets et ils sont par la suite ordonnés par priorité. La Chambre de commerce, plus près de l'idéologie du gouvernement libéral, réussit à faire ordonner ses projets parmi les premiers de la liste.

En novembre 1943, le Comité provincial de réhabilitation d'après-guerre se rend à Ville-Marie pour étudier le rapport du sous-comité régional et il recommande l'exécution de certains travaux: ceux mentionnés aux articles 1, 6, 7, 9 à 14, 18, 21, 22, 23, 24, et en entier les travaux touristiques<sup>30</sup>. Il recommande

---

<sup>30</sup> 1-Construction d'une route forestière entre le village de Belleterre dans le canton Guillet et la route Senneterre-Mont-Laurier; 6-Construction d'une route reliant le Rapide 7 sur la rivière Ottawa à la colonie de Devlin sur les bords du lac Simard; 7-Construction d'une route entre St-Roch de Bellecombe et le lac des Quinze par la traverse du Grassy Narrow dans le canton Brodeur; 9-Chemins secondaires, portages et chemins de protection contre le feu; 10-Établissement de 2 pépinières, une dans le Nord du comté, et l'autre dans le Sud; 11-Plantation annuelle de 500 000 plants dans les forêts brûlées ou dénudées; 12-Établissement de terrains à bleuets dans chaque paroisse du comté, formant un total de 29 bleuetières; 13-Établissement d'une école d'entraînement forestier au Rapide 7 ou à un autre endroit à déterminer; 14-Nettoyage des terrains à être inondés par le barrage du Grand Lac Victoria; 18-Travaux d'amélioration au Rapide de l'Esturgeon sur la rivière Ottawa; 21-Construction d'une centrale électrique à la chute du Diable sur la rivière des

également l'exécution des travaux suivants: 1-Redressement, élargissement et pavage de la route régionale de Témiscaming à Arnfield; 2-Construction en neuf du pont Beaudin à Ville-Marie sur la route 46; 3-Amélioration du chemin Ville-Marie à Belleterre; 4-Attribution d'un crédit pour l'établissement d'un sanatorium régional à Ville-Marie; 5-Fondation et construction d'une école d'art et métier; 6-Construction d'un entrepôt frigorifique<sup>31</sup>. Cependant, certains de ces travaux sont entrepris par le gouvernement libéral, d'autres par le gouvernement de l'Union nationale, tandis que certains ne se réalisent pas<sup>32</sup>.

Parallèlement à la démarche du comité de réhabilitation d'après-guerre, le ministère des Terres et Forêts, par le biais de l'Association forestière Québécoise, organise des congrès régionaux dans toutes les régions du Québec. Au cours du mois d'août, Avila Bédard, président de l'Association, informe le président de la Chambre de commerce que se tiendra le premier congrès régional pour l'Abitibi et le Témiscamingue en septembre 1943. À l'ordre du jour, une discussion sur les questions forestières, agricoles, minières, touristiques et en général sur les problèmes de développement économique pour la région. À la fin des discussions, on assistera à la formation d'un comité régional permanent ayant pour mission de rechercher les moyens appropriés pour assurer la conservation et le développement rationnel des forêts de l'Abitibi et du Témiscamingue. De tels cercles régionaux existent déjà dans le Bas-Saint-Laurent Gaspésie, sur la Rive

---

Quinze; 22-Établissement d'une ligne de distribution électrique dans toutes les paroisses du Témiscamingue; 23-Service régulier de cinématographie pour l'éducation populaire; 24-Amplification du poste de radio de Rouyn afin de permettre à toutes les paroisses du comté d'entendre l'irradiation de ce poste. TRAVAUX TOURISTIQUES: 1-Route Belleterre-Mont-Laurier: a) construction de cabines, portages, chemins de pénétration afin d'atteindre les lacs poissonneux; b) achat de canots, de moteurs, etc... 2-Route Senneterre-Mont-Laurier: a) construction de 200 cabines; b) construction de chemins; c) achats de chaloupes, canots, moteurs et ameublements de cabines.

31 ASHT, Fonds Augustin-Chénier, 12 novembre 1943.

32 Ces dossiers seront analysés dans les prochains chapitres.

Sud et Rive Nord de Montréal, Gatineau-Pontiac, Lac Saint-Jean-Saguenay, Cantons de l'Est et dans la Mauricie<sup>33</sup>.

Ainsi s'achève ce bref portrait de l'intervention gouvernementale en temps de guerre. Sans avoir tracé un bilan complet et exhaustif sur cette question, ce chapitre permet néanmoins de voir que les deux paliers de gouvernement profitent de la Deuxième Guerre mondiale pour réviser leur politique de développement des régions: ils délaissent les programmes de colonisation comme intervention principale, pour réfléchir sur les possibilités de travaux à effectuer par le biais des Comités de réhabilitation d'après-guerre. Le point principal de cette période réside dans le fait que les gouvernements consultent les intervenants régionaux, suscitent la concertation entre eux et leur offrent une tribune pour exprimer leur vision du développement de leur région. Au Québec, cette formule de consultation ne dure pas longtemps: le temps que le gouvernement libéral se maintient au pouvoir. Lorsque l'Union nationale prend le pouvoir, en 1944, cette formule est abandonnée et il faudra attendre les années 1960 pour avoir une nouvelle politique de développement régional.

---

<sup>33</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Lettre de Avila Bédard, à Augustin Chénier, 24 août 1943.

## CHAPITRE 2: LA CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLE-MARIE.

La Chambre de commerce de Ville-Marie propose, dans les années 1940, un développement global de la région du Témiscamingue; elle mise donc sur le développement de l'industrie, du commerce, des communications et des transports. Ce projet régional de société lui confère le titre d'élite modernisatrice. Afin de prouver ces hypothèses, ce deuxième chapitre portera sur les projets de développement socio-économique de la Chambre de Commerce de Ville-Marie, organisme à caractère régional. Seront étudiés le fonctionnement de la Chambre (son membership et la profession de ses membres), sa vision de la région et du développement régional, son mode d'action pour promouvoir ses dossiers (par secteurs d'activités socio-économiques), ses appuis reçus et sa clientèle visée et, pour terminer, la portée de son action: peut-on parler de réalisations immédiates ou de retombées à long terme?

### 2.1. Origine et fonctionnement.

La Chambre de Commerce de Ville-Marie voit le jour en 1908. Elle se donne alors comme but: "...le travail individuel et collectif en vue du développement de notre colonisation, de l'agriculture, des mines et du commerce..."<sup>1</sup>. Des gens de Ville-Marie et des paroisses avoisinantes fondent alors cet organisme. La Chambre de Commerce de Ville-Marie agit dans un territoire beaucoup plus vaste que son nom l'indique. Contrainte de choisir ce nom lors de son incorporation (le nom retenu était la Chambre de Commerce du Témiscamingue,

---

<sup>1</sup>Augustin Chénier, Cinquante années de civisme. La Chambre de commerce de Ville-Marie, 1908-1958, op. cit., p. 7.

mais il en existait déjà une portant ce nom à New Liskeard, située du côté ontarien du lac Témiscamingue, *Temiskaming Board of Trade*<sup>2</sup>), son champ d'action déborde cependant largement les limites de la municipalité de Ville-Marie. Au niveau géographique, ce territoire couvre l'actuelle zone de la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue (MRCT). La carte 1 illustre ce territoire. Au niveau politique, ces délimitations correspondent, dans les années 1940, à la circonscription électorale provinciale de Témiscamingue (actuelle Rouyn-Noranda-Témiscamingue), qui s'avère en fait le territoire de la corporation municipale de Témiscamingue (voir carte 2). Quant à la circonscription fédérale, le Témiscamingue est alors inclus dans le comté de Pontiac. Dans cette brochure, Chénier explique sa vision d'une chambre de commerce et sur son rôle dans une région rurale. D'abord, il mentionne que les buts d'une chambre de commerce sont assez vastes et globaux: elle doit faire siennes toutes les revendications économiques et sociales et faire en sorte que toutes les sphères de l'économie et du social se développent simultanément<sup>3</sup>. Également, il écrit que la Chambre doit défendre l'intérêt général de la collectivité avant l'intérêt particulier des membres.

Ensuite, Chénier poursuit en élaborant sa vision du rôle des chambres de commerce. Il distingue trois catégories de Chambre de commerce: 1-la Fédération; 2-les grandes Chambres (en milieu urbain); et 3-les petites Chambres (en milieu rural). Au sujet du rôle des Chambres urbaines et rurales,

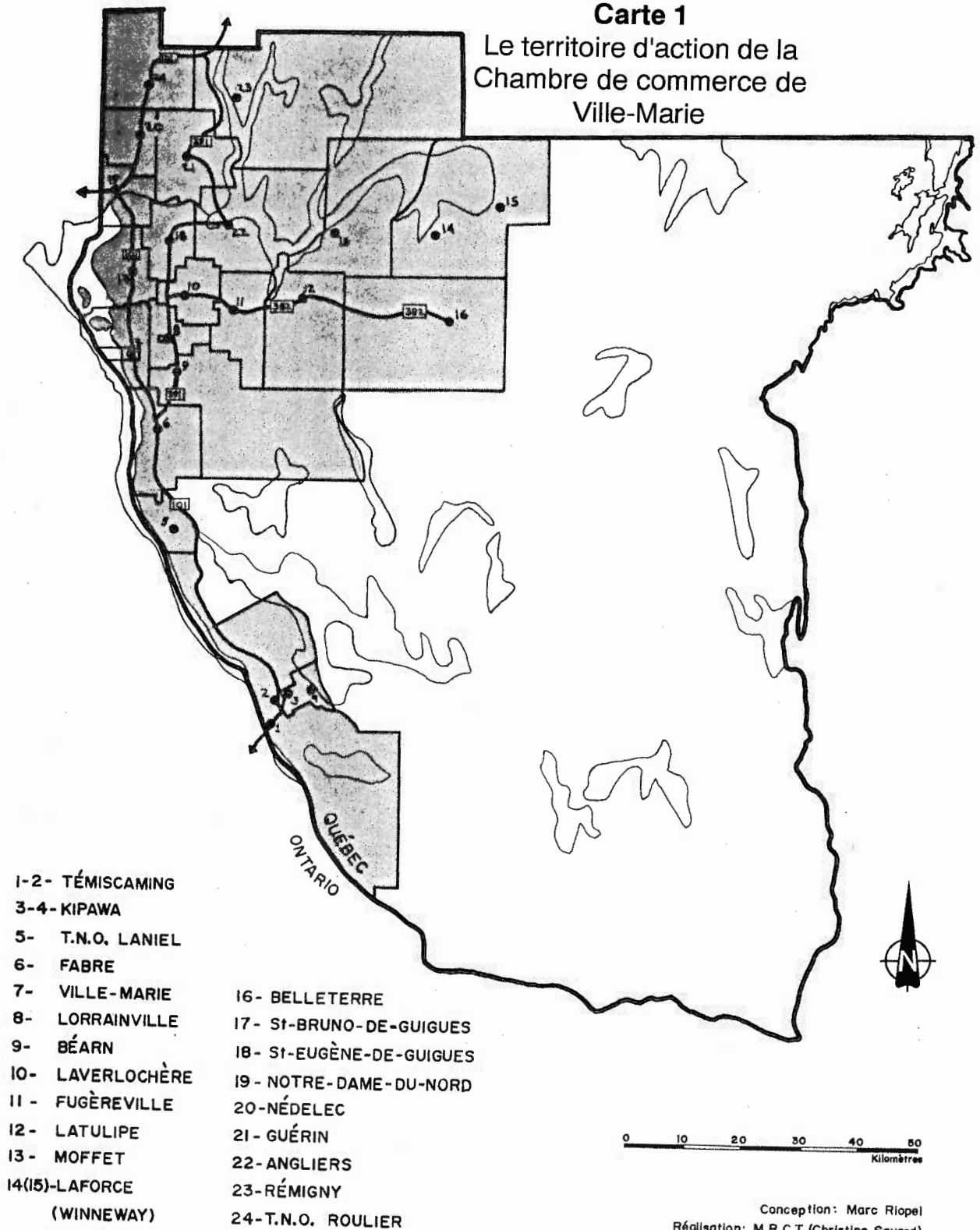
---

<sup>2</sup> Augustin Chénier, Cinquante années de civisme. La Chambre de commerce de Ville-Marie. 1908-1958, op. cit., p. 9.

<sup>3</sup> Ibid., p. 3.

# Carte 1

Le territoire d'action de la  
Chambre de commerce de  
Ville-Marie

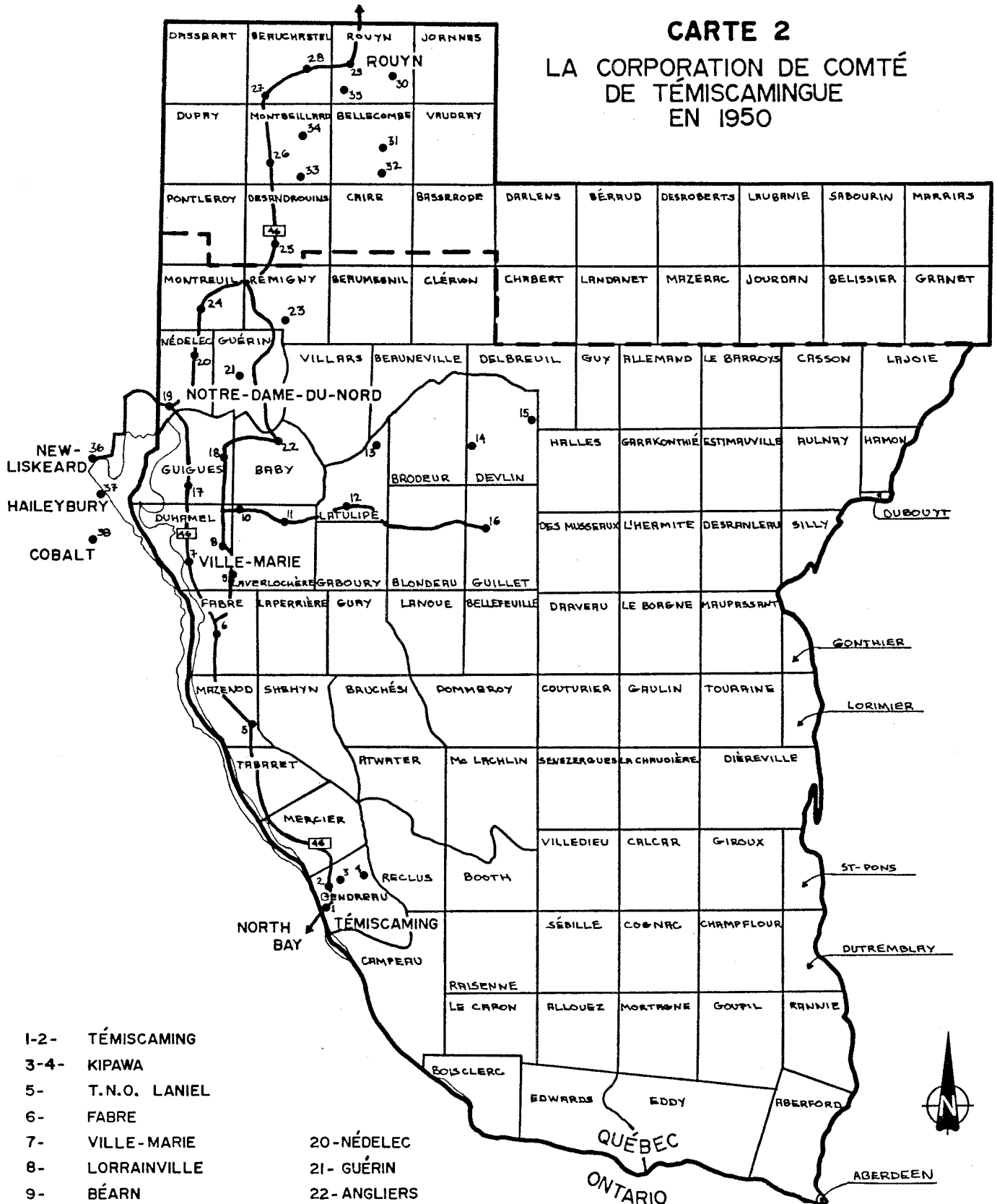


Conception: Marc Riopel  
Réalisation: M.R.C.T. (Christine Savard)



## CARTE 2

### LA CORPORATION DE COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE EN 1950



- 1-2- TÉMISCAMING
- 3-4- KIPAWA
- 5- T.N.O. LANIEL
- 6- FABRE
- 7- VILLE-MARIE
- 8- LORRAINVILLE
- 9- BÉARN
- 10- LAVERLOCHÈRE
- 11- FUGÈREVILLE
- 12- LATULIPE
- 13- MOFFET
- 14(15) - LAFORCE  
(WINNEWAY)
- 16- BELLETERRE
- 17- St-BRUNO-DE-GUIGUES
- 18- St-EUGÈNE-DE-GUIGUES
- 19- NOTRE-DAME-DU-NORD

- 20-NÉDELEC
- 21- GUÉRIN
- 22- ANGLIERS
- 23- RÉMIGNY
- 24-T.N.O. ROULIER
- 25- ROLLET
- 26-MONTBEILLARD
- 27- ARNFIELD
- 28- ÉVAIN
- 29-ROUYN
- 30-Mc WATTERS
- 31- Ste-AGNES
- 32- St-ROCH

- 33- CLOUTIER
- 34- BEAUDRY
- 35- GRANADA
- 36- NEW-LISKEARD
- 37- HAILEYBURY
- 38- COBALT

0 10 20 30 40 50  
Kilomètres

— — — Limite nord de la M.R.C.T.  
actuelle

Conception: Marc Riopel  
Réalisation: M.R.C.T. (Christine Savard)

Chénier rejoint les propos de Marc Bélanger<sup>4</sup>, en écrivant que les Chambres des grands centres industriels et des grandes villes possèdent l'avantage de réunir des universitaires et des spécialistes de tous les domaines. Elles peuvent donc s'occuper de questions de grande envergure (questions internationales, nationales, communautaires); elles concentrent, poursuit Chénier, leurs énergies dans ces dossiers. Finalement, viennent les petites Chambres, comme celle de Ville-Marie, qui doivent d'abord s'attaquer à des problèmes bien concrets, relevant du vécu quotidien de la population pour doter la région des mêmes services qui existent ailleurs. Il précise, à ce sujet que, lors de sa fondation, en 1908: "[...] tout était à faire: chemins, ponts, agriculture, commerce, marchés, services publics, *tout enfin de ce qui est indispensable à une vie normale.*"<sup>5</sup> Chénier fait allusion aux services que l'on retrouve dans d'autres régions plus développées. Les membres de la Chambre de Ville-Marie poursuivront ce même objectif pendant toute son histoire, comme le démontrera ce chapitre. Auparavant, étudions le membership de cet organisme.

Entre 1939 et 1950, les commerçants constituent la majorité des membres en règle de la Chambre. À ceux-ci s'ajoutent des professionnels (médecins, avocats, ...) et des employés du gouvernement (des ministères de la Voirie, de l'Agriculture, des Terres et Forêts, de la Colonisation, de la Justice). De plus, à leur réunion du 14 février 1943, les membres présents nomment les députés W.R. MacDonald, représentant au fédéral, et Paul-O. Goulet, représentant au provincial, le préfet du comté de Témiscamingue, A. Ritchot, et les maires de toutes les municipalités du comté, membres honoraires de la Chambre.

---

<sup>4</sup> Marc Bélanger, *op. cit.*

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 1. C'est moi qui souligne.

Également, le curé en poste à Ville-Marie est nommé aumônier de la Chambre et assiste à toutes les réunions de l'organisme.

Au sujet de la politique d'admission des membres, les directeurs en discutent à quelques reprises. Un sujet retient leur attention, celui de l'admission de membres d'autres localités. Une première discussion a lieu à ce sujet en 1947<sup>6</sup> et on reporte le sujet à une réunion ultérieure, faute d'un accord. Finalement, les directeurs décident de ne plus accepter de membres résidents à l'extérieur de Ville-Marie, spécifiant que la charte de 1908 le permet, mais qu'ils ont modifié ce règlement à la suite des expériences passées<sup>7</sup>. Ils ne précisent cependant pas de quelles expériences il s'agit.

Au niveau du fonctionnement général, la Chambre connaît des périodes actives et d'autres inactives, rendant même la restructuration obligatoire. Ainsi, il n'y a pas de réunion entre 1939 et 1943. La dernière réunion de l'organisme a lieu le 23 février 1939 et il faut attendre la tenue d'une réunion extraordinaire le 14 février 1943 avant de retrouver les traces d'une assemblée dans les registres de procès-verbaux de cet organisme. Le but de cette réunion extraordinaire des membres est de la faire revivre "[...] pour l'intérêt général du comté et de Ville-Marie en particulier"<sup>8</sup>.

Cette tentative de raviver la Chambre est à moitié réussie puisqu'elle tient des réunions seulement pendant l'année 1943. Cette année-là, l'organisme est

---

<sup>6</sup> Archives de la Chambre de commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, réunion du 13 février 1947.

<sup>7</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Henri Prud'homme de Laforce, 23 février 1948.

<sup>8</sup> Archives de la Chambre de commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, réunion du 14 février 1943.

assez actif, présentant des projets dans le cadre des travaux de réhabilitation d'après-guerre et participant à la mise sur pied de l'Association forestière de l'ouest du Québec. Aucune assemblée pendant l'année 1944, une seule pendant l'année 1945, aucune en 1946. Par contre, les activités reprennent en 1947 et se poursuivent régulièrement jusqu'en 1950, année marquant la fin de la période étudiée<sup>9</sup>.

Pour la période étudiée, une figure domine la Chambre de commerce: Augustin Chénier, qui agit comme président de 1929 à 1951; il travaille comme registrateur au bureau d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie. Il s'agit d'une figure dominante parce que, selon les registres de procès-verbaux, l'organisme tient des réunions seulement en 1943 et à compter de 1947. Pendant ce temps, la Chambre poursuit ses activités, comme le démontre la correspondance. Il faut alors se poser la question: comment fonctionne la Chambre pendant ces années? S'agit-il de l'action d'une seule personne, en l'occurrence son président Augustin Chénier? Ou tient-elle des réunions informelles? Chénier consulte-t-il d'autres personnes ou conçoit-il seul les projets de la Chambre de commerce? On ne peut répondre avec certitude à ces questions, mais on peut supposer que, de 1939 à 1947, Augustin Chénier travaille en solitaire et porte tout sur ses épaules. Sans lui, il est fort probable que l'organisme n'aurait pas survécu pendant ces années. D'ailleurs, il aborde ce sujet en 1945, lorsqu'il répond au secrétaire de la Fédération provinciale des Chambres de commerce, qui s'informait des activités de sa consœur de Ville-Marie. Chénier écrit que depuis une quinzaine d'années, il s'est chargé lui-même de la correspondance et que depuis un an environ, l'organisme est inactif. La

---

<sup>9</sup> Archives de la Chambre de commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, 1939-1950.

Chambre compte une vingtaine de membres et Chénier, étant trop occupé, n'a pu voir à son fonctionnement. Cela dit, il ajoute qu'il a tenté à maintes reprises de voir à la réorganisation de la Chambre et qu'il prévoit que tout va débloquer à l'automne, et les relations avec la Fédération reprendront alors<sup>10</sup>. Après la reprise des activités sur une base régulière en 1947, les directeurs de la Chambre concentrent davantage leurs efforts au développement de Ville-Marie, délaissant quelque peu les revendications régionales.

Quant à la Section des Jeunes de la Chambre de commerce, elle ne connaît guère plus de succès et son existence est de courte durée. Créée en 1931 dans le but "[...] [d'] organiser les loisirs; développer les talents dans un sens civique; aider les sociétés locales dans leurs activités"<sup>11</sup> elle tient sa première réunion le 22 mars 1931 et regroupe 22 membres âgés entre 17 et 23 ans. Trente-cinq membres assistent à sa deuxième assemblée. Puis, après deux ans d'activités, elle disparaît "à cause de l'exode d'une partie de nos jeunes ruraux"<sup>12</sup>.

On peut également se demander pourquoi la Chambre de commerce, à vocation régionale, suscite aussi peu d'intérêt auprès de la population. Est-ce l'organisme en soi qui ne répond pas à un besoin? Est-ce sa vocation régionale qui n'intéresse pas les gens, d'autant plus que ses membres, lorsqu'il y en a, proviennent tous de Ville-Marie? Les gens préfèrent-ils plutôt les questions locales aux questions régionales? Sont-ils trop préoccupés par leur propre condition pour s'impliquer dans un organisme? Est-ce la personnalité d'Augustin

---

<sup>10</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Jean Allaire, secrétaire de la Fédération des Chambre de commerce du Québec, 27 août 1945.

<sup>11</sup> Augustin Chénier, Cinquante années de civisme. La Chambre de commerce de Ville-Marie, 1908-1958, op. cit., p. 53.

<sup>12</sup> Ibid., p. 53.

Chénier qui repousse les gens? délègue-t-il ou assume-t-il tous les dossiers? À défaut d'information, ces questions doivent rester en suspend. Toutefois, la Chambre de commerce présente une vision claire et précise du développement régional, comme le démontre cette prochaine section.

## 2.2. La vision de la région et du développement régional.

La prochaine section décrit les projets socio-économiques pilotés par la Chambre de Commerce de Ville-Marie, dans le but de démontrer les hypothèses de départ, à savoir que la Chambre de commerce propose un développement global, s'appuyant sur tous les secteurs socio-économiques, et que les deux fractions de l'élite locale témiscamienne se différencient principalement par leur vision du développement économique.

Le dossier de correspondance de la Chambre de commerce de Ville-Marie est assez éloquent au sujet de projets pilotés: il compte 798 lettres de 1939 à 1950 inclusivement. Sur ce nombre, 237 s'avèrent pertinentes pour la présente section. Les autres lettres traitent de sujets variés et généraux, qui n'ont aucun lien avec le développement régional. Elles comprennent des accusés de réception, des reçus et comptes, de la correspondance personnelle, des invitations à participer à des congrès et des demandes de renseignements généraux. Les lettres retenues se classent dans deux grandes divisions, l'économie et la société, et se répartissent en 30 thèmes, chacun étant par la suite divisés en sous-thèmes. Premièrement, les projets économiques ont été regroupés selon trois secteurs (les transports, l'industrialisation, et l'économie régionale et locale) et plusieurs sous-secteurs y correspondent. Le nombre de lettres et la chronologie motivent l'ordre de présentation des dossiers de cette section. Au niveau économique, le premier dossier et le plus important en terme de lettres est celui des transports, qui

compte 77 lettres (41.8%) sur 184; viennent ensuite les projets d'industrialisation avec 38 lettres (20.7%), les dossiers touchant l'économie locale avec 45 (24.5%), et finalement les dossiers d'économie régionale avec 24 (13%). Malgré que les projets d'industrialisation comptent moins de lettres que les dossiers d'économie locale, ils se classent au second rang parce que la majorité de la correspondance à ce sujet date de la première moitié de la décennie, tandis que vers la fin de la période, l'organisme se tourne vers les dossiers à caractère local. Deuxièmement, les projets sociaux se divisent en deux secteurs: les services et l'éducation et la culture et comptent 53 lettres. Les dossiers des services comprennent, dans l'ordre de présentation, la santé avec 24 lettres (45.3%), les bureaux gouvernementaux avec 8 (15.1%) et la justice avec 3 (5.7%). Ensuite, les dossiers culture avec 10 (18.8%) et éducation avec 8 (15.1%). Donc au total, les dossiers économiques comptent 184 lettres pour 77.6% et les dossiers sociaux, 53 pour 22.4%.

La Chambre de commerce de Ville-Marie propose un développement qui repose plus sur l'économie que sur le social. Les dossiers pilotés englobent les secteurs d'activités économiques (agriculture, transports, mines, forêts), la culture, l'éducation, etc... De plus, la Chambre oriente son action dans le but de développer l'économie témiscamienne, principalement par le biais des transports et de l'industrialisation. Une partie de son action vise à améliorer les services à Ville-Marie. On peut aussi parler de développement intégré, dans le sens que la Chambre propose un schéma où les richesses naturelles seraient exploitées et transformées en région, par des travailleurs de la région. Seule ombre au tableau, les investisseurs pressentis par l'organisme demeurent à l'extérieur de la région; il s'agit dans certains cas de petits investisseurs, dans d'autres de grandes compagnies. La Chambre revendique donc en région les

mêmes services que dans les grands centres, une économie diversifiée et un centre régional de services.

La Chambre revendique une amélioration des services et de l'infrastructure routière. À ces projets routiers correspondent un autre objectif: les nombreux projets de routes extra-régionales devant relier le Témiscamingue au reste du Québec par la région de Mont-Laurier permettraient du coup d'attirer et de garder en région les touristes, donc de développer ce secteur d'activité économique. Ainsi, un double objectif serait atteint.

À l'intérieur de ces projets socio-économiques pour le Témiscamingue, Ville-Marie occupe une place importante: la majorité des industries projetées s'y établiraient, on veut que les bureaux gouvernementaux s'y installent ou y demeurent (face à la menace de déménagement vers Rouyn), que s'y élève une station de radio, un bureau du tourisme, qu'on agrandisse l'hôpital existant, propriété des Soeurs Grises de la Croix d'Ottawa. Jamais d'autre localité ou village n'entre en lice comme site potentiel d'établissement d'une industrie.

Dans les plans des directeurs de la Chambre et de son président Augustin Chénier, il faut donc relier le Témiscamingue aux autres régions québécoises, l'industrialiser et le doter d'un centre industriel et de services. On atteindrait ainsi le but poursuivi par la Chambre et son président, une région où se mélangeraient à merveille agriculture et centre industriel et de services, composé de petites industries basées sur la transformation des sous-produits agricoles (peaux pour une tannerie, lait pour manufacture de lait en poudre et de beurre, conserverie de pois, etc...).



Afin de démontrer ces énoncés, une première section présente en détail les projets de développement économique et un autre, les projets sociaux.

#### 2.2.1. Les projets de développement économique.

Le diagnostic de l'économie de la région, fait par le président de la Chambre au député libéral provincial, permet de mieux situer l'action de la Chambre sur le territoire pendant la décennie 1940. Dans une lettre qu'Augustin Chénier envoie au député libéral provincial Paul-O. Goulet, il écrit que le manque quasi-total de petites industries au Témiscamingue apporte de graves problèmes à l'économie régionale. Les deux principaux sont l'exode des services économiques et sociaux (principalement les bureaux gouvernementaux) vers Rouyn-Noranda et l'Abitibi, et l'exode rural puisqu'il est impossible de retenir les excédents de main-d'oeuvre dans les paroisses<sup>13</sup>. La stratégie de développement de la Chambre s'oriente autour de ces points, c'est-à-dire contrer l'exode des personnes et des services en créant une structure industrielle, et d'améliorer l'infrastructure routière à l'intérieur et vers l'extérieur de la région.

##### 2.2.1.1. Les transports.

Le dossier des transports se divise en quatre sous-thèmes: la construction de routes extra-régionales est le plus important des sous-thèmes avec 41 lettres, l'amélioration de la route régionale suit avec 21 documents, l'amélioration du service du chemin de fer du Canadien Pacifique au Témiscamingue également 21 documents et les demandes de continuer la voie ferrée vers l'Abitibi ferme la liste avec 15.

---

<sup>13</sup> ASHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Paul-O. Goulet, député provincial, 17 février 1943.

Les projets de routes extra-régionales (routes devant relier le Témiscamingue à d'autres régions québécoises par l'est à la région de Mont-Laurier et des Laurentides, par le sud à la région de Pontiac et de Gatineau, par le nord à l'Abitibi) datent des années 1930 et celui de Belleterre à Mont-Laurier s'impose en 1943 lors du programme gouvernemental de réhabilitation d'après-guerre. Quatre projets de routes sont alors élaborés et chaque route possède ses promoteurs. La Chambre privilégie celui devant relier Belleterre à la route Mont-Laurier-Senneterre-Montréal, dans l'actuel Parc de la Vérendrye. Dans une demande d'appui au Conseil de Comté du Témiscamingue, Chénier explique ces projets de routes: 1-une route reliant Belleterre à un endroit situé sur le chemin Mont-Laurier-Senneterre et la création d'une réserve de chasse et pêche le long de cette route; 2-une autre route, partant d'un point de la précédente allant vers le sud pour atteindre, soit Waltham, soit Sheenboro, dans le Comté de Pontiac; 3-une autre route partant de Bellecombe pour atteindre le pont actuel de Grassy Narrow sur le lac des Quinze; 4-une quatrième route partant aux environs de Tee Lake allant vers le nord-est jusqu'aux environs du lac Victoria<sup>14</sup>. La carte 3 illustre les deux principaux projets routiers, celui reliant Belleterre à la route Mont-Laurier et celui reliant Témiscaming à Sheenboro.

De ces projets, la Chambre fera de celui de Belleterre à la route de Mont-Laurier son numéro 1. Elle consacre de nombreux efforts à en faire la promotion auprès du gouvernement, des députés du Témiscamingue, de Gatineau, de Pontiac, de Mont-Laurier et des Chambres de Commerce des ces régions. Les buts de la Chambre dans la réalisation de cette route sont de relier le

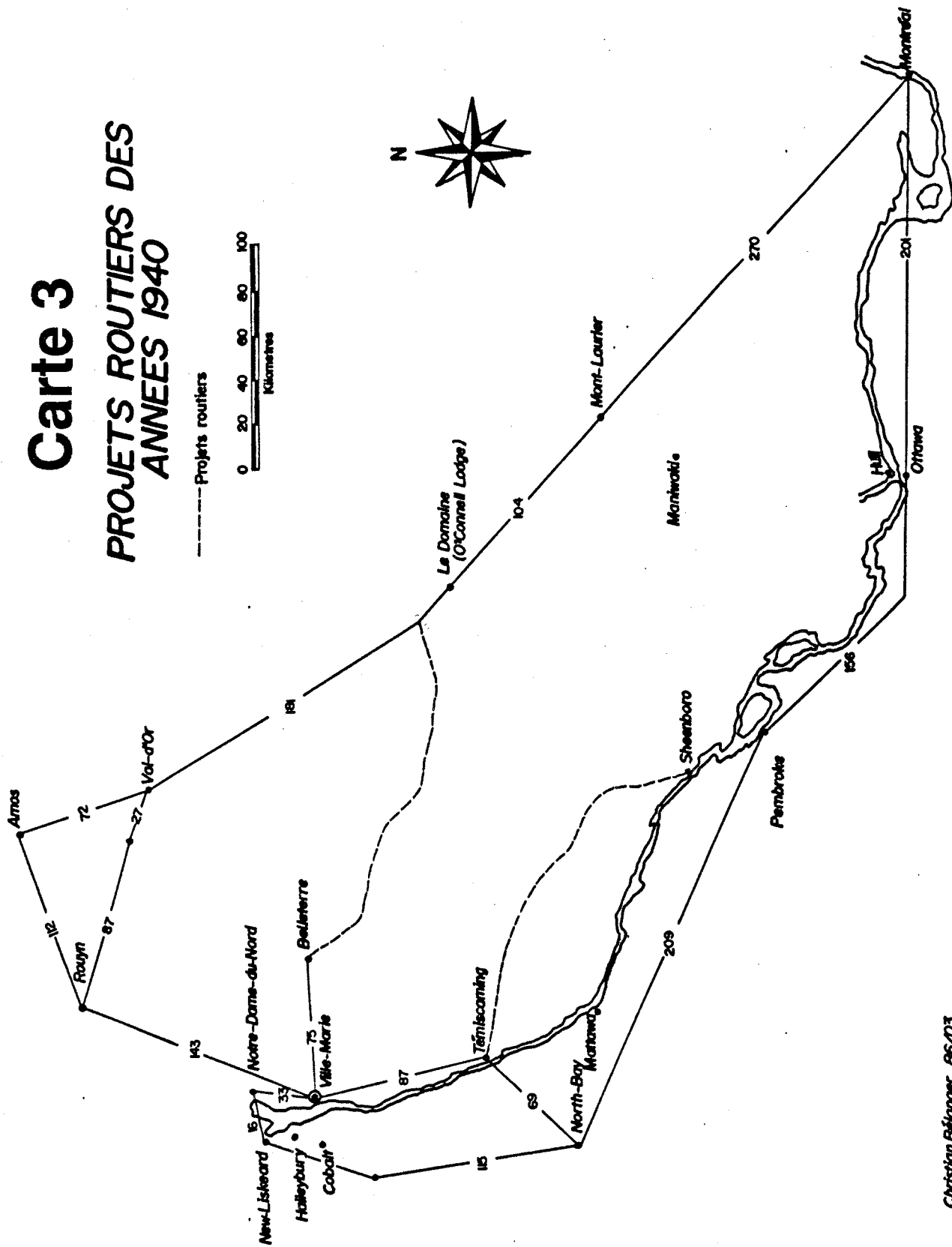
---

<sup>14</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier au préfet du Conseil de Comté de Témiscamingue, 23 octobre 1943.

# Carte 3

## PROJETS ROUTIERS DES ANNEES 1940

----- Projets routiers



Témiscamingue aux autres régions québécoises (dans les années 1940, comme aujourd'hui d'ailleurs, la seule région québécoise accessible directement est celle de l'Abitibi par la route vers Rouyn-Noranda), de permettre des échanges commerciaux avec Montréal au lieu de Toronto et de créer une réserve de chasse et de pêche le long du parcours Belleterre-Mont-Laurier afin de permettre l'essor du tourisme.

La Chambre de Ville-Marie travaille donc activement à ce projet de 1943 à 1947. Après cette date, elle intensifie son action et propose au gouvernement du Québec d'inclure ce tracé de Belleterre-Mont-Laurier dans la partie québécoise de la route trans-canadienne. Elle doit aussi contrer les efforts de certains groupes de Hull-Ottawa (députés, Chambres de commerce...) qui désirent ardemment la construction d'une route de Hull vers le Témiscamingue en passant par le Pontiac.

Un autre dossier retient les énergies des directeurs de la Chambre, celui de l'amélioration de la route régionale 46, de Témiscaming à Rouyn-Noranda. Ce dossier comporte trois parties, qui marquent l'évolution de la région. D'abord, de 1939 à 1945 la Chambre de Commerce et d'autres organismes régionaux demandent au gouvernement et aux députés provinciaux (Paul-O. Goulet, libéral, de 1939 à 1944, puis Nil-E. Larivière, unioniste de 1944 à 1950) d'ouvrir les chemins de la région pendant l'hiver. À cette époque, les chemins demeurent fermés pendant toute la période hivernale; il faut attendre le printemps et la fonte des neiges pour que les voitures et les chevaux puissent circuler à nouveau sans difficulté. Le non-entretien des chemins l'hiver, dit le président de la Chambre, nuit considérablement aux agriculteurs qui ne peuvent écouler leurs produits sur les marchés de Rouyn-Noranda et de Témiscaming. Cette situation profite aux agriculteurs du nord de l'Ontario. La Chambre demande l'appui à

l'UCC du Témiscamingue, à la Chambre de Commerce de Rouyn et au Conseil de Comté de Témiscamingue<sup>15</sup>. Le dossier se ferme lorsque, à compter de 1945, le gouvernement Duplessis fait ouvrir les chemins de toutes les régions rurales du Québec.

Survient alors une nouvelle préoccupation pour la Chambre: la réfection et le pavage de la route régionale 46, traversant du sud au nord le Témiscamingue et le reliant avec Rouyn-Noranda et l'Abitibi. Elle obtient l'appui du Conseil de comté et de l'U.C.C. Les pressions à ce sujet se font à compter de 1944. Pour défendre ce dossier, la Chambre argue que la route 46 est la seule route reliant entre elles les localités de la région et la région avec l'extérieur, soit les comtés de Rouyn-Noranda et d'Abitibi et que cela favoriserait l'essor des marchés locaux et extérieur, et du secteur touristique<sup>16</sup>. Les travaux de pavage de la route 46 se déroulent pendant l'année 1947. Dans une lettre envoyée au ministre de la Voirie, Chénier le remercie pour le début des travaux de pavage permanent de certaines sections de la route 46<sup>17</sup>. À la fin de l'année, Chénier écrit au député Larivière et le remercie de son appui efficace dans l'obtention du pavage de la route 46 de Notre-Dame-du-Nord à Lorrainville et des rues Ste-Anne et Notre-Dame à Ville-Marie. La Chambre espère que ce revêtement se poursuivra l'an prochain jusqu'à Arnfield au nord et Témiscaming au sud<sup>18</sup>.

---

<sup>15</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Paul O. Goulet, m.a.l., 17 février 1943.

<sup>16</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, député provincial, 20 février 1945.

<sup>17</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Antonio Talbot, ministre de la Voirie, 29 janvier 1947.

<sup>18</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, député provincial, 14 novembre 1947.

Pendant que la Chambre revendique ces travaux de construction routière au Témiscamingue, elle n'en délaisse pas pour autant les intérêts de Ville-Marie. En effet, en 1943, elle demande à la Municipalité du village de Ville-Marie de reconstruire le pont sur le ruisseau Beaudin qui passe à l'intérieur de ses limites<sup>19</sup>. Ensuite, à deux reprises le président de la Chambre adresse une demande de subvention au gouvernement pour faire paver les rues de Ville-Marie<sup>20</sup>.

Si la question du transport routier préoccupe au plus haut point les directeurs de la Chambre, celui du transport ferroviaire occupe également une certaine place dans ses revendications. Elles se divisent en deux grands dossiers: l'amélioration du service sur la ligne de Mattawa à Angliers et la poursuite de la ligne de ce point à Rouyn-Noranda et Chibougamau.

Au sujet du dossier de l'amélioration des services offerts, les revendications de la Chambre concernent l'embauche de personnel bilingue, le maintien des services existants comme un wagon-restaurant, ou encore des trains mixtes, la malpropreté des wagons, le retard considérable sur l'horaire fixe (2, 3 et même 6 heures)... Également, la Chambre demande l'envoi de wagons supplémentaires afin d'augmenter l'expédition de bois. Selon Chénier, à la seule station de Laverlochère, il y aurait environ 3 millions de pieds de bois et 1 000 cordes de bois de papier<sup>21</sup>. La Chambre pilote ces différents dossiers en 1941, 1943 et 1947.

---

<sup>19</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier au Conseil municipal de Ville-Marie, 22 octobre 1943.

<sup>20</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, m.a.l., 28 février 1945 et Émile Gaboury, vice-président au Ministre de la Voirie, 22 mai 1947.

<sup>21</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à E. S. McCracken, superintendant, C.P.R., North Bay, 14 novembre 1947.

Si la Chambre revendique pour garder les services acquis et en avoir de nouveaux, elle tentera également de faire allonger la ligne de chemin de fer de son terminus nord situé à Angliers jusqu'à l'extrémité de la zone minière abitibienne, Chibougamau. Deux étapes se remarquent dans ce dossier, qui soit dit en passant, n'aboutira pas: en 1947, la Chambre organise une campagne de pression et en 1949, on forme un comité pour assurer le suivi à ce dossier. En 1947, le député Larivière demande à Augustin Chénier d'écrire à tous les conseils municipaux et autres organismes d'envoyer un message au vice-président du C.P.R., M. Manson, demandant la poursuite de la ligne de chemin de fer d'Angliers-Rouyn-Chibougamau et le renouvellement de la charte à cet effet <sup>22</sup>. Chénier applique le conseil donné par le député Larivière et obtient l'appui de plusieurs municipalités et organismes<sup>23</sup>.

En 1949, la Chambre revient à la charge sur ce dossier et propose la formation d'un comité pour la continuation de la ligne de chemin de fer. La Chambre décide alors<sup>24</sup> de prendre l'initiative dans la formation de ce comité permanent sur le chemin de fer et de recruter les Chambres de commerce de Mattawa, Témiscaming, Belleterre, Rouyn-Noranda et Senneterre pour en faire partie. Cette résolution va dans le sens de l'action proposée par le député Larivière, qui émet cependant quelques réserves, dont la pertinence d'inviter la

---

<sup>22</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Nil-E. Larivière à Augustin Chénier, 26 mars 1947.

<sup>23</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, 28 mars 1947. Les municipalités et organismes suivants envoient un télégramme d'appui: Village de Ville-Marie, Duhamel-Ouest, Lorrainville Village, Lorrainville Paroisse, Laverlochère, Fabre, Guigues, Notre-Dame du Nord, Notre-Dame des Quinze, Nédelec, Fugèreville, Latulipe, Béarn, St-Eugène, Conseil de Comté, Coopérative agricole du Témiscamingue, Union Catholique des Cultivateurs.

<sup>24</sup> Archives de la Chambre de Commerce de Ville-Marie, Registre des procès-verbaux, réunion du 10 mars 1949.

Chambre de commerce de Senneterre qui s'oppose à ce projet; il propose à la place d'inviter les villes de Duparquet, La Sarre et Macamic, puisqu'elles seraient sur le parcours de la ligne<sup>25</sup>. Quoiqu'il en soit, la prolongation du chemin de fer vers Rouyn et Chibougamau ne se concrétise pas.

#### 2.2.1.2. Les projets d'industrialisation de la région.

La volonté de la Chambre d'industrialiser la région du Témiscamingue date de sa fondation en 1908. De 1908 à 1914, les efforts de l'organisme visent à doter la région de services de base tels une cordonnerie, une imprimerie, une meunerie, une fromagerie ou une tannerie. De 1914 à 1924, la Chambre cesse ses activités et il faut attendre cette dernière année pour qu'elle se restructure. À compter de 1925, les directeurs changent leur stratégie et tentent de recruter d'autres types d'industries, en misant sur le fait que Ville-Marie est dotée de l'électricité depuis 1925. Dans les années 1940, la Chambre de Commerce de Ville-Marie ajoutera de nouvelles industries à sa liste de revendications<sup>26</sup>. Dans tous les cas, la Chambre offre aux industriels uniquement le site de Ville-Marie, centre de services pour la région du Témiscamingue. En tout, 38 lettres composent le dossier sur l'industrialisation piloté par la Chambre de Commerce entre les années 1939-1950.

De 1943 à 1950, la Chambre écrit à plusieurs industriels de l'extérieur du Témiscamingue pour tenter de les convaincre de s'établir à Ville-Marie. Les

---

<sup>25</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Nil-E. Larivière, m.a.l., à Augustin Chénier, 29 mars 1949. La Chambre de Ville-Marie communique avec avec les Chambres suivantes pour la formation de ce comité permanent: Rouyn, Noranda, Témiscaming, Mattawa, Bellettre, Notre-Dame-du-Nord, Macamic, La Sarre, Duparquet. Elle reçoit les appuis suivantes: Chambre de Témiscaming, Chambre des Jeunes de Notre-Dame-du-Nord, la Jeune Chambre de Bellettre et de la Ligue des Propriétaires de Duparquet, parce qu'il n'existe pas de Chambre dans cette localité. Toutefois, la correspondance consultée ne donne pas d'information supplémentaire concernant les autres Chambres contactées.

<sup>26</sup> Marc Riopel, *De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986*, op. cit., pp. 122-123.



industriels pressentis oeuvrent dans le domaine de la transformation des produits agricoles (laiterie, tannerie, fabrique de laine et fabrication de chaussures) et dans la fabrication de tuiles et briques (à partir de la glaise) et dans la transformation du granit. La Chambre entreprend également des pourparlers avec un embouteilleur. Les projets d'industrialisation de l'organisme visent la transformation sur place de certaines matières premières. La Chambre pilote ces dossiers pratiquement tous en même temps: les dossiers d'une laiterie et d'une tannerie débutent en 1943, de même que ceux de manufactures de chaussures et de laine. Le dossier des chaussures préoccupe les directeurs de la Chambre jusqu'en 1946, tandis qu'ils reviennent à la charge en 1948 pour la filature de laine. En 1949, ils consacrent leurs efforts à la mise en valeur du sous-sol témiscamien (glaise et granit) et l'année suivante, au dossier de l'embouteillage.

La Chambre s'intéresse également à ce qui se fait dans les autres régions québécoises en matière de développement économique et industriel et tente de connaître la clé de leur réussite. Ainsi, le 22 janvier 1945, Augustin Chénier demande au secrétaire de la Société Saint-Jean Baptiste de Sainte-Croix, Charles-Edouard Auger, des renseignements concernant l'organisation des petites industries, le mode d'opération, l'origine des propriétaires (de la région ou recrutés à l'extérieur), le type d'entreprise (coopérative ou compagnie privée), la mise de fonds et les marchés pour écouler leurs produits. En réponse aux renseignements demandés, Auger répond qu'il existe neuf industries dans la localité de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, dont six petites entreprises et trois coopératives, toutes financées, écrit-il, avec l'argent de la Caisse populaire locale<sup>27</sup>.

---

<sup>27</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Charles-Edouard Auger à Augustin Chénier, 24 janvier 1945.

La Chambre n'obtient pas de réponse positive pour ses dossiers et aucune industrie ne s'établit à Ville-Marie pendant cette période. Les industriels offrent des réponses différentes pour expliquer leur refus. Le dossier de la laiterie s'avère fort intéressant. L'industriel M. J. Auguste Doyon de Saint-Joseph de Beauce, offre lui-même de s'installer au Témiscamingue. Désireux de quitter la Beauce, il cherche un nouvel endroit propice pour sa laiterie. La Chambre l'aide dans ce dossier en lui donnant les renseignements nécessaires et en rencontrant les agriculteurs de Ville-Marie pour leur faire part de ce projet. Selon la loi provinciale, dit Chénier, les agriculteurs doivent donner leur accord à la réalisation d'un tel projet, dans le but de ne pas nuire à la beurrerie coopérative de la localité. La Chambre craint une réponse négative des agriculteurs; elle en parle à M. Doyon. La crainte s'avère fondée: les associations agricoles refusent de donner la permission à Doyon de construire une laiterie, alléguant qu'elle nuirait considérablement aux industries locales de la région, dont la majorité sont regroupées en coopératives. M. Doyon et la Chambre de Commerce doivent oublier ce projet. C'était le seul dossier où un industriel voulait investir au Témiscamingue.

Répondant au président de la Chambre au sujet du type de production de la laiterie, M. Doyon écrit<sup>28</sup> qu'il peut recevoir environ 30 000 livres de lait entier par jour et le tout est converti en beurre et lait en poudre. Quant aux moulées balancées, il fabrique les propres moulées des agriculteurs, soit une bonne ration balancée à un prix minimum, vu qu'il fabrique la matière première, le lait en poudre. Le personnel peut varier entre 20 et 30 personnes, dépendamment de

---

<sup>28</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, J. Auguste Doyon à Augustin Chénier, 15 avril 1943.

la réception et des expéditions par camion. Matière première nécessaire: du lait nature, plus de la croûte de sapins ou d'épinettes de 4 pieds pour chauffer les bouilloires, environ 1 500 cordes par année. Le prix payé aux agriculteurs pour le lait entier est plus élevé que celui payé par une fabrique de beurre ou de fromage, il anticipe donc une objection des fabriques de beurre.

Les autres dossiers se règlent plus rapidement. Dans le cas de la tannerie, la Chambre écrit d'abord à M. Bouchard et Frères, tanneurs de St-Roch des Aulnaies<sup>29</sup> et leur offre le site de Ville-Marie parce qu'elle a entendu dire qu'ils voulaient ouvrir une nouvelle entreprise. M. Bouchard répond qu'il leur est impossible d'ouvrir une nouvelle tannerie. En juin 1943<sup>30</sup>, un tanneur de St-Roch des Aulnaies offre ses services à la Chambre; il veut ouvrir une tannerie à Ville-Marie mais il ne possède pas le capital nécessaire. Il demande donc à la Chambre de trouver l'investissement et de s'informer au sujet des lois gouvernementales. Un ancien membre de la Chambre de Commerce de Ville-Marie a suggéré à M. Pelletier de communiquer avec l'organisme villemarien.

À compter de 1943, la Chambre ouvre un nouveau dossier, celui d'une manufacture de chaussures. D'une part, les problèmes de ce secteur économique pendant la Deuxième Guerre mondiale (rationnement du cuir) et d'autre part le marché restreint proposé par la Chambre de Commerce (nord du Québec et de l'Ontario) empêchent tout projet d'expansion<sup>31</sup>. Dans cette même lettre, l'industriel ajoute qu'il y a, en 1943, 150 manufacturiers de trop au Canada.

---

<sup>29</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à M. Bouchard, 19 mars 1943.

<sup>30</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Paul-Eugène Pelletier à Augustin Chénier, 10 juin 1943.

<sup>31</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Ludger Dionne à Augustin Chénier, 1er avril 1943.

Cette même année, Charles H. Roy, de Jonquière, entre en contact avec la Chambre de Ville-Marie et se dit prêt à ouvrir une manufacture de chaussures à Ville-Marie. Il possède l'expérience et la machinerie nécessaires; ne lui manque que le capital! Roy demande ce que la Chambre et le Conseil Municipal de Ville-Marie peuvent faire pour lui aider à démarrer son industrie. Chénier répond et lui demande de préciser en quoi consiste l'aide financière demandée<sup>32</sup>. Cette lettre reste cependant sans réponse.

La Chambre écrit à trois autres manufacturiers de chaussures, Alfred Lambert Inc. de Montréal, Alphide Girard de Chicoutimi et Paul Vachon, président de Pathé Ltd, de Ste-Marie de Beauce. Tous trois répondent la même chose, ils ne sont pas intéressés à ouvrir une succursale<sup>33</sup>.

Concernant une filature de laine, la Chambre entreprend deux démarches différentes. En 1943<sup>34</sup>, son président cherche, en Beauce, un homme compétent pour assumer la direction du travail et des machines, parce qu'il y a quelqu'un à Ville-Marie qui désire mettre en marche un tel type d'entreprise mais ne possède pas l'expertise nécessaire. Le président cherche aussi la main-d'oeuvre compétente. En 1948, à la suite de la réception d'une lettre circulaire envoyée par la Chambre de Commerce du Canada stipulant que la Anglo Fabrics Company Inc. de New York, se cherche un endroit où établir une industrie de laine fine et

---

<sup>32</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Échange de correspondance entre Augustin Chénier et Charles H. Roy, lettres des 8 avril, 12 avril, 17 avril, 29 août 1943.

<sup>33</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Échange de correspondance entre Augustin Chénier et Alfred Lambert Inc., 7 août et 22 août 1944; Augustin Chénier et Alphide Girard et Fils, Chicoutimi, 9 mars, 29 et 31 août 1945; Augustin Chénier et Alphide Girard, 9 et 13 novembre 1946; et Augustin Chénier et Paul Vachon, président de Pathé Ltd, 18 décembre 1946.

<sup>34</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Victor Cloutier, St-Georges de Beauce, 29 octobre 1943.

de laine à tisser, le président de la Chambre de Ville-Marie écrit à la Anglo Fabrics et propose le site de Ville-Marie<sup>35</sup>. Cette lettre demeure sans réponse.

Dans le domaine des métaux, la Chambre fait, dans un premier temps, analyser six échantillons de granit du Témiscamingue par le service des analyses du Ministère des Mines et des Ressources à Ottawa<sup>36</sup>. Dans un autre ordre d'idée, Chénier essaie d'intéresser des industriels à transformer sur place le granit témiscamien<sup>37</sup>. Des manufacturiers de briques et de tuiles reçoivent aussi pareilles invitations<sup>38</sup>.

En 1950, un embouteilleur, M. Trudel de la Aerated Bottling Works, de Cobalt, Ontario, demande à la Chambre de lui fournir des renseignements sur Ville-Marie parce que sa compagnie projette de s'établir dans cette localité. Il demande des informations sur les terrains disponibles et sur l'approvisionnement en eau potable.

C'est sur ce dossier que se termine cette section sur les projets d'industrialisation de la Chambre de Commerce de Ville-Marie.

---

<sup>35</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Anglo Fabrics Company Inc., New York, 23 janvier 1948.

<sup>36</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Échange de correspondance entre Augustin Chénier et M. F. Goudge, division des Ressources Minérales du Ministère des Mines et des Ressources à Ottawa, 28 septembre, 9 et 22 décembre 1949.

<sup>37</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à John Smith, président Intra Empire Sales Company de Toronto, 3 mars 1949.

<sup>38</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, G. Letendre, Conseil National de Recherches (au sujet d'une compagnie de briques peut-être intéressée à ouvrir une manufacture au Témiscamingue) à Augustin Chénier, 25 juillet 1949 et Augustin Chénier au Gérant de la manufacture de tuiles de Saint-Jean Deschaillons, 1er juin 1949.

### 2.2.1.3. L'économie régionale et locale.

Au niveau économique, la Chambre de Ville-Marie met l'accent sur le développement industriel et des transports, sans pour autant délaisser ces autres aspects. Ainsi, dans les prochaines lignes une distinction sera faite entre ses actions à portée régionale (Témiscamingue) et celles à portée locale (Ville-Marie). Les dossiers régionaux touchent l'agriculture (9 lettres), les mines (6 lettres), le tourisme (5 lettres), le fonctionnement des coopératives (4 lettres) et ceux locaux, le commerce (25 lettres), le développement local (17 lettres) et l'amélioration du service d'électricité (3 lettres).

Concernant l'agriculture, la Chambre travaille principalement au dossier de l'ouverture des chemins en hiver pour faciliter l'accès au marché des agriculteurs. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, la Chambre demandera, comme on l'a vu au chapitre précédent, à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre de construire un entrepôt frigorifique à Ville-Marie. Le président de l'organisme témiscamien demandera l'appui du député fédéral de Pontiac, W. R. MacDonald, dans ce dossier<sup>39</sup>. Comme autre revendication dans le domaine de l'agriculture, la Chambre écrit à Maurice Duplessis, Premier ministre du Québec, pour lui demander d'augmenter le salaire des agronomes, considérant la situation économique et les projets du gouvernement d'augmenter les salaires du service civil, en raison des services que les agronomes rendent à la province et du fait qu'ils sont recrutés parmi ceux ayant un cours classique<sup>40</sup>.

---

<sup>39</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à W. R. MacDonald, m.p., Chambre des Communes, 18 mars 1943.

<sup>40</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Maurice Duplessis, Premier Ministre du Québec, 26 janvier 1948.

Les revendications de la Chambre de commerce de Ville-Marie concernant le secteur minier se résument à peu de choses: en 1946, son président envoie une copie de résolution au député fédéral de l'Abitibi, David Gourd, protestant contre la baisse du prix de l'or et demandant d'augmenter le prix à 40\$ l'once<sup>41</sup>. Il ajoute qu'un certain nombre de petites mines dans cette partie du nord québécois ne sont plus en mesure de poursuivre leurs opérations vu la baisse du prix de l'or. L'autre dossier concerne la réouverture de la mine d'argent de Saint-Bruno-de-Guigues. Une compagnie privée, Villa-Lead, remet en exploitation cette mine d'argent et la Chambre demande au ministère des Mines du Québec de reconstruire le chemin entre Ville-Marie et cette mine, parce que la Chambre prévoit l'augmentation des relations commerciales et du volume du transport entre les deux. En guise de réponse, le député Larivière dit que ce projet sera considéré lorsque la compagnie en question aura investi suffisamment pour démontrer son sérieux dans cette entreprise; le sous-ministre québécois des Mines, A.-O. Dufresne, dit que le projet de reconstruction de ce chemin d'une distance de 8 milles sera pris en considération au printemps 1948<sup>42</sup>. Chénier fait également part de ce dossier au Conseil municipal de Duhamel-Ouest (territoire sur lequel passe la route) et s'informe s'il serait prêt à effectuer des travaux d'élargissement de fossés si les ministères concernés lui en faisait la demande<sup>43</sup>.

---

<sup>41</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à David Gourd, m.p., Ottawa, 23 juillet 1946. A noter, dans sa lettre Chénier dit qu'il s'adresse à lui parce que le Témiscamingue n'est actuellement pas représenté à Ottawa.

<sup>42</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Jonathan Robinson, ministre des Mines, Québec, 14 novembre 1947; Nil E. Larivière, député provincial, à Augustin Chénier, 19 novembre 1947; A.-O. Dufresne, sous-ministre des mines, Québec, à Augustin Chénier, 29 novembre 1947.

<sup>43</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à MM. le Maire et les conseillers de Duhamel-Ouest, 14 novembre 1947.

En matière de tourisme, la Chambre revendique, dès 1943, l'établissement d'une réserve de chasse et de pêche en même temps que la construction de la route Belleterre à un point sur la route Mont-Laurier. En 1947, elle inclut une nouvelle dimension: la mise sur pied d'un bureau du tourisme dans la région. Cette année-là, elle écrit à l'Office du tourisme à Québec, à la suite d'une résolution, afin d'ouvrir un bureau du tourisme en région, plus particulièrement à Rouyn, dans le but de donner une meilleure publicité pour la région du Témiscamingue et de l'Abitibi. La Chambre de Ville-Marie sollicite l'appui des Chambres de commerce de Rouyn-Noranda et de Témiscaming<sup>44</sup>.

En 1950, ce dossier refait surface et on demande de l'aide au député provincial Larivière. En congrès régional, les Chambres de commerce ont adopté la résolution à l'effet de mettre sur pied deux bureaux du tourisme en région, un à Rouyn et l'autre à Ville-Marie, bureaux qui relèveraient des Chambres locales. Ces Chambres s'informent auprès du député si elles peuvent obtenir une subvention du Département du Tourisme. Le député les félicite et dit qu'il essaiera d'obtenir tous les renseignements à ce sujet<sup>45</sup>.

Un autre dossier régional préoccupe la Chambre de Ville-Marie, celui des coopératives. Dans ce cas-ci, la Chambre agit plus passivement, dans le sens qu'elle ne conçoit pas de projet comme tel, mais qu'elle se contente de donner et de demander d'appuyer certaines revendications. Par exemple, en 1943 elle écrit à l'Union catholique des cultivateurs du Témiscamingue et lui demande d'appuyer

---

<sup>44</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Émile Gaboury, vice-président, à Président des Chambres de Commerce de Rouyn-Noranda et de Témiscaming, 22 mai 1947.

<sup>45</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, député provincial, 11 décembre 1950; Nil-E. Larivière, député provincial, à Augustin Chénier, 16 décembre 1950.



deux revendications portées sur le bureaux du député Goulet, l'établissement d'une tannerie et d'un abattoir par la Coopérative agricole du Témiscamingue et l'entretien en hiver de la route de Lorrainville à Notre-Dame-du-Nord. La Chambre avance, comme arguments, que "ces questions intéressent tout particulièrement la classe agricole de notre région et nous sommes persuadés qu'un travail concerté de nos corps publics apportera une solution satisfaisante.<sup>46</sup>" Également, en 1948, la Chambre appuie la Coopérative agricole du Témiscamingue dans sa revendication auprès du Canadien Pacifique à l'effet de construire un tronçon de voie ferrée supplémentaire de la gare de Ville-Marie à la nouvelle bâtisse de la Coopérative<sup>47</sup>.

Vers la fin des années 1940, la Chambre de commerce se tourne vers le développement de l'économie locale. Trois dossiers retiennent son attention: le commerce, le développement local et l'amélioration du service d'électricité. Dans le domaine du commerce, la principale revendication de la Chambre concerne la venue en région d'une compagnie de prêts domiciliaires. La Chambre débute les pourparlers à cet effet en 1949. Entre le 31 mai 1949 et le 1er avril 1950, l'échange de correspondance entre la Chambre et les compagnies de prêts comprend pas moins de 17 lettres. La Chambre communique d'abord avec la Sun Life Assurance Company of Canada et la Northern Life Assurance Company et devant leur refus, elle se tourne vers la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL). Celle-ci répond que pour qu'elle accepte des demandes d'emprunts, la Chambre de Ville-Marie doit demander à deux autres compagnies déjà actives

---

<sup>46</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Union catholique des cultivateurs du comté de Témiscamingue, 18 février 1943.

<sup>47</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à F. M. Donaghan, superintendant CPR, Sudbury, 23 mars 1948.

dans cette région, la Manufacturers Life de Toronto et à la Mutual Life de Waterloo, Ontario<sup>48</sup>. Le président écrit donc à ces deux compagnies, qui refusent elles aussi d'ouvrir un bureau à Ville-Marie et de s'occuper des dossiers puisqu'elles sont déjà surchargées. À la suite de ces refus, la SCHL accepte d'étudier les demandes provenant de Ville-Marie, sans y ouvrir un bureau<sup>49</sup>. Les premières demandes de prêts domiciliaires parviennent à la SCHL en février 1950. Chénier avance qu'il y aurait une quinzaine de personnes intéressées à contracter un emprunt pour se construire une maison à Ville-Marie<sup>50</sup>.

Au sujet du développement domiciliaire, le président de la Chambre écrit à Hill-Clark-Francis Limited de New Liskeard, marchand de matériaux de construction, afin qu'il ouvre une succursale à Ville-Marie, puisque Chénier prévoit la construction de huit à dix nouvelles résidences et commerces, de même que le développement des localités voisines. Une entente, termine-t-il, a été conclue avec le conseil municipal de Ville de Ville-Marie pour faciliter l'établissement de leur commerce dans la localité<sup>51</sup>. La compagnie répond qu'elle ne peut ouvrir une succursale à Ville-Marie puisqu'elle est en pleine réorganisation. Elle possède des succursales à Timmins, Kirkland Lake, Sudbury, Noranda et Bourlamaque.

La prospérité économique de l'après-guerre entraîne l'augmentation de la construction domiciliaire à Ville-Marie et la Chambre de commerce emboîte le pas

---

<sup>48</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, J. A. Larocque, ass.-dir. régional des prêts, SCHL, à Augustin Chénier, 3 juin 1949.

<sup>49</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, J. A. Larocque, ass.-dir. régional de prêts, SCHL, à Augustin Chénier, 28 juin 1949.

<sup>50</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à SCHL, 20 mai 1949.

<sup>51</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Hill-Clark-Francis Limited, New Liskeard, 30 mars 1949.

et tente d'attirer une compagnie de prêt et un magasin de matériaux de construction dans la localité. Son geste réussit à moitié puisque la SCHL accepte de desservir les gens de la région, sans toutefois ouvrir une succursale à Ville-Marie.

Deux autres dossiers mineurs concernant le commerce à Ville-Marie intéressent les directeurs de la Chambre: la législation municipale sur les heures d'ouverture et de fermeture des commerces et le rétablissement de la licence commerciale obligatoire. Dans ces deux cas, la Chambre fait pression sur le Conseil municipal de Ville-Marie afin qu'il règle davantage le commerce dans la localité<sup>52</sup>.

À compter de 1948, la Chambre s'intéressera davantage au développement de Ville-Marie comme tel. Ainsi, elle fait de nombreuses pressions auprès du gouvernement fédéral pour qu'il subventionne l'empierrement de la grève et la construction d'un quai pour hydravions à Ville-Marie. L'empierrement de la grève à Ville-Marie (sise dans une baie sur le lac Témiscamingue) s'avère nécessaire à cause des effets de la construction d'une série de barrages de rétention des eaux sur le bassin hydrographique de la rivière des Outaouais, au début des années 1910, par le Ministère des Travaux publics du Canada. Il en résulte une augmentation du niveau des eaux d'environ 10 pieds. Comme principale conséquence, l'eau et les vagues grugent la grève et qu'à moyen terme, la rue Notre-Dame, qui longe le lac, disparaîtra<sup>53</sup>. Ces revendications se poursuivent en 1949 et 1950. Les pressions se feront auprès de l'avocat Lucien

---

<sup>52</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier au Conseil municipal du village de Ville-Marie, 27 décembre 1949.

<sup>53</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Lucien Labelle, c.r., avocat de Noranda, 16 juin 1948.

Labelle, du député fédéral de Pontiac, Hugh Proudfoot, et du ministre des Travaux publics à Ottawa, Alphonse Fournier.

En 1948, la Chambre participera également aux activités du Comité d'embellissement de Ville-Marie, mettra sur pied un comité pour l'aménagement du terrain de l'Ovale (parc sportif), la Commission du Parc de Ville-Marie, en plus d'organiser un Club 4-H dans la localité.

Également, la Chambre fera pression sur la Northern Quebec Power, compagnie fournissant l'électricité à Ville-Marie et Lorrainville depuis 1925, pour qu'elle augmente le voltage, à la suite de l'augmentation de la consommation locale<sup>54</sup>.

#### 2.2.2. Les dossiers sociaux.

Comme mentionné en début de section, les dossiers sociaux se divisent en deux thèmes: les services et l'éducation et la culture. Les dossiers des services comprennent les points suivants: la santé, les bureaux gouvernementaux et la justice.

##### 2.2.2.1. Les services.

L'Hôpital Général de la Sainte-Famille de Ville-Marie appartient aux Soeurs de la Croix d'Ottawa; il date de 1887. Le premier agrandissement de cet établissement de santé date de 1925 et, à l'époque, les fractions de l'élite locale se sont impliquées pour obtenir une subvention gouvernementale pour permettre la

---

<sup>54</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Gérant de la Northern Quebec Power, Noranda, 14 novembre 1947.

réalisation des travaux<sup>55</sup>. Au milieu des années 1940, l'hôpital régional ne répond plus aux besoins de l'époque et encore une fois, les fractions de l'élite s'occupent de ce dossier et demandent une subvention pour construire une nouvelle partie à cet établissement. La Chambre de commerce de Ville-Marie prendra les devant et lancera l'idée sur la place publique.

Il s'avère intéressant de constater que la Chambre et le clergé trouvent que l'hôpital ne répond plus aux besoins de la population et qu'ils entreprennent par la suite de convaincre les Soeurs Grises de la Croix à Ottawa, propriétaire de cet établissement de santé, de procéder à son agrandissement. Le vice-président de la Chambre, Dr Émile Gaboury, qui pratique également à cet hôpital, se charge d'écrire à l'Économe générale de cette communauté au sujet de ce projet. Selon lui, l'hôpital ne compte pas assez de lits pour recevoir les patients de la région et de plus, la partie habitée par les religieuses demande à être rénover. En conséquence, il lui suggère d'étudier des possibilités d'agrandissement de l'hôpital<sup>56</sup>. L'Économe générale donne son accord au projet de la Chambre de commerce à la fin du mois de mars. Cette dernière poursuit les démarches auprès du député Larivière, qui se montre intéressé à promouvoir le dossier au gouvernement; mais il ajoute que les Soeurs devront elles aussi investir de l'argent dans cette construction puisque le ministère ne pourra défrayer l'ensemble des travaux<sup>57</sup>. Entre-temps, les religieuses embauchent un architecte pour tracer les plans et devis de l'agrandissement, projet qui se chiffre à 750 000\$.

---

<sup>55</sup> Marc Riopel, D'un hôpital de mission au Centre de santé Sainte-Famille, 1887-1987, Comité organisateur du Centenaire, Ville-Marie, 1987, page 21.

<sup>56</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Émile Gaboury, vice-président, à Sr Saint-Joséphat, Économe générale des Soeurs Grises, Ottawa, 17 mars 1947.

<sup>57</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Nil E. Larivière, député provincial, à Augustin Chénier, président, 26 octobre 1948.

Ce projet comprend la démolition de la vieille partie, datant de 1887, et son remplacement par une nouvelle aile, comptant 35 lits et pouvant loger 49 personnes, soit le personnel laïque et religieux<sup>58</sup>.

S'engage alors un long débat sur la scène publique témiscamiennne: en 1951, le gouvernement provincial décide de donner un octroi de 300 000\$ et le fédéral de 50 000\$ pour cet agrandissement. Incapables d'investir les 400 000\$ nécessaires à la réalisation de leur plan, les Soeurs Grises refusent l'octroi. À la suite d'une suggestion du député Larivière, le maire de Ville-Marie, Victor Dubrûle, convoque une assemblée publique à laquelle participent des représentants de la Chambre de Commerce, du Conseil de Comté, du clergé et d'autres organismes. Il ressort de cette assemblée d'organiser une délégation pour aller rencontrer la Mère Supérieure des Soeurs Grises à Ottawa pour tenter de la convaincre d'accepter l'octroi, quitte à poursuivre ensuite les pressions sur le gouvernement. Finalement, en juin 1951, le député Larivière annonce que le Ministère de la Santé accepte de défrayer la totalité de l'agrandissement. Les travaux débutent au mois d'octobre suivant<sup>59</sup>.

Dans un autre ordre d'idées, la Chambre de Commerce demande à plusieurs reprises, entre 1948 et 1950, au gouvernement des subventions pour l'achat d'équipement médical pour l'hôpital, comme une machine à rayon X, un appareil à anesthésier et d'autres articles pour la salle de chirurgie. Finalement, en mai 1950, les Soeurs Grises reçoivent une subvention de 10 000\$<sup>60</sup>.

---

<sup>58</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Soeur St-Télesphore, supérieure Hôpital Ste-Famille, à Dr Jean Grégoire, sous-ministre de la Santé, 1er mars 1949.

<sup>59</sup> Marc Riopel, *op. cit.*, pp. 24-25.

<sup>60</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Échange de correspondance entre Augustin Chénier, le député Nil-E. Larivière, et le Ministre de la Santé, Albin Paquette, 11 juin 1948, 28 juin

Témiscamingue et de l'Union catholique des cultivateurs, que les administrations locales demeurent sur place et que les bureaux couvrant les quatre comtés du Nord-Ouest québécois s'établissent à Rouyn. Il s'agit précisément de la structure actuelle où l'on retrouve les directions régionales à Rouyn-Noranda et les unités de gestion dans les territoires des Municipalités régionales de comté. Également, la Chambre demande au gouvernement de réouvrir un bureau des mines à Ville-Marie, considérant le développement minier dans la zone de Belleterre<sup>63</sup>.

La Chambre demande aussi au gouvernement de nommer un ingénieur forestier permanent et résidant à Ville-Marie; du coup, on pourrait créer une division forestière uniquement pour le Témiscamingue. À l'heure actuelle, écrit Chénier en 1949, l'ingénieur forestier en charge du Témiscamingue demeure à Rouyn, ce qui entraîne des retards dans les dossiers et une surcharge de travail, et que la nomination d'un ingénieur forestier permanent présenterait une occasion rêvée d'ériger une division forestière pour le Témiscamingue<sup>64</sup>.

En 1941, la Chambre de Commerce de Ville-Marie, fait pression sur le député libéral du comté, Paul-O. Goulet, et le Premier ministre du Québec, Adélard Godbout, pour ériger le Témiscamingue en district judiciaire indépendant de celui de Pontiac. Cette demande date des années 1920. Les pressions à ce sujet reprennent en 1941 lorsque la Chambre de Ville-Marie apprend que Rouyn a demandé elle aussi un district judiciaire pour sa zone minière. La Chambre argumente que même si le volume d'affaires judiciaires est moins important au Témiscamingue qu'à Rouyn, la région agricole du

---

<sup>63</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, 15 décembre 1944.

<sup>64</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Nil-E. Larivière, 12 mars 1949.

Témiscamingue mérite son district parce qu'il s'agit d'une vieille demande et qu'il faut qu'il soit séparé du Pontiac parce que cela comporte trop d'inconvénients<sup>65</sup>.

Les dossiers des services ne constituent pas les seules revendications à caractère social pilotés par la Chambre de Ville-Marie; elle travaillera également au développement de l'éducation et de la culture au Témiscamingue.

#### 2.2.2.2. L'éducation et la culture.

En matière d'éducation, la Chambre travaille au dossier de l'école ménagère régionale à Ville-Marie. Il s'agit de greffer à l'École Normale dirigée par les Soeurs Grises de la Croix d'Ottawa, à Ville-Marie, un cours ménager agricole. Fait à noter, le curé Louis-Zéphirin Moreau entreprend les mêmes démarches en vue de transformer le Pensionnat de sa paroisse, Saint-Bruno-de-Guigues, en école ménagère régionale. Ce dernier est aux mains des Soeurs de l'Assomption de la Vierge-Marie. Tous deux, Chénier et Moreau, réussissent dans leurs démarches. La Chambre ouvre le dossier de l'école ménagère régionale en 1943. Elle le pilote et obtient l'accord des Soeurs Grises, du père Chabot, o.m.i., curé de Ville-Marie, et de l'évêque, Mgr Rhéaume<sup>66</sup>. L'intérêt de la Chambre pour l'éducation et principalement pour l'École normale remonte à l'année 1927 lorsqu'elle travaille activement à l'ouverture d'une telle école à Ville-Marie. Par la suite, elle s'intéresse à sa bonne marche et voit au développement de cette institution. Ces développements s'effectuent cependant principalement pendant la décennie de 1930.

---

<sup>65</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Échange de correspondance entre le président de la Chambre, le député Paul-O. Goulet et Adélard Godbout, 28 avril 1941 (3 lettres) et 2 mai 1941.

<sup>66</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à Victor Doré, surintendant de l'Instruction publique, 14 août 1944.



Dans le domaine de la culture, la Chambre pilote deux dossiers, la projection de films et la fondation d'un poste de radio. Elle demande à l'Office provincial du film de nommer un représentant régional au Témiscamingue et la projection de films dans toutes les paroisses de la région et à l'École d'agriculture Moffette<sup>67</sup>. Concernant le poste de radio, les démarches de la Chambre se font en deux temps: d'abord, elle demande à la station de radio de Rouyn d'augmenter sa fréquence de diffusion afin de pouvoir le capter au Témiscamingue. À cette époque, la région capte seulement des stations de langues anglaises<sup>68</sup>. En 1948, la Chambre et d'autres organismes témiscamiens, notamment le clergé et l'U.C.C., travaillent à fonder un poste de radio pour la région. Après deux ans de démarches, Radio-Témiscamingue Inc. voit le jour et gère la station CKVM à Ville-Marie. CKVM fonctionne sur le principe d'une coopérative, avec 999 actions d'une valeur nominale de 100\$ chacune, et un bureau de direction. Les curés Moreau et Côté sont les grands promoteurs de ce projet avec la Chambre de commerce. Augustin Chénier, quant à lui, agira pendant de nombreuses années à titre de secrétaire de Radio-Témiscamingue Inc. La station diffuse sa première émission le 7 janvier 1950<sup>69</sup>.

Ainsi se termine l'étude des dossiers pilotés par la Chambre de Commerce. On voit donc que cet organisme projette un développement global de la région du Témiscamingue. Certes l'économique l'emporte sur le social quant au nombre de lettres envoyées et, par biais, sur l'effort investit dans le développement du

---

<sup>67</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Augustin Chénier à l'Office provincial du film, 25 mars et 26 mars 1949.

<sup>68</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Correspondance entre Dr Émile Gaboury, vice-président et Hector Authier, Amos, Roland Beaudry, vice-président et gérant général CKRN, Rouyn, 14 février et 25 février 1947.

<sup>69</sup> Marc Riopel, *De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, op. cit.*, pp. 174-175.

Témiscamingue. Néanmoins, la vision du développement englobe tous les aspects de l'activité économique et sociale de cette région. Avant de conclure sur ce sujet, analysons le mode d'action de la Chambre de Commerce de Ville-Marie.

### 2.3. Le mode d'action de la Chambre de Commerce.

Jusqu'à présent, les projets de développement socio-économique de la Chambre de Commerce ont fait l'objet de cette étude. De quelle façon s'y prenaient la Chambre et ses directeurs pour promouvoir leurs projets? D'où provenaient leurs appuis? Quelles ont été les retombées de ces actions et revendications posées pendant la décennie 1940? Trois points composent cette section: les méthodes utilisées pour promouvoir les dossiers, les appuis reçus et la clientèle visée et les retombées des actions de cet organisme.

#### 2.3.1. Les méthodes utilisées pour promouvoir les dossiers.

Le principal moyen utilisé par la Chambre pour mettre en valeur ses idées est la correspondance. Pendant ses périodes de fonctionnement dans les années 1940, le président de l'organisme, Augustin Chénier, écrira de nombreuses lettres à des industriels afin de les attirer en région, aux ministres pour les convaincre d'investir dans un tel projet, aux deux députés provinciaux et fédéraux pour tenter de vendre sa vision du développement pour qu'ils défendent ses projets auprès de leurs collègues ministres, à d'autres organismes témiscamiens, principalement le Conseil de Comté, le Conseil municipal de Ville-Marie, celui de Duhamel-Ouest, aux autres Chambres de commerce de la région (Témiscaming, Rouyn, Noranda, Belleterre, Notre-Dame-du-Nord), afin d'obtenir leur appui. Remarquons aussi que pendant la décennie 1940, la Chambre recherche ses appuis uniquement au Québec, contrairement aux années 1920 par exemple, où

elle échangeait beaucoup avec des organismes ontariens, situés de l'autre côté du lac Témiscamingue <sup>70</sup>.

De ses nombreux dossiers, seul celui de l'industrialisation présente une stratégie particulière: la Chambre doit promouvoir la région auprès d'investisseurs étrangers et ainsi mettre en valeur ses avantages et le marché potentiel. La Chambre mise sur les avantages offerts par la municipalité de Ville-Marie (plus vieille paroisse, située au centre de la région agricole, organisation municipale se compare à celle des grands centres: électricité, aqueduc, égouts, service d'incendie, etc..., collaboration du Conseil municipal pour l'établissement d'industries), sur les caractéristiques de la région (section agricole de 15 paroisses, zones minières au nord, Rouyn-Noranda, et à l'est, Belleterre) et sur le marché potentiel pour l'écoulement des produits (territoire qui s'étend d'Ottawa vers le nord, soit les régions de Renfrew, Sudbury, Cobalt, Kirkland Lake, Timmins et Cochrane dans l'Ontario et Pontiac, Témiscamingue et Abitibi, au Québec, pour une population de 500 000 à 600 000 personnes). Sudbury, Kirkland Lake, Timmins et Rouyn sont des districts miniers et les autres, des régions agricoles. Ville-Marie ne possède pas de main-d'oeuvre spécialisée pour les industries, mais il y a possibilité d'en former, ajoute la Chambre.

Les tentatives de recrutement de ces industries se font de plusieurs façons: des anciens directeurs qui demeurent à l'extérieur de la région et font la promotion de Ville-Marie à des industriels ou donnent leurs noms à la Chambre de Commerce; la Chambre met des annonces dans les journaux nationaux (par

---

<sup>70</sup> À ce sujet, je relevais, dans De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986, que la Chambre pilotait des dossiers avec des organismes, des compagnies et des investisseurs du nord de l'Ontario, notamment pour construire un chemin de fer autour du lac Témiscamingue, électrifier la région, mettre en service un traversier, etc. Au milieu des années 1930, la Chambre délaisse ces projets et cherche d'autres appuis.

exemple L'Action Catholique) invitant les industriels à s'établir à Ville-Marie; ou encore, elle prend l'initiative d'écrire à des compagnies pour leur demander d'ouvrir une succursale dans la région.

En ce qui concerne les autres dossiers, il n'y a pas d'avantages ou de stratégie particulière utilisée par la Chambre de Commerce pour en faire la promotion. Un autre moyen est également employé, l'organisation de délégations. Elles réunissent des représentants de divers groupes régionaux, de la Chambre de Commerce, du clergé et du Conseil de Comté. Les membres des délégations se rendent au bureau du député provincial et vont ensuite, avec le député, rencontrer les ministres responsables des dossiers.

### 2.3.2. Les appuis reçus et la clientèle visée.

La Chambre entretient des relations avec d'autres intervenants témiscamiens (Conseil de comté, clergé, U.C.C., députés). Elle recherche des alliés pour ses projets sociaux et une partie de ses projets économiques, notamment dans le domaine des transports. Comme on l'a vu pour les projets sociaux, la Chambre fonctionne de pair avec le clergé et le Conseil de comté; que l'on pense au projet d'agrandissement de l'hôpital, la fondation du poste de radio CKVM, la mise sur pied d'une école ménagère régionale à Ville-Marie.

Lorsqu'il s'agit de promouvoir la construction de la route Belleterre à celle de la route Mont-Laurier, la Chambre entreprend une vaste campagne d'appui auprès d'organismes de la région et de l'extérieur. Elle s'adresse aux organismes suivants pour solliciter leur appui dans ce dossier: en 1943, Fédération des Chambres de commerce, Conseil de comté de Témiscamingue, Alexis Caron, député provincial de Hull, J.C. Nadon, député provincial de Maniwaki, Chambre

de Commerce de l'Annonciation, Chambre de commerce de St-Agathe, R.J. Ennis, gérant-général, McIntyre Porcupine Mines (mine de Belleterre), E.C. Lawn, m.a.l., Campbell's Bay, Chambre de Mont-Laurier, Chambre de Papineauville. Elle revient à la charge avec ce dossier, en 1947, et demande encore une fois leur appui et ajoute à cette liste, celui de la Chambre de Commerce de Montréal.

En ce qui concerne le dossier de l'industrialisation, elle fait cavalier seul et ne demande pas d'appui aux autres intervenants, du moins on n'en retrouve aucune mention dans la correspondance. On peut avancer l'hypothèse que la Chambre est la seule à vouloir industrialiser la région, les autres organismes ayant une vision du développement différente. Comme il sera démontré dans le chapitre suivant, le clergé propose un développement économique fort différent, qui se base sur d'autres réalisations que la fondation de petites et moyennes industries. Le dossier de l'industrialisation caractérise la Chambre par rapport aux autres organismes en matière de développement régional pendant la décennie 1940. Elle se démarque des autres intervenants par sa vision du développement économique. Quant aux projets sociaux, ils comptent peu d'originalité par rapport aux autres intervenants, puisque la plupart du temps, ils sont pilotés conjointement.

Les relations avec les députés sont de plusieurs ordres: de 1939 à l'automne 1944, le gouvernement du parti libéral d'Adélard Godbout est au pouvoir à Québec et Paul-O. Goulet représente le Témiscamingue au Parlement. Augustin Chénier est un membre du parti libéral; son idéologie politique se veut donc près de celle du gouvernement. Règle générale, le député Goulet appuie les projets et les revendications de la Chambre de Commerce de Ville-Marie. Par la

suite, lorsque le conservateur Larivière est porté au pouvoir en même temps que le gouvernement de Duplessis, les bonnes relations se poursuivent entre le nouveau député et la Chambre. D'autant plus que Nil-E. Larivière agit comme président de la Chambre de Commerce de Rouyn-Noranda avant son élection. Lorsqu'il s'agit d'un dossier relevant du gouvernement fédéral, la Chambre n'hésite pas à faire appel au député fédéral de Pontiac, dont le Témiscamingue fait partie dans les années 1940.

Cependant, la Chambre de Ville-Marie et ces députés ne sont pas toujours sur la même longueur d'ondes, notamment au sujet du dossier des routes extra-régionales. Chénier et la Chambre de commerce veulent une route débouchant vers l'est, de Belleterre à la route Mont-Laurier-Montréal. Goulet, après avoir appuyé cette demande, se dit ensuite favorable à la construction d'une route entre le Témiscamingue et le comté de Pontiac, en passant par Sheenboro<sup>71</sup>. Son successeur à l'Assemblée législative, Nil-E. Larivière préfère investir dans l'amélioration du réseau routier interne que dans la construction d'une route extra-régionale<sup>72</sup>. Mis à part ce dossier, la Chambre et les députés provinciaux entretiennent de bonnes relations.

La Chambre de Commerce de Ville-Marie s'adresse à une clientèle assez large, dans le sens que ces projets ne concernent pas uniquement un groupe de la population (par exemple les marchands), mais l'ensemble de la région. Cependant, il est certain que si tous les projets de cet organisme s'étaient réalisés, les marchands sortiraient grands gagnants puisque le secteur des transports

---

<sup>71</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Paul-O. Goulet, député provincial, à Augustin Chénier, 23 février 1944.

<sup>72</sup> Archives SHT, Fonds Augustin-Chénier, Nil E. Larivière, député provincial à Augustin Chénier, 2 mars 1946.

fonctionnerait à plein régime (avec l'augmentation de la circulation), Ville-Marie posséderait une structure industrielle, les agriculteurs pourraient écouler leurs produits sur un marché local plus vaste et diversifié (vente non seulement de lait, mais aussi de la peaux des vaches pour fabriquer des chaussures...), etc... Par contre, les revendications à caractère social (éducation, culture) ont connu plus de succès que celles à matière économique. Les dossiers sociaux ne relèvent pas uniquement de la Chambre de commerce, mais plutôt de l'ensemble des intervenants (clergé, municipalités, Chambre de commerce). Ces succès s'expliquent par le fait qu'il existait un consensus dans la région quant à leur réalisation, état de fait qui ne s'est pas produit dans le domaine des transports, principalement les routes extra-régionales, où plusieurs groupes à intérêts opposés promouvaient des tracés différents.

#### 2.4. Conclusion: échec ou retombées à long terme?

La Chambre de commerce présente une vision originale du développement régional, par rapport aux autres intervenants, notamment par ses projets de développement économique. Elle mise sur trois secteurs principaux: les transports, l'industrialisation et l'économie locale et propose des projets pour chaque secteur. Toutefois, malgré le nombre élevé de projets pilotés, ils ne se réalisent pas.

Le non-succès de la Chambre de commerce dans le développement économique demande quelques explications. Il est permis de se poser des questions à ce sujet. La Chambre voit-elle trop grand dans la conception de ses projets? Pilote-t-elle trop de dossiers en même temps? Ses projets sont-ils réalistes dans le contexte québécois? Manque-t-elle d'appui politique et populaire?

On peut répondre oui à toutes ces questions. En effet, la Chambre demande beaucoup de choses en même temps: la construction d'une route extra-régionale, la réfection de la route régionale, le prolongement de la voie ferrée, l'implantation d'industries, l'établissement d'une réserve de chasse et de pêche, le développement du tourisme, l'ouverture de nouveaux bureaux gouvernementaux, bref, si tous ses dossiers avaient abouti positivement, le portrait du Témiscamingue aurait considérablement changé au cours de cette décennie! Certes, certains projets auraient pu se réaliser, notamment ceux élaborés dans le cadre des comités de réhabilitation d'après-guerre. Pour cela, il aurait fallu que le gouvernement libéral reste au pouvoir, ou que Maurice Duplessis poursuive dans la même direction que les libéraux, et peut-être que la Chambre aurait obtenu les sommes demandées. Mais, cela reste une hypothèse.

De plus, Augustin Chénier, le président de la Chambre, travaille seul la majorité du temps et ne peut ainsi assurer à lui seul le succès des projets. D'autant plus qu'un organisme qui ne compte pratiquement pas de membre ne peut recevoir toute l'attention du gouvernement. Quand on demeure dans une région peu peuplée, le poids politique est faible, et quand en plus, l'organisme compte peu de membre, il ne pèse pas lourd dans la balance!

On peut conclure que les projets économiques de la Chambre sont réalisables et sont légitimes, du moins moralement, pour une région éloignée. Mais le problème demeure qu'il s'agit justement d'une région éloignée, tant géographiquement que politiquement et qu'il est beaucoup moins rentable économiquement et politiquement d'investir des millions de dollars dans la construction d'une route en pleine forêt que d'investir le même montant pour des



projets dans le centre du Québec qui, soit dit en passant, profiteraient à beaucoup plus de gens.

Mais, il est difficile pour les gens des régions périphériques d'admettre cela. C'est pour cela d'ailleurs que le projet de route Belleterre—Le Domaine, élaboré dans les années 1940, est encore d'actualité en 1989!

### CHAPITRE 3: LE CLERGÉ DU DIOCESE DE TIMMINS

Pendant les années 1940, le clergé du diocèse de Timmins orientera son action autour de deux pôles principaux: la consolidation des paroisses et la reproduction de la société rurale traditionnelle québécoise. À ces fins, tous les secteurs d'activités socio-économique recevront une attention particulière: éducation, agriculture, forêt, épargne et crédit, organismes sociaux et religieux.

Afin de démontrer ces hypothèses, le prochain chapitre tracera, dans un premier temps, un portrait du diocèse de Timmins et de sa structure organisationnelle. Ensuite, suivra l'étude des projets de développement économique (la colonisation, la fondation de coopératives et l'électrification rurale) et social (l'éducation et les organismes sociaux et religieux). Troisièmement, le mode d'action et les appuis du clergé dans la promotion de son projet régional de société seront analysés. Finalement, des conclusions sur l'action du clergé termineront ce chapitre.

#### 3.1. Portrait du clergé du diocèse de Timmins.

L'action du clergé en matière de développement régional revêt un caractère particulier, comparativement à la Chambre de commerce de Ville-Marie, entre autres parce que le territoire couvert s'avère beaucoup plus vaste et plus hétéroclite. En effet, une partie de ce diocèse de Timmins se situe en Ontario et l'autre, au Québec. On retrouve, à l'intérieur de ses limites géographiques, une partie rurale, composée de villages agricoles, et une autre urbaine, composée de villes minières. Sa population regroupe des catholiques de langue française,

anglaise et d'autres langues, en plus de gens de nationalité autre que canadienne et pratiquant une religion autre que catholique.

### 3.1.1. Le territoire du diocèse de Timmins.

Le diocèse de Timmins est créé le 10 décembre 1938. Les changements à la carte des diocèses amènent alors le morcellement du grand diocèse d'Haileybury, qui englobait le nord-est ontarien, le Témiscamingue, l'Abitibi et la Baie James. De ce territoire, émergent deux diocèses, Timmins et Amos, et deux vicariats apostoliques, Ontario-Nord et Baie James. La ville épiscopale se situe à Haileybury en 1939, déménage à Timmins de 1940 à 1942 inclusivement, pour ensuite revenir à Haileybury à compter de 1943. Mgr Louis Rhéaume agit à titre d'évêque du diocèse de Timmins pendant toute la période<sup>1</sup>.

Le territoire du diocèse de Timmins s'étend des deux côtés du lac Témiscamingue; il englobe la zone agricole du Témiscamingue (à l'exception de la ville de Témiscaming qui fait partie du diocèse de Pembroke), la zone minière de Rouyn-Noranda et se termine à Malartic, pour sa partie québécoise, et comprend également la zone agricole et minière du nord-est ontarien. Quelques missions algonquines font également partie de ce diocèse. Le présent chapitre se limitera toutefois à la région du Témiscamingue agricole. Les sources consultées ne fournissent pas de renseignement sur les actions posées par le clergé dans la partie ontarienne du diocèse, de même que dans les villes minières du Québec. Par contre, les fonds d'archives existants permettent d'analyser l'action en milieu rural: le fonds Louis-Zéphirin Moreau fournit des détails sur l'U.C.C., les caisses populaires, les coopératives..., bref sur la progression du mouvement coopératif

---

<sup>1</sup> Paul Bouchant d'Orval, "Courte biographie de S.E. Mgr Rhéaume, un évêque bâtisseur", Archives SHT, Fonds L.-Z. Moreau, Dossier coupures de presse.

au Témiscamingue de 1939 à 1947; le dossier Clovis Perron complète ces renseignements pour la période allant de 1947 à 1949; et les fonds Stanislas Dubois et Armand Duchesneau permettent de suivre l'évolution de Saint-Roch-de-Bellecombe, colonie fondée en 1938, pendant la décennie 1940<sup>2</sup>.

### 3.1.2. L'organisation diocésaine.

Il existe très peu d'information écrite sur la façon dont Mgr Rhéaume dirigeait le clergé de son diocèse. Questionnés à ce sujet, des curés de cette époque disent que l'évêque écrivait très peu et qu'il donnait verbalement ses directives. Pour des questions religieuses, l'évêque envoie des circulaires à son clergé<sup>3</sup>, mais on n'y retrouve aucun renseignement à caractère économique ou social. Un cahier de coupures de presses<sup>4</sup> contient des extraits de discours de Mgr Rhéaume prononcés à l'occasion d'inauguration de caisses populaires, de congrès de l'U.C.C., etc... On peut y lire que l'évêque approuve les projets mis de l'avant par les membres de son clergé, projets à l'étude dans une prochaine section.

Les seules informations recensées sur l'organisation diocésaine se retrouvent dans le Canada Ecclésiastique<sup>5</sup>. Toutefois, on y donne seulement la liste des membres et les postes qu'ils occupent, sans donner de détail sur son fonctionnement. Ainsi, on ne peut savoir si l'organisation diocésaine possède une influence réelle sur l'évêque, s'il s'agit d'un comité consultatif ou décisionnel,

---

<sup>2</sup> Voir la section concernant les sources à la page 9.

<sup>3</sup> Archives de la Société d'histoire du Témiscamingue, Circulaires au clergé du diocèse de Timmins, 1939-1950, 11 volumes.

<sup>4</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse.

<sup>5</sup> Le Canada Ecclésiastique, Montréal, Librairie Beauchemin, 1939-1951.

la fréquence des rencontres, la méthode de sélection des membres... Également, on ne peut savoir s'il existait des conflits entre l'évêque et son clergé, des différences idéologiques entre les curés du milieu rural et du milieu urbain, et entre ceux du Québec et de l'Ontario. Cette source, quoique très limitée, permet par contre d'analyser la provenance géographique des membres de l'organisation diocésaine (milieu rural ou urbain, paroisse ontarienne ou québécoise), les changements organisationnels et l'importance relative des postes à caractère religieux versus social. Les figures, des pages suivantes, illustrent l'organigramme de l'organisation diocésaine en 1939 et en 1950.

Deux faits se dégagent de la lecture des données recueillies dans Le Canada Ecclésiastique et ayant servi à concevoir ces organigramme: 1-de 1939 à 1948, la structure ne change presque pas, si ce n'est l'abolition des postes de procureur et de secrétaire en 1941, qui sont probablement assumés par le chancelier. La direction est alors axée principalement sur les questions religieuses; 2-à compter de 1948, on élargit la base décisionnelle en ajoutant sept nouveaux postes, dont six à caractère social et un religieux. Cette restructuration fait maintenant la distinction entre les questions sociales et religieuses et entre les parties québécoise et ontarienne du diocèse. De plus, elle permet un meilleur encadrement et un meilleur suivi des actions sociales du clergé. Les fonctions suivantes s'ajoutent à l'organisation diocésaine: pour la partie québécoise: le missionnaire-colonisateur, l'aumônier des caisses populaires, de l'U.C.C. et des coopératives, l'aumônier de l'Union catholique des fermières et l'aumônier du syndicat des Métiers de la construction (de Rouyn-Noranda); et pour la partie ontarienne: l'aumônier des Credit Union et un responsable des questions sociales. Finalement, un responsable de la propagation de la foi se joint au volet religieux.

Figure 1:

L'organisation diocésaine en 1939

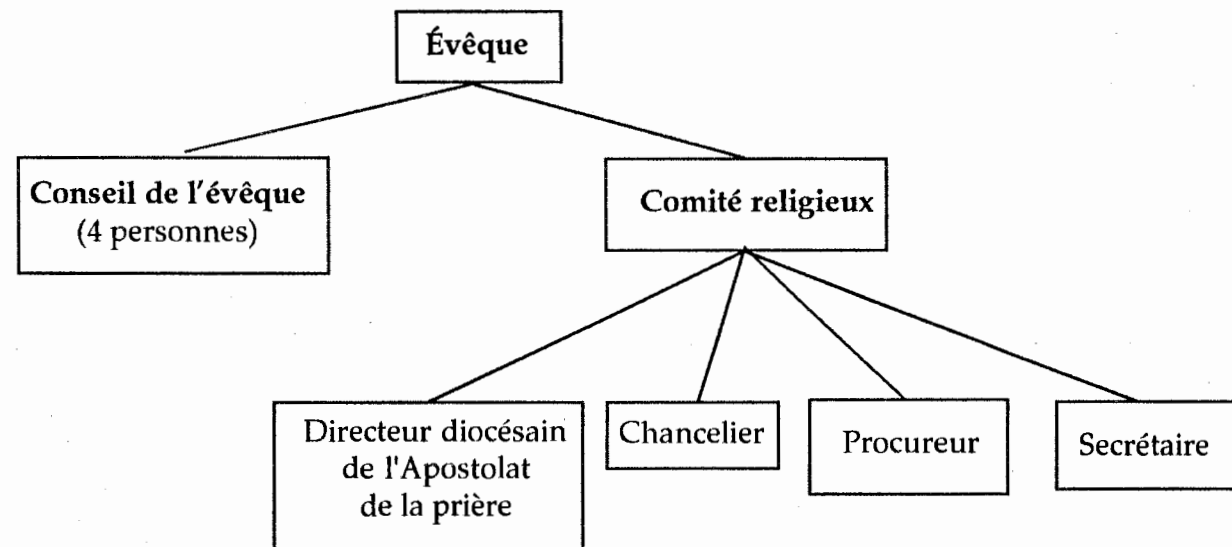
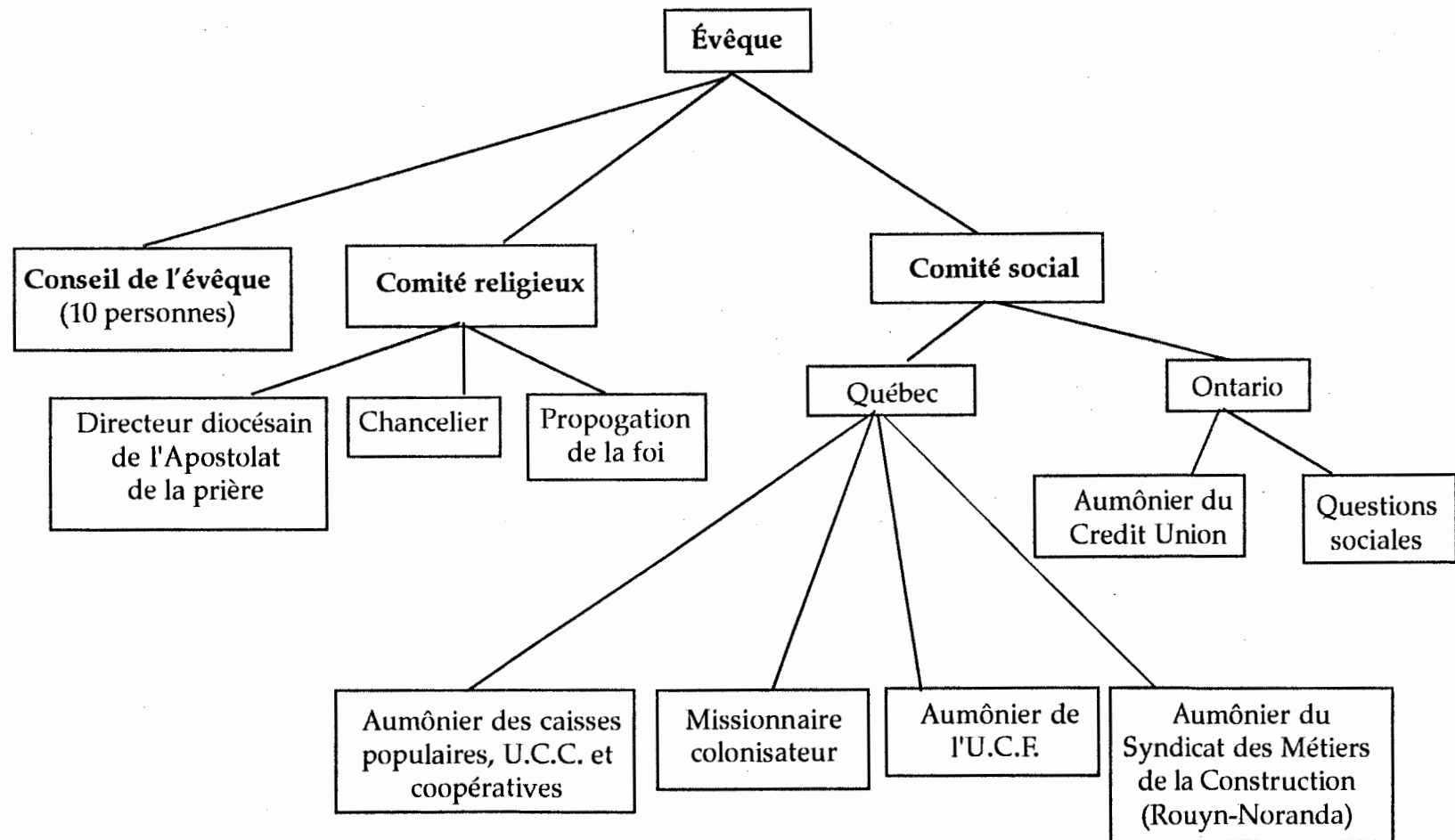


Figure 2:

L'organisation diocésaine en 1950



Autre fait important: en 1949, le conseil de l'évêque passe de quatre à dix personnes. Parmi les nouvelles figures, un nom retient davantage l'attention: Louis-Zéphirin Moreau (1887-1960), qui a occupé entre autres la fonction d'aumônier diocésain de l'U.C.C. de 1933 à 1946, en plus d'être le fondateur de la première caisse populaire en 1936<sup>6</sup>. Il est donc un des personnages clés de la période étudiée ici au niveau de l'action terrain et au niveau documentaire puisqu'il a conservé ses documents et déposé son fonds d'archives à la Société d'histoire du Témiscamingue; ces documents nous ont été forts utiles pour l'analyse de l'action du clergé dans les années 1940.

L'étude de la composition de l'organisation diocésaine démontre également plusieurs faits intéressants au niveau des rapports rural/urbain et Québec/Ontario. Comme l'illustre le tableau suivant, en 1939, trois conseillers sur quatre proviennent de paroisses rurales, tandis qu'en 1950, six conseillers sur dix proviennent de paroisses urbaines. Il s'agit donc d'un revirement de situation en faveur des villes. Deuxièmement, la répartition Québec/Ontario change elle aussi, mais sans que la tendance soit renversée, comme le démontre également ce tableau. En 1939, trois conseillers sur quatre demeurent au Québec, tandis qu'en 1950, il y a en six sur dix. On remarque donc une légère augmentation des curés provenant de la partie ontarienne du diocèse. Mentionnons en terminant, que deux conseillers restent en poste tout au long de la période et ils proviennent de paroisses rurales québécoises, soit Eugène Geoffroy, prélat domestique, et Joseph Gauvin.

---

<sup>6</sup> Voir l'introduction pour les notes biographiques du curé Moreau.



Tableau no 1: Le conseil de l'évêque, 1939-1950

Année/ paroisses	1939	1950
Rurales	3	4
Urbaines	1	6
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>10</b>
Québécoises	3	6
Ontariennes	1	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>10</b>

Globalement, donc, la structure décisionnelle de l'organisation diocésaine change au cours de la période étudiée. En créant de nouveaux postes, le clergé s'assure une meilleure pénétration sur tout le territoire de son diocèse, maximisant ainsi ses chances de succès dans la réalisation de ses projets socio-économique. Ainsi, il étend ses assises dans toutes les paroisses, qu'elles soient rurales, urbaines, francophones ou anglophones. Cela permet aussi de connaître les besoins de toutes les parties du diocèse. D'un autre côté, ces changements marquent le recul des paroisses rurales québécoises au profit des villes en général et des paroisses ontariennes. De plus, il est également fort probable que ces dernières exercent, à compter de 1949, une influence plus forte sur l'évêque que pendant la première moitié de la décennie, où ce rôle revenait aux paroisses rurales québécoises.

Toutefois, plusieurs questions demeurent en suspens. Qu'est-ce qui a motivé l'évêque à procéder à ces changements? S'agit-il de pressions du bas clergé? ou d'une initiative personnelle? Réagit-il aux changements survenus pendant la deuxième moitié de la décennie (exode de la population rurale, reprise économique dans les villes, modernisation du milieu rural...)? Bref, le Canada Ecclésiastique permet d'analyser quelques facteurs de l'organisation diocésaine mais laisse en suspens plusieurs questions importantes.

À cela, s'ajoutent deux autres pôles de l'organisation diocésaine, les communautés religieuses et les curés. L'évêque de Timmins fait partie de la congrégation des missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, mais la majeure partie des curés appartiennent à une autre communauté religieuse. Les directives de celle-ci proviennent de la maison-mère, qui est indépendante des diocèses où elle envoie ses prêtres. Ainsi, les décisions prises par les communautés religieuses peuvent entrer en contradiction avec celle de l'évêque, ce qui entraîne des conflits entre le haut et le bas clergé.

### 3.2 La vision de la région et du développement régional

#### 3.2.1. Les projets de développement économique.

##### 3.2.1.1. La colonisation.

De 1939 à 1950, la colonisation constitue une activité marginale au Témiscamingue. En effet, seulement quatre colonies voient le jour pendant cette période: Laforce, Montreuil, et St-Roch-de-Bellecombe, en 1939, et McWatters, en 1946. Elles se situent toutes quatre dans des zones marginales et à proximité de villes minières en activité depuis quelques années. Le mouvement de colonisation du Vieux-Témiscamingue<sup>7</sup>, ou le Témiscamingue agricole, débute au milieu des années 1880 pour se terminer après la Première Guerre mondiale<sup>8</sup>. Toutes les meilleures terres agricoles sont alors occupées par les familles de colons. Par la suite, seuls les espaces marginaux resteront libres et seront

---

<sup>7</sup> Il revient à Augustin Chénier d'avoir introduit l'expression "Vieux-Témiscamingue", faisant référence à la colonisation spontanée du 19<sup>e</sup> siècle, en opposition au territoire occupé par les programmes gouvernementaux de colonisation en vigueur dans les années 1930. Voir Augustin Chénier, Notes historiques sur le Témiscamingue, op. cit., 1937.

<sup>8</sup> Marc Riopel, De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, op. cit., pp. 14 à 40.

colonisés lors de l'application des programmes de colonisation des gouvernements fédéral et provincial dans les années 1930.

D'un autre côté, 18 nouvelles paroisses sont fondées dans l'ensemble du diocèse, dont quatre se situent au Témiscamingue, cinq en Abitibi et neuf en Ontario. Sur les quatre nouvelles paroisses catholiques, deux sont des colonies, Saint-Vincent-de-Paul-de-Roulier (également appelé Montreuil de sa fondation en 1944 jusqu'en 1948) et Saint-Jean-de-McWatters (en 1947), tandis que le cas des deux autres, on procède à la division de paroisses existantes pour en former de nouvelles. Il s'agit des paroisses Très Saint-Sacrement de Noranda (1946) et de Saint-Joseph de Rouyn (1946), toutes deux à vocation minière.

Il faut faire la distinction entre la fondation d'une colonie et la création d'une paroisse. Dans le premier cas, on fait référence à l'arrivée de familles de colons dans un secteur non encore occupé, tandis que dans le second, il s'agit de l'érection canonique d'une localité, ce qui peut survenir plusieurs années après sa fondation. Cet événement réfère à l'aspect religieux d'une localité et est souvent associé à l'arrivée d'un curé résident, à la construction d'une église ou encore à la reconnaissance officielle du statut de paroisse par l'évêque.

Le clergé n'investit pas beaucoup d'énergie dans la colonisation au Témiscamingue dans les années 1940. Il mise d'avantage sur la consolidation des localités existantes. Le cas du curé de St-Roch-de-Bellecombe, Stanislas Dubois, est éloquent à ce sujet. Curé-fondateur, il reste en poste de 1939 à 1947, année où il est remplacé par Armand Duchesneau. Au début de la colonie, la Société de colonisation du diocèse de Sherbrooke parraine cette colonie, principalement au sujet de l'envoi de familles de colons. Quand la question du financement et de l'entretien du curé fait surface, tant la Société de colonisation que l'évêque

arguent que cette question relève de l'autre partie<sup>9</sup>. Dans sa correspondance<sup>10</sup>, le curé Dubois rappelle maintes fois à son évêque qu'il vit dans des conditions de pauvreté matérielle, et de plus, il lui demande régulièrement de lui faire parvenir son salaire. Les doléances du curé Dubois auprès de son évêque restent souvent sans réponse ou sans résultat.

Somme toute, le contexte des années 1940 ne favorise guère les succès de la colonisation. En effet, les mines d'or connaissent des problèmes dans cette décennie et débute l'exode des fils d'agriculteurs<sup>11</sup>. À titre d'exemple, la jeune colonie de Saint-Roch de Bellecombe se retrouve rapidement aux prises avec le problème de l'abandon des lots et des maisons. En 1941, le curé Dubois écrit à Eugène Gagné, chef du Service de l'établissement des colons au ministère de la Colonisation, et affirme qu'il y a un groupe de célibataires et d'hommes mariés qui sont partis pour travailler dans un moulin à papiers en Ontario. De plus, sa paroisse compte depuis juin, 15 à 20 maisons abandonnées par des travailleurs forestiers arrivés à l'automne et repartis le printemps suivant à cause du mauvais état des chemins. Pour pallier le problème de désertion des lots, il suggère au gouvernement de construire de bons chemins pour améliorer les communications entre les centres de colonisation et de faire du défrichement sur les lots<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> ANQ-Rouyn-Noranda, Fonds Stanislas Dubois, Lettre de Armand Malouin, secrétaire de la Société de colonisation du diocèse de Sherbrooke, à Stanislas Dubois, 21 juillet 1939, et Stanislas Dubois à Mgr Z. Letendre, vicaire général, 22 août 1939.

<sup>10</sup> ANQ-Rouyn-Noranda, Fonds Stanislas Dubois, Correspondance, janvier 1939 à septembre 1947.

<sup>11</sup> Clermont Dugas, Les régions périphériques. Défi au développement du Québec, op. cit., p. 93.

<sup>12</sup> ANQ-RN, Fonds Stanislas Dubois, Stanislas Dubois à Eugène Gagné, 18 juillet 1941.

Si les centres de colonisation et les villes de l'Abitibi connaissent des baisses de population dans les années 1940, il se produit le phénomène inverse au Témiscamingue rural, où l'on enregistre une augmentation de la population. En effet, la population de ce secteur passe de 13 764 à 17 357 habitants de 1941 à 1951, soit une augmentation de 3 593 habitants, soit 26%. Cette augmentation s'explique en partie par l'ouverture de la ville minière de Belleterre, située à l'extrémité est du Témiscamingue, qui compte, en 1951, 1 001 personnes; de plus, la majorité des localités connaissent une hausse de population<sup>13</sup>.

### 3.2.1.2. La fondation de coopératives.

La fondation de coopératives et des cercles locaux de l'U.C.C. constitue fort probablement la plus belle réussite du clergé, au niveau économique, dans les années 1940. Le mot d'ordre est alors la reprise en main de l'économie régionale par les agriculteurs et le slogan: «*Mêlez-vous de vos affaires!*» Afin de mener à terme le projet global du corporatisme, le clergé bénéficie de l'appui de groupes comme: les agronomes en poste à Ville-Marie et à Rouyn, tant dans les bureaux gouvernementaux qu'à l'École d'agriculture Moffette, de même que du rédacteur en chef du journal régional La Frontière. La fondation de plusieurs coopératives dans les domaines de l'agriculture, de l'épargne et du crédit et de la forêt concrétisent ces efforts. Pendant que la Chambre de commerce de Ville-Marie mise sur l'entreprise privée pour développer la région, le clergé travaille avec les agriculteurs pour les amener à fonder des coopératives.

---

<sup>13</sup> Marc Riopel, Les municipalités et le développement socio-économique du Témiscamingue, 1888-1988, Ville-Marie, Municipalité régionale de comté de Témiscamingue, 1988, pp. 33 à 35.

À travers la lecture des coupures de presses consultées<sup>14</sup>, se dégage la stratégie employée par le clergé pour la mise sur pied de coopératives dans un village: Louis-Zéphirin Moreau, alors aumônier diocésain de l'Union Catholique des Cultivateurs (U.C.C.), demande aux curés en poste dans les paroisses du Témiscamingue de fonder un cercle local de l'U.C.C. Ensuite, débute la deuxième phase du plan d'action, l'étude des principes du coopératisme. La troisième phase consiste à fonder des coopératives, une fois les grands principes assimilés par les agriculteurs et les paroissiens intéressés. Le premier champ d'activité visé est la fondation d'une caisse populaire pour assurer le financement des futures entreprises. Le but de cette stratégie se résume ainsi: former des coopérateurs avant de former des coopératives.

Les coupures de presse colligées par le curé Moreau démontrent principalement ses actions et son idéologie et mettent en valeur ses réalisations. Toute vision critique est évacuée des textes de journalistes. Néanmoins, ces coupures permettent de suivre l'évolution de la colonisation dans les années 1930 et du mouvement coopératif dans les années 1940. La majorité des coupures proviennent du journal La Frontière, qui a pignon sur rue à Rouyn-Noranda et qui possède des correspondants dans tous les villages témiscamiens. Les articles contenus dans le cahier de coupures sont signés de la plume du rédacteur en chef Julien Morissette, qui fait constamment l'éloge du travail de L.-Z. Moreau, en plus de promouvoir les valeurs de la société rurale traditionnelle, ou de correspondants postés dans les différents villages témiscamiens lorsqu'il s'agit d'un sujet plus local. Également, ce cahier permet de connaître l'idéologie des

---

<sup>14</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, 1939-1950.

principaux acteurs (curé Moreau, Mgr Rhéaume, députés provinciaux, etc...) parce qu'on retrouve souvent des extraits de leurs discours.

On peut ainsi suivre la progression des coopératives au Témiscamingue. La fondation de la première coopérative remonte à 1901 lorsque la Mutuelle-Incendie voit le jour. Ensuite, en 1924, l'Union catholique des cultivateurs prend racine dans la région, ce qui conduit entre autres à la fondation de la Coopérative du Témiscamingue en 1927. Un autre événement important survient à compter de 1936, la fondation de six caisses populaires (Guigues, Notre-Dame-du-Nord, Nédelec, Béarn, Ville-Marie et Lorrainville); l'année suivante, quatre autres caisses voient le jour (Fugèreville, Guérin, Laverlochère et Saint-Eugène); la décennie 1930 se termine avec la fondation de deux autres caisses, celle de Latulipe en 1938 et celle de Fabre en 1939<sup>15</sup>. La Mutuelle-Vie pour le Témiscamingue est aussi fondée en 1936.

Dans la première moitié des années 1940, le clergé travaille à doter chaque village et colonie de la région d'une double organisation coopérative, une caisse populaire et une beurrerie coopérative. Ainsi, en 1940, onze beurreries sont en activités dans les paroisses témiscamiennes et sur ce nombre, huit fonctionnent selon le mode coopératif<sup>16</sup>. En 1941, les 12 paroisses agricoles du Témiscamingue possèdent leur caisse populaire. En 1942, le Témiscamingue compte quatre paroisses de villes, deux missions dans des centres miniers, 13 colonies et 12 paroisses agricoles. Cette même année, sur les douze beurreries, neuf sont coopératives. La Coopérative Agricole de Ville-Marie (coopérative centrale

---

<sup>15</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, article non-identifié, 22 mai 1941.

<sup>16</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «En causant avec un grand coopérateur du Témiscamingue, 18 novembre 1940.

pour tous les agriculteurs) compte 350 membres; elle vend du mil, du trèfle et des grains de semences. Elle possède une succursale à Notre-Dame-du-Nord qui produit des moulées balancées. En 1944, deux autres beurreries deviennent coopératives, celles de Lorrainville et de Fabre; une seule demeure propriété privée, celle de Laverlochère. Avec la fondation de trois nouvelles caisses populaires (Noranda, Angliers et Rollet), le nombre s'élève, en 1944, à 16. Cette année-là, le nombre de membres de la Coopérative agricole se chiffre à 500.

Après la mise sur pied de coopératives dans les domaines de l'agriculture, de l'épargne et du crédit, l'aumônier, chargé du dossier des coopératives, de l'U.C.C. et des caisses populaires, s'attaque, au milieu des années 1940, à un autre secteur important pour les agriculteurs: les chantiers forestiers. À cette époque, les agriculteurs et/ou leurs fils s'embauchent dans des chantiers pour le compte d'entrepreneurs forestiers. Ils décident de fonder une coopérative de bûcherons, un chantier coopératif, et de négocier directement avec la Canadian International Paper Company (CIP) leur contrat de coupe de bois, au lieu de passer par un intermédiaire, l'entrepreneur forestier. Étant donné la pénurie de main-d'oeuvre forestière pendant les années de guerre, la CIP n'a d'autre choix que de céder devant les pressions du syndicat coopératif de Roquemaure<sup>17</sup>.

À la suite du succès obtenu par le syndicat coopératif de Roquemaure, le clergé lance une offensive dans le but de regrouper tous les bûcherons à l'intérieur de chantiers coopératifs paroissiaux. Selon les coupures de presse consultées, les premières tentatives à ce sujet, au Témiscamingue, datent de 1944. Toutefois, selon des membres du clergé, les agriculteurs ne doivent pas délaisser leur exploitation agricole pour aller aux chantiers forestiers; ils doivent leur

---

<sup>17</sup> Benoît-Beaudry Gourd, *op. cit.*, p. 34.



servir uniquement comme revenu d'appoint. Le développement de l'agriculture doit primer sur le travail en forêt. Ainsi, lors d'un congrès de l'U.C.C., l'abbé Adélard Matte, curé de Laforce, prononce une conférence sur les chantiers coopératifs et dit que les cultivateurs ne doivent pas fréquenter les chantiers pour assurer le succès de leur ferme; ceux-ci sont réservés à ceux qui ne peuvent vivre de leur terre parce qu'elle est de mauvaise qualité ou pas assez défrichée, ou encore aux jeunes que leur père ne peut établir sur des terres. Le chantier coopératif remplace l'entrepreneur forestier pour la coupe des arbres, à la différence que les surplus, s'il y en a, sont distribués entre les membres et que l'on insiste sur la qualité morale de l'entreprise<sup>18</sup>.

Cette formule connaît du succès puisque sept chantiers coopératifs se forment au Témiscamingue en 1948: Rollet (23 membres), Fabre (30 membres) en juin, Beaudry en juillet et Nédelec en août. Pour les autres chantiers, la date de fondation et le nombre de membres ne sont pas indiqués; il s'agit de ceux d'Angliers, de Rémigny et de Bellecombe. Leurs noms apparaissent dans les rapports de l'aumônier diocésain de l'U.C.C. à compter de janvier 1949. De plus, le chantier-école du lac Granet voit aussi le jour vers 1948<sup>19</sup>. Également, l'abbé Clovis Perron mentionne qu'en juin 1948, il a rencontré des représentants de la Booth Lumber Limited pour obtenir des contrats de coupe pour les chantiers coopératifs<sup>20</sup>. Par contre, rien n'indique qu'il ait obtenu des contrats.

---

<sup>18</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «700 cultivateurs au congrès de Ville-Marie», vers 1944.

<sup>19</sup> Archives de l'évêché de Rouyn-Noranda, Dossier Clovis Perron, Rapports mensuels des activités de l'aumônier pour 1948 et 1949.

<sup>20</sup> Archives de l'évêché de Rouyn-Noranda, Dossier Clovis Perron, Rapport des activités du mois de juin 1948.

### 3.2.1.3 L'électrification rurale.

Dès le début de l'année 1944, le clergé et les maires des localités rurales, réunis au sein du Conseil de comté, entreprennent des démarches afin d'électrifier les campagnes témiscamiennes. À cette époque, le parti libéral est au pouvoir à Québec. Il prépare le projet de loi 17 prévoyant la création d'Hydro-Québec. En avril, une délégation formée de représentants du clergé, des municipalités locales et des Chambres de commerce de Ville-Marie et de Rouyn, se rend à Québec afin de demander d'établir l'électrification rurale pour les 12 plus vieilles paroisses du Témiscamingue, soit Ville-Marie, Fabre, Béarn, Lorrainville, Laverlochère, Fugèreville, Latulipe, St-Eugène de Guigues, St-Bruno de Guigues, Notre-Dame du Nord, Nédelec et Guérin<sup>21</sup>. On avance les arguments que ces 12 localités se situent dans un rayon de 30 milles, que dans plusieurs d'entre elles une ligne de transmission est tracée et que des poteaux sont plantés sur une distance de 25 milles. Les coupures de presse insistent sur le fait que le projet de loi 17 laisse entendre que l'électrification pourrait se faire par le biais des coopératives et que la coopération fonctionne très bien au Témiscamingue, au point où il s'agit de la région québécoise, avec l'Abitibi, la plus avancée dans le domaine de la coopération. À titre d'exemple, on mentionne l'existence d'une caisse populaire dans presque toutes les localités, les sociétés coopératives, les beurreries coopératives et le nombre de cercle de l'U.C.C.; on ajoute même que les agriculteurs forment «l'écrasante majorité de la population<sup>22</sup>».

---

<sup>21</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «On demande l'électrification du Témiscamingue rural», La Frontière, jeudi 11 mai 1944.

<sup>22</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «On demande l'électrification du Témiscamingue rural», op. cit., jeudi 11 mai 1944.

Si le projet de loi sur l'électrification rurale est une idée libérale, il revient à l'Union nationale de l'avoir adopté; celui-ci favorisera la formation de coopératives d'électricité pour mener à bien son projet d'électrifier les campagnes. La Coopérative d'Électricité du Témiscamingue voit le jour le 11 septembre 1945<sup>23</sup>. Reste une question à régler, la source d'approvisionnement en électricité. Trois hypothèses sont présentées, soit le barrage des Quinze sur la rivière du même nom près d'Angliers, la Centrale Rapide VII sur la rivière des Outaouais, ou le barrage de la rivière Montréal, en Ontario. Ce dernier approvisionne déjà les villages de Ville-Marie et de Lorrainville. Il possède aussi l'avantage d'éviter la construction d'une ligne de transmission, puisqu'elle existe déjà. Finalement, les travaux de pose des poteaux et des fils se font au printemps 1947 et le 1er novembre 1947, le courant arrive en permanence. La Coopérative compte, au début de janvier 1948, 1 350 membres dont 1 150 bénéficient du service électrique. La ligne de transmission s'étend sur une longueur de 258 milles et dessert 13 localités. Le courant électrique de 60 volts provient de l'Ontario<sup>24</sup>. Notons que le barrage de la rivière des Quinze et la centrale Rapide VII produisent du courant 25 volts et alimentent les villes minières de l'Abitibi.

L'électrification rurale se fait donc par un travail conjoint entre les maires des municipalités concernées et des curés de ces paroisses. Le siège social de la Coopérative d'Électricité se trouve à Saint-Bruno-de-Guigues, paroisse du curé Moreau.

---

<sup>23</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Bravo au Témiscamingue! Et l'Abitibi?», La Frontière, le 27 septembre 1945.

<sup>24</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Avance de l'U.C.C. et de l'U.C.F. au Témiscamingue», La Frontière, s.d.

### 3.2.2. Les projets sociaux.

La reproduction de la société rurale traditionnelle constitue l'autre volet de l'action du clergé dans les années 1940. Dans ce domaine, le clergé connaît passablement de succès, à l'instar de la fondation de coopératives. Ses succès se mesurent principalement dans le domaine de l'éducation: l'arrivée de religieuses dans les écoles, l'ouverture d'écoles à vocation rurale pour garçons et pour filles; à cela, s'ajoutent des maisons de retraites fermées. Finalement, dans son projet de société, le clergé vise la famille rurale en planifiant une place pour chacun de ses membres dans la société traditionnelle.

#### 3.2.2.1. L'éducation.

Dans les années 1940, le clergé lance une offensive en matière d'éducation. On assiste alors à l'ouverture d'écoles à vocation rurale et à l'arrivée de religieuses pour diriger et enseigner dans les écoles primaires et secondaires du diocèse. Le tableau suivant illustre le mouvement des communautés religieuses dans les écoles du diocèse, ainsi que l'ouverture de nouvelles écoles et de maisons de retraites fermées.

Toutefois, ce tableau s'avère incomplet. Il y manque au moins une institution, soit l'École ménagère moyenne de Saint-Bruno-de-Guigues. Ce qui vient confirmer les critiques faites par Bernard Denault<sup>25</sup>, qui remet en question, avec justesse d'ailleurs, la fiabilité et la précision des informations contenues dans le Canada ecclésiastique. Il se peut fort bien que d'autres erreurs soient

---

<sup>25</sup> Bernard Denault, *op. cit.*, pp. 35-37.

survenues lors de la compilation de données et que d'autres communautés aient été oubliées.

Selon les informations du tableau 2, les nouvelles communautés s'installent dans huit paroisses urbaines et dans six paroisses rurales. Neuf se situent au Québec et cinq en Ontario. On voit également que l'arrivée de religieuses dans les paroisses constitue le principal événement des années 1940, avec leur établissement dans 11 localités, à la tête d'autant d'écoles. Deux écoles rurales sont ouvertes (trois en comptant celle de Guigues), soit une école d'agriculture et deux écoles ménagères, de même que deux maisons de retraites fermées et un collège classique. Mis à part les écoles primaires et secondaires, la direction des autres institutions relève des pères oblats.

La paternité du dossier d'une école d'agriculture revient aux pères Oblats de Ville-Marie qui décident, en 1936, de changer l'orientation de leur ferme. Ils l'exploitent depuis 1881 et il s'agit de l'une des premières fermes du Témiscamingue. Le but du père Louis-Philippe Jutras, o.m.i., père-curé de Ville-Marie, est de doter le Témiscamingue d'une école d'agriculture comme il en existe ailleurs au Québec (Sainte-Martine, Rimouski et La Ferme, en Abitibi). Pour mener à bien ce dossier, le père Jutras s'assure l'appui d'autres organismes témiscamiens. Le 23 janvier 1937, le Conseil de Comté, l'Union régionale de l'U.C.C., la Chambre de commerce de Ville-Marie, la Société d'Agriculture fédérée du comté, la Coopérative régionale et la municipalité du village de Ville-Marie envoient chacun une lettre d'appui à ce projet au ministère de l'Agriculture du Québec. La loi 8 adoptée par le gouvernement du Québec le 23 février 1939, accorde une subvention aux Oblats pour construire une école d'agriculture à Ville-Marie<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Marc Riopel, *Un siècle d'éducation au Témiscamingue*, op. cit., p. 35.

Tableau 2: Ouverture de nouvelles institutions dans le diocèse<sup>27</sup>.

PAROISSE	COMMUNAUTÉ	ANNÉE	INSTITUTION
Arntfield	Soeurs Notre-Dame-Auxiliatrice	1948	École
Beaudry	Soeurs Notre-Dame-Auxiliatrice	1944	École
Bellecombe	Soeurs Notre-Dame-Auxiliatrice	1949	École
Cadillac	Soeurs Notre-Dame-Auxiliatrice	1943	École
Haileybury, Ste-Croix	Soeurs de l'Assomption	1946	École
Iroquois Falls	Soeurs de l'Assomption	1945	École
Laverlochère	Soeurs de St-Joseph	1949	École
McWatters	Soeurs N.-Dame-Auxiliatrice	1948	École
Rouyn,-St-Michel- Archange	1. Soeurs de l'Inst. Jeanne-d'Arc	1939	Foyer
Rouyn,-St-Michel- Archange	2. Pères Oblats	1948	Collège Classique
Rouyn,-St-Michel- Archange	3. Soeurs de Notre-Dame Auxiliatrice	1949	Collège Classique
Rouyn-Immaculée- Conception	1. Frères du Sacré-Coeur	1944	École
Rouyn-Immaculée- Conception	2. Soeurs de Notre-Dame- Auxiliatrice	1945	Presbytère
Rouyn-Immaculée- Conception	3. Pères Oblats	1947	Maison de Retraites Fermées
Rouyn-Immaculée- Conception	4. Servantes du St-Coeur de Marie	1948	Maison de Retraites Fermées
Rouyn- (St-Joseph)	Soeurs Grises	1946	École
Timmins-St- Antoine de Padoue, (français)	Soeurs de Notre-Dame- Auxiliatrice	1940	Presbytère
Val Gagné	Soeurs de l'Assomption	1941	École
Ville-Marie	1. Pères Oblats	1939	École d'agri- culture Moffet
Ville-Marie	2. Soeurs Grises (d'Ottawa)	1944	École ménagère

La portée de l'École d'agriculture Moffette déborde largement les cadres de l'enseignement agricole. Elle offre un cours d'agriculture pour garçons et à compter de 1946, ajoute un cours ménager agricole pour filles. De plus, l'École

<sup>27</sup> Le Canada ecclésiastique, 1939-1950.

occupe une place centrale dans la diffusion de l'idéologie corporatiste du clergé. Les étudiants suivent, en plus des cours d'agriculture, des cours de sociologie dans lesquels on enseigne le fonctionnement des principales institutions de la région, soit: les caisses populaires, les coopératives, les commissions scolaires, les conseils municipaux et les fabriques. Les étudiantes reçoivent une formation familiale et sociale, en plus des cours d'agriculture et d'arts ménagers et culinaires<sup>28</sup>. Pendant l'été, les agronomes de l'École Moffette donnent des cours d'agriculture aux institutrices rurales de la région. Selon le père Donat Martineau<sup>29</sup>, le cours ménager agricole pour les filles a été mis sur pied dans l'idée que l'exploitation d'une ferme se fait en couple, l'homme s'occupe de l'exploitation de la ferme et la femme, de la comptabilité, du jardin, des enfants.

Dans un autre ordre d'idée, comme on l'a vu au chapitre précédent, le travail concerté de la Chambre de commerce de Ville-Marie, des Soeurs Grises de la Croix et des pères Oblats permet l'ouverture d'une École ménagère régionale dans les locaux de l'École normale de Ville-Marie.

À Saint-Bruno-de-Guigues, les Soeurs de l'Assomption projettent en 1943 de transformer le Pensionnat en École ménagère moyenne. Elles demandent à cet effet l'appui du curé Moreau<sup>30</sup>. L'école ouvre ses portes en septembre 1943. Il est intéressant de relever les propos de Julien Morissette, rédacteur en chef de La Frontière, au sujet de l'ouverture de l'école ménagère moyenne à Saint-Bruno-de-Guigues. Il s'élève contre le fait que plusieurs femmes aient quitté la région au

---

<sup>28</sup> Marc Riopel, Un siècle d'éducation au Témiscamingue, op. cit., p. 34.

<sup>29</sup> Entrevue réalisée par Marc Riopel avec le père Donat Martineau, o.m.i., été 1982. Il a été directeur de l'École Moffette de 1949 à 1965, année de la fermeture de cette école.

<sup>30</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Soeur Marie-Ange, a.s.v., maîtresse générale des études, Nicolet à L.Z. Moreau, 24 avril 1943.

profit de la ville et que la guerre ait détaché la femme du foyer. Il accueille donc de façon très enthousiaste l'ouverture de cette école qui permettra de convaincre les femmes de revenir et de rester dans leur foyer. Il l'écrit en ces termes:

Voilà toutes des raisons qui portent à accueillir avec encore plus de contentement qu'en temps normal la fondation de l'école ménagère de Guigues. Il importe, en effet, plus que jamais de trouver les moyens d'attacher la femme à ses belles tâches féminines et de lui laisser la conviction que son royaume n'a jamais été et ne sera jamais ailleurs qu'au foyer<sup>31</sup>.

Dans un autre ordre d'idée, l'Union diocésaine de l'U.C.C. collabore à la fondation de l'Association diocésaine des commissions scolaires. Dans un premier temps, en 1944, sept commissions scolaires locales (Guigues, Notre-Dame-du-Nord, St-Eugène, Laverlochère, Lorrainville, St-Placide-de-Béarn et Duhamel-Ouest) s'unissent au sein de l'Union des Commissaires d'écoles du Témiscamingue, district numéro cinq. Les présidents des commissions scolaires agissent comme directeurs de l'Union. A leur première réunion, ils décident de fixer le salaire des institutrices à 600\$ pour l'année 1944-1945<sup>32</sup>. Ensuite en 1949, le principal de l'École normale, le père Gaston Morissette, o.m.i., prépare la fondation proprement dite de l'Association diocésaine par le réunion des deux associations de commissaires, districts quatre et cinq. Le 4 octobre 1949, l'Association du district cinq adopte une résolution à l'effet de fonder l'association diocésaine avec le district numéro quatre<sup>33</sup>. Outre les localités nommées plus haut, l'Association comprend les commissions scolaires locales de Ville-Marie,

---

<sup>31</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, Julien Morissette, «École ménagère à Guigues», La Frontière, 9 septembre 1943.

<sup>32</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Une association de commissaires dans le Témiscamingue», 1944.

<sup>33</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Assemblée spéciale des commissions scolaires du district no 5, 4 octobre 1949.



Fabre, Latulipe, Laforce, Belleterre, Angliers, Notre-Dame-des-Quinze, Nédelec, Rémigny et Guérin. Le district numéro quatre comprend les localités abitibiennes du diocèse de Timmins (de Rouyn-Noranda à Malartic).

Dans le domaine de la santé, comme on l'a vu au chapitre précédent, l'agrandissement de l'Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie est le fruit du travail concerté des Soeurs Grises, du clergé témiscamien, des municipalités et de la Chambre de commerce de Ville-Marie.

#### 3.2.2.2. Une société où tous ont leur place.

Dans les années 1940, le clergé travaille activement à encadrer les gens selon leurs intérêts. Les coopératives constituent un bel exemple en matière économique. Dans les domaines social et religieux, on retrouve le même phénomène. Ainsi, plusieurs associations paroissiales voient le jour, par exemple les Cercles des fermières, l'Union catholique des fermières (U.C.F.). Les jeunes se regroupent au sein des Cercles des jeunes agriculteurs, des Jeunesses agricoles catholiques, des Jeunesses ouvrières catholiques. Des groupes de prières pour femmes sont mis sur pied dans les villages et les rencontres se tiennent après la messe le dimanche, pendant que les hommes assistent à une réunion de l'U.C.C., de la beurrerie coopérative... Il faut occuper les femmes pendant que les maris sont en réunion. Le curé du village occupe souvent le poste de président des organismes locaux pour hommes ou pour femmes. De cette façon, il exerce un contrôle direct sur la destinée du groupe.

La fondation de cercles locaux d'organismes provinciaux (U.C.C., U.C.F.), se fait toujours en grande pompe. L'aumônier diocésain responsable de ces groupes invite un ou une conférencier (ère) d'envergure et entreprend la tournée

des villages afin de procéder à la mise sur pied du groupe en question. Les agronomes de l'École d'agriculture Moffette occupent souvent ce rôle. En 1944, la secrétaire provinciale de l'U.C.F. se rend au Témiscamingue et visite les femmes de plusieurs localités afin de leur expliquer les buts de cet organisme et de procéder à la fondation de cercles locaux. Cette même année, Mgr Rhéaume nomme le père Elphège Richard, o.m.i., directeur de l'École Moffette, aumônier diocésain de l'U.C.F.

Le clergé contrôle directement une bonne partie des écoles de la région, soit en dirigeant les institutions à vocation rurale (École d'Agriculture Moffette, École normale, Pensionnat, École ménagère moyenne, École ménagère régionale), soit en ayant une bonne influence sur les écoles primaires de la région (écoles du village, écoles de rang). De plus, le clergé obtient que les institutrices suivent des cours d'été en agriculture à l'École Moffette dans le but d'approfondir leurs connaissances qu'elles transmettront par la suite à leurs élèves.

En 1945, une Société Saint-Jean Baptiste régionale voit le jour à St-Bruno-de-Guigues. Elle est fondée sur l'appel de l'U.C.C. diocésaine et du clergé, en particulier le père Elphège Richard, directeur de l'École d'Agriculture, et du curé Louis-Zéphirin Moreau, aumônier diocésain de l'U.C.C. La fondation a lieu en décembre 1945<sup>34</sup>.

Le clergé essaie donc de reproduire la société rurale traditionnelle et de perpétuer la division traditionnelle des sexes à l'intérieur de la famille et dans la

---

<sup>34</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Une société St-Jean Baptiste dans le Témiscamingue», La Frontière, 2 décembre 1945.

société en général. Ainsi, comme le démontre Nicole Thivierge<sup>35</sup>, le clergé, appuyé par l'élite traditionnelle, lance une campagne de revalorisation de la famille, devant les menaces des années 1940 (industrialisation, urbanisation, entrée des femmes sur le marché du travail...). Le clergé réagit à ces changements avec la création d'écoles ménagères, dans lesquelles on revalorise l'importance de la famille traditionnelle et c'est à la femme que revient la tâche d'implanter et de diffuser cet idéal. La fondation d'écoles ménagères constitue un des moyens utilisés par le clergé pour promouvoir la société rurale traditionnelle. De plus, au niveau de la société en général, le clergé réserve les postes de commande économiques aux hommes et cantonne les femmes dans le rôle de mère de famille.

### 3.3. Les modes d'action.

Le clergé bénéficie d'excellentes assises dans le milieu, ce qui explique les succès obtenus dans la fondation de coopératives et d'organismes et dans l'ouverture d'écoles à vocation rurale. Sa structure organisationnelle permet de rejoindre une bonne partie de la population du diocèse. L'aumônier diocésain des caisses populaires, de l'U.C.C. et des coopératives occupe la place centrale de l'action en milieu rural. Ce poste est rempli par Louis-Zéphirin Moreau jusqu'en 1947, alors que Clovis Perron le remplace. Cet aumônier compte sur l'appui des curés des villages. Selon les sources consultées, aucune divergence d'idée ne survient entre le haut et le bas clergé diocèse pendant la période

---

<sup>35</sup> Nicole Thivierge, Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel, Québec, I.Q.R.C., 1982, 475 pages.

étudiée. Elles montrent l'image d'un clergé uni et embrassant une cause commune, la diffusion du corporatisme<sup>36</sup>.

Les paroisses constituent le territoire d'action du clergé, qui tente d'y établir une caisse populaire, un cercle local de l'U.C.C., une beurrerie coopérative et un chantier forestier coopératif. Les curés des paroisses sont appelés à jouer un rôle de soutien et de promotion des projets du clergé diocésain. Par exemple, ils annoncent au prône la tenue d'une réunion, après la messe, pour la fondation d'une caisse populaire. Les gens s'y rendent, souvent par curiosité, et se laissent convaincre d'adhérer à ce mouvement. À ce sujet, je relevais, dans l'étude de deux caisses populaires<sup>37</sup>, que les fondateurs interrogés ne savent pas pourquoi ils ont fondé une caisse populaire. Ils soutiennent que c'est sur l'invitation du curé qu'ils se sont réunis après la grand-messe pour signer la déclaration de fondation. Si les sociétaires fondateurs sont plus ou moins au courant des buts d'une caisse populaire, il en va autrement des directeurs-gérants<sup>38</sup>. Cette personne entre en fonction à la Caisse en 1947 et fait partie du comité diocésain des caisses populaires, chargé de donner de l'information sur les caisses populaires et il s'avère capable d'élaborer sur le corporatisme.

Les coupures de presse consultées font largement état de la nécessité de former des coopérateurs avant de fonder des coopératives. Ce point semble

---

<sup>36</sup> Par exemple, les coupures de presses, colligées par le curé Moreau, rapportent la présence de l'évêque et des curés des paroisses de la région lors des congrès annuels de l'U.C.C., ou lors de la fondation de coopératives, de caisses populaires, de cercles locaux de l'U.C.C.

<sup>37</sup> Entrevues réalisées auprès de fondateurs de la Caisse populaire de Lorrainville et de la Caisse populaire de Fabre. Il s'agit de recherches effectuées à l'occasion de leur cinquantenaire. Marc Riopel, 50 ans d'histoire à la Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986, Ville-Marie, Comité du Cinquantième, 1986, 36 pages; et Épargne, crédit et coopératisme. La Caisse populaire de Fabre, 1939-1989, Val-d'Or, Caisse populaire de Fabre, 1989, 48 pages.

<sup>38</sup> Entrevue réalisée par Marc Riopel avec Lucien Barrette, en 1986. Il a été directeur de la Caisse populaire de Lorrainville de 1947 à 1965.

être caractéristique aux années 1940, puisque dans les extraits de discours diffusés dans La Frontière, le curé Moreau insiste sur ce fait, disant qu'il ne veut pas répéter les erreurs commises auparavant. Ces erreurs se traduisent par la fermeture ou la santé précaire des coopératives.

La stratégie du clergé consiste donc à fonder des cercles de l'U.C.C. dans les différentes localités du Témiscamingue et ensuite à créer des cercles d'études afin d'y enseigner la doctrine corporatiste. Dans la décennie 1940, deux cercles locaux de l'U.C.C. voient le jour, celui dans les colonies de Rémigny et de Laforce. La Fédération de l'U.C.C. remplace, au niveau juridique, l'Union diocésaine en 1946. L'U.C.C. augmente constamment ses effectifs pendant la décennie, notamment par la nouvelle formule de recrutement qui consiste à retenir la cotisation des agriculteurs à même leur paye de beurrerie, une fois par année. Les journaux rapportent que cette formule de recrutement est une première au Québec et qu'elle ne se retrouve dans aucune autre région. Ils affirment également que l'Union régionale de l'UCC du Témiscamingue bat les autres régions québécoises au niveau du nombre de membres. En 1944, selon les journaux consultés, 71% des agriculteurs témiscamiens font partie de l'UCC. et ils affirment aussi que la clé du succès repose dans la méthode originale de recrutement: il n'y a pas de propagandiste payé pour faire ce travail. À la place, les agriculteurs signent un formulaire autorisant le secrétaire de la beurrerie locale à prélever sur sa paye de beurrerie, une fois par an, au mois d'août, la somme de 3\$ comme cotisation à l'UCC. Ensuite, les sommes ainsi recueillies sont envoyées à Montréal. Le tableau suivant retrace l'évolution du nombre de membres de 1940 à 1944:

Tableau 3: L'évolution du membership de l'U.C.C. au Témiscamingue

ANNEE	MEMBRES
1940	474
1941	601
1942	835
1943	835
1944	1 053

Le clergé divise le territoire québécois du diocèse en trois parties. Il s'attaque d'abord aux plus vieilles paroisses agricoles (territoire appelé le Vieux-Témiscamingue), gagne ensuite les colonies et effectue une percée à Rouyn-Noranda au milieu des années 1940. Dans les deux premiers secteurs, il s'agit de fonder des cercles de l'U.C.C et ensuite des coopératives (caisse populaire et beurreries). Dans les villes minières de Rouyn et de Noranda, le clergé travaille en collaboration avec la Société St-Jean Baptiste et il fonde un cercle d'étude afin de former des coopérateurs dans le but d'y ouvrir une caisse populaire.

Le clergé compte sur l'appui inconditionnel du journal La Frontière et son rédacteur en chef, Julien Morissette. Il fait toujours une bonne couverture des actions du curé Moreau, des congrès annuels de l'U.C.C. et de la fondation des coopératives. Il diffuse également des extraits des discours des curés présents lors de l'inauguration de coopératives ou encore lors des assemblées annuelles de l'U.C.C. Par la lecture des coupures de presse de ce journal, on constate facilement que Morissette endosse sans retenue la société rurale traditionnelle, contribuant ainsi à son rayonnement. Il est très utile pour un groupe de bénéficier d'une telle couverture dans la diffusion de son idéologie et des ses réalisations. Comparativement à la Chambre de commerce de Ville-Marie, par exemple, le clergé témiscamien possède plus d'emprise idéologique sur la population.

Parallèlement à ces modes d'action, le curé Moreau utilise des moyens coercitifs afin de convaincre ses paroisses d'adhérer à la Caisse populaire et à la beurrerie coopérative de Guigues. Il tient ses listes noires de personnes n'étant pas sociétaires de la Caisse populaire et des agriculteurs qui ne vendent pas leur crème à la Beurrerie coopérative de la localité<sup>39</sup>. Également, au début des années 1930, le curé Moreau fait pression auprès du sous-ministre de la colonisation pour enlever le billet de location à deux familles de la colonie de Moffet, sous prétexte qu'elles sont "bolchévistes"<sup>40</sup>.

Afin de se faire entendre des ministres québécois, les intervenants en développement du Témiscamingue s'unissent au sein d'une délégation politique qui se rend à Québec rencontrer les ministres responsables des dossiers qu'ils pilotent, soit en commun, soit séparément. Les délégations regroupent des membres du clergé, des représentants des municipalités locales et du Conseil de comté, des Chambres de commerce de Ville-Marie et de Rouyn-Noranda, de l'U.C.C. et de la Coopérative agricole régionale. Le député en place à Québec reçoit les membres de la délégation et les dirige vers les ministres concernés. Les dossiers qu'elle revendique comprend des projets de tous les groupes représentés dans la délégation. L'organisation des délégations se fait pendant toute la période. Avant de partir du Témiscamingue, les représentants des divers organismes établissent la liste des dossiers prioritaires à défendre auprès des ministères. L'organisation de délégations politiques constitue donc un travail de concertation entre les différents intervenants de la région. Chaque groupe

---

<sup>39</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Documents divers.

<sup>40</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Louis-Zéphirin Moreau à L.A. Richard, sous-ministre de la colonisation, 10 août 1932.

délègue un nombre égal de représentants et fait la liste de ses projets à revendiquer. Certaines délégations sont organisées en commun, tandis qu'à d'autres occasions, le leadership dépend des dossiers revendiqués. L'étude de trois délégations organisées dans les années 1940 démontre cette affirmation.

En avril 1944, une délégation se rend à Québec et sur les neuf personnes qu'elle comprend, la représentativité est égale entre les quatre groupes d'intervenants, soit le clergé, l'U.C.C., les Chambres de commerce (Ville-Marie et Rouyn-Noranda) et les municipalités locales et le conseil de comté. Les revendications sont également représentatives des projets propres à chaque groupe<sup>41</sup>. L'année suivante, en avril 1945, une autre délégation va revendiquer certains dossiers à Québec. Cette fois-ci, le leadership revient aux municipalités, puisqu'on y dénombre sept représentants des municipalités, trois du clergé, deux des coopératives et un de l'U.C.C.<sup>42</sup>. La délégation de 1949 est la plus importante en nombre qui a été organisée dans les années 1940. Encore ici, les municipalités délèguent plus de gens que les autres groupes et prennent l'initiative; sur les 21 personnes, huit proviennent des municipalités, cinq de l'U.C.C., des coopératives et des organismes sociaux, quatre proviennent du clergé et quatre des Chambres de commerce<sup>43</sup>.

---

<sup>41</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Délégués du Témiscamingue à Québec», La Frontière, vers le 6 avril 1944.

<sup>42</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Demandes soumises par une délégation du Témiscamingue», La Frontière, 12 avril 1945.

<sup>43</sup> ASHT, Fonds Louis-Zéphirin Moreau, Cahier de coupures de presse, «Délégation du Témiscamingue au Parlement», coupure non-identifiée, 1949.



### 3.4. Conclusion: reproduction de la société rurale traditionnelle.

Ce chapitre montre que la stratégie de développement socio-économique du clergé, pour la région du Témiscamingue, est axée sur la société rurale traditionnelle. Les agriculteurs constituent le groupe-cible, dans le sens que les interventions du clergé visent à améliorer leurs conditions sociales et économiques. Le clergé met l'accent, non plus sur la colonisation, mais sur la consolidation des acquis; très peu de nouvelles colonies voient le jour pendant les années 1940. La stratégie du clergé porte fruit et les résultats se remarquent par la fondation de coopératives dans les domaines de l'épargne, l'agriculture et de la forêt. L'électrification rurale se fait également par le biais d'une coopérative. Au niveau social, les prêtres favorisent les regroupements de toutes sortes, rejoignant tous les groupes de la population, les agriculteurs, les femmes et les jeunes. Pour le clergé, la famille occupe une place centrale dans la société et les rôles traditionnels y sont bien définis.

Les succès des projets mis de l'avant par le clergé tiennent au fait qu'il dispose d'assises solides et efficaces dans le milieu, qu'il contrôle l'enseignement (notamment les écoles à vocation rurale) et qu'il entretient de très bons contacts avec la presse écrite (journal La Frontière). Parmi ses modes d'action, mentionnons également la participation à l'organisation de délégations pour aller revendiquer auprès des députés. Le travail concerté avec les autres intervenants en matière de développement, les municipalités et les Chambres de Commerce de Ville-Marie et de Rouyn-Noranda donne également de bons résultats puisque les dossiers pilotés en commun se réalisent. On remarque également que l'organisation diocésaine change, vers la fin de la période, en incluant un comité social et renversant le rapport rural/urbain au sein des conseillers de l'évêque.

Le présent chapitre démontre donc que le clergé tente de résister aux changements des années 1940 en se cantonnant dans la promotion de la société rurale traditionnelle, tout en consolidant les localités par la formule coopérative.

## CONCLUSION

L'originalité de ce mémoire repose sur le fait qu'il porte sur deux groupes composant l'élite locale témiscamienne. Ainsi, on retrouve dans les années 1940 au Témiscamingue deux fractions d'élite locale, qui sont très inégales. Le clergé est hégémonique et il possède un projet régional de société global et intégré. De son côté, la Chambre de commerce de Ville-Marie propose un développement axé sur l'économie, dans lequel le secteur des transports occupe une place importante, mais son projet est moins intégré. Beaucoup plus puissant, le clergé s'implique dans la promotion de ses projets tandis que la Chambre de commerce n'est pas prête à investir financièrement pour la réalisation des siens et demande aux autres de le faire (entrepreneurs, état). Elle n'a pas de direction intégrée et ses projets se résument souvent à des demandes ponctuelles.

L'existence de ces deux fractions de l'élite locale correspond à deux visions du développement régional et à deux projets, mis en relief par l'évolution de la société québécoise et canadienne des années 1940. L'action de l'État canadien se résume par l'adoption d'une politique économique et sociale keynésienne, stratégie d'intervention également adoptée par le gouvernement libéral à Québec jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis en 1944. Ce dernier n'endosse pas de mesures keynésiennes et prône plutôt le statut quo. Les deux fractions de l'élite se positionnent par rapport à l'action gouvernementale et aux changements qui débutent au Québec et au Canada dans l'après-guerre. D'un côté, la Chambre de commerce propose un développement de type nouveau, qui permettrait de diversifier l'économie et de changer les rapports sociaux du Témiscamingue. De l'autre côté, le clergé diocésain prône la reproduction de la

société rurale traditionnelle et la consolidation des acquis pour ses paroisses. Ainsi, on retrouve une fraction modernisatrice et une autre traditionaliste de l'élite locale témiscamiennne.

Selon ces concepts, le titre de fraction modernisatrice revient à la Chambre de commerce puisque ses projets se situent dans la même lignée que les changements que connaît la société québécoise: l'industrialisation et l'urbanisation. Dans la vision idéale de la Chambre, le visage du Témiscamingue agricole aurait sans doute été considérablement modifié: au coeur des localités à vocation agricole, se dresserait un petit centre industriel, Ville-Marie, et une route le reliait aux autres régions québécoises. Le clergé agit comme la fraction traditionaliste puisqu'il propose la reproduction de la société rurale traditionnelle, ce qui va à l'encontre de certaines tendances de la société. Par contre, les projets du clergé s'avèrent plus réalistes que ceux de la Chambre de commerce. Ils répondent aux besoins immédiats des gens par la fondation de caisses populaires locales, de beurreries coopératives et de chantiers coopératifs et l'électrification rurale. Le mot d'ordre lancé par le clergé est assez révélateur à ce sujet: «Mêlez-vous de vos affaires!». La vision du développement régional de ces deux groupes se différencie principalement au niveau de l'économie.

Le développement régional proposé par la Chambre de commerce de Ville-Marie mise principalement sur des projets à caractère économique et laisse une place secondaire à ceux de nature sociale. Les projets économiques se divisent en trois secteurs: les transports, l'industrialisation et l'économie régionale et locale. Les projets sociaux regroupent les secteurs des services, de l'éducation et de la culture. À titre indicatif, mentionnons que les dossiers économiques comptent pour 78% de la correspondance de cet organisme, contre

25% pour les dossiers sociaux. Résumons maintenant la vision du développement de la Chambre de commerce.

Parmi les projets économiques, le secteur des transports occupe la place la plus importante. Les démarches en ce sens comprennent la construction d'une route extra-régionale, reliant le Témiscamingue aux autres régions québécoises situées au sud, par une route passant entièrement en territoire québécois. Le Témiscamingue est relié à l'Abitibi, située au nord, et à la région de l'Outaouais par une route passant en Ontario. Le but de ce projet est double. Premièrement au niveau économique, la construction d'une route en direction est, jusqu'à la route Mont-Laurier-Montréal, permettrait au commerce et à l'agriculture témiscamiens de s'approvisionner et d'expédier les produits sur le marché montréalais au lieu du torontois. Également, cela briserait l'isolement du Témiscamingue par rapport aux autres régions québécoises, situées au sud-est. Deuxièmement, l'impact de cette route se ferait sentir au niveau touristique. En effet, ce projet compte un deuxième volet, l'instauration d'une réserve de chasse et de pêche le long de cette route qui passe en pleine forêt. Les touristes viendraient en plus grand nombre au Témiscamingue par cette voie d'accès et de plus, ils pourraient voyager toujours en territoire québécois, entraînant ainsi des retombées économiques pour le Témiscamingue et les régions québécoises avoisinantes. Ce projet date de 1943 et est élaboré dans le cadre des comités de réhabilitation d'après-guerre, à l'époque des libéraux. Devant le refus de soutenir ce projet par le nouveau député unioniste en 1945, la Chambre de commerce se tourne vers la promotion de la réfection de la route régionale, principalement son pavage et son redressement. La Chambre revendique également le prolongement de la voie ferrée du Témiscamingue à la région minière de Chibougamau, en passant par Rouyn-Noranda.

Un autre projet économique tient à coeur à la Chambre de commerce: l'industrialisation du Témiscamingue. La Chambre tente de convaincre des industriels de l'extérieur de la région à investir à Ville-Marie. La Chambre vise un développement industriel basé sur la transformation des produits agricoles (laiterie, tannerie, fabrique de laine et fabrication de chaussures avec la peau des animaux), la fabrication de tuiles et briques (à partir de la glaise) et la transformation du granit. Elle veut industrialiser la région en transformant sur place la matière première et les produits agricoles. Les autres projets économiques pilotés par la Chambre s'avèrent des dossiers marginaux, résultant de demandes ponctuelles. Il s'agit de pressions effectuées auprès des ministères concernés au sujet de l'agriculture (ouverture des routes l'hiver), des mines (hausse du prix de l'or), du tourisme (ouverture d'un bureau du tourisme) et des coopératives (demandes d'appui). À compter de 1948, la Chambre de commerce concentre ses activités sur le développement de Ville-Marie, délaissant ainsi ses préoccupations régionales. Ces nouveaux dossiers concernent le commerce à Ville-Marie (attirer une compagnie de prêt domiciliaire et un magasin de matériaux de construction dans la localité, et les heures d'ouverture et de fermeture des commerces), l'empierrement de la grève et la construction d'un quai pour hydravions à Ville-Marie et l'amélioration des services d'électricité.

Les dossiers sociaux occupent une place secondaire dans les préoccupations de la Chambre de commerce, qui souvent joue un rôle d'appui au clergé pour revendiquer, par exemple, la construction d'écoles à vocation rurale (école moyenne d'agriculture, école ménagère), l'agrandissement de l'hôpital de Ville-Marie. Dans le domaine des services, la Chambre prend le leadership pour demander l'ouverture d'un sanatorium, la relocalisation et le maintien à Ville-

Marie des bureaux gouvernementaux et la création d'un district judiciaire pour le Témiscamingue. Malgré l'abondante correspondance et les nombreux projets pilotés par la Chambre de commerce, très peu de dossiers aboutissent positivement. Seuls ceux défendus conjointement avec le clergé se réalisent.

Les relations de la Chambre avec l'extérieur ne connaissent guère de succès. Elle a de la difficulté à obtenir des appuis pour ses principaux projets, notamment dans le domaine des transports, son dossier le plus important. Elle obtient l'appui du Conseil de comté de Témiscamingue à ce sujet, mais elle se bute à des portes fermées à l'extérieur de la région. Concernant ses projets d'industrialisation, la Chambre n'obtient pratiquement aucun appui, faisant cavalier seul dans ce domaine. Elle ne réussit pas à recruter un industriel intéressé à investir à Ville-Marie. Du côté des chambres de commerce des autres régions, les relations varient selon les dossiers pilotés. Ainsi, concernant la construction de la route Belleterre-Mont-Laurier, certaines chambres de commerce donnent leur appui, tandis que d'autres bloquent ce projet, dépendamment s'il y a dividendes ou pertes à en retirer. Par exemple, la Chambre de commerce de Montréal est d'accord puisqu'elle en retirerait des avantages commerciaux. Les chambres de l'Abitibi sont contre ce projet puisque cela leur enlèverait une partie du transport qui transigerait désormais par le Témiscamingue. Les relations avec la Fédération des Chambres de commerce du Québec sont presque inexistantes, celle-ci n'offrant que très peu de support technique et financier. Seuls les députés appuient les projets de la Chambre, avec certaines réserves cependant. Les comités de réhabilitation d'après-guerre constituent la meilleure tribune de la Chambre de Ville-Marie, pour obtenir des appuis pour ses dossiers au niveau gouvernemental. Elle réussit puisque parmi la liste de projets présentés, ceux de

la Chambre se classent parmi les premiers. Bref, les liens avec l'extérieur sont très faibles.

Le territoire d'action de la Chambre de commerce change au cours de la période. De 1939 à 1947, la région du Témiscamingue constitue son territoire d'action. À compter de 1948, elle restreint ses actions à Ville-Marie seulement, délaissant ainsi les dossiers régionaux.

Pendant la période étudiée, la Chambre de commerce de Ville-Marie est dominée par un seul homme, Augustin Chénier. Mais cet homme abat un travail énorme, s'occupant seul de la correspondance, du recrutement et, plus important encore, de concevoir les projets de développement socio-économique de la Chambre de commerce. Cet intellectuel s'intéresse autant à l'histoire, au développement économique et à la culture qu'à la musique. Selon Chénier, comme il le soulignait dans son allocution lors de l'ouverture de Radio-Témiscamingue en 1950, il importe de développer l'économie de la région. Malgré son penchant pour le développement économique, Chénier possède certes le potentiel pour concevoir un projet de développement intégré du Témiscamingue. Sa pensée est assez structurée pour insuffler une vision globale du développement, comme le montrent les différents projets conçus pour la Chambre de commerce. Il lui manque par contre une structure d'appui dans le milieu pour mobiliser les gens derrière lui et ainsi favoriser les chances de succès de ses projets.

Le clergé du diocèse de Timmins, de son côté, propose et réalise en bonne partie un projet global et intégré de développement régional. À la base de ces projets socio-économiques, le clergé favorise la consolidation des paroisses et la reproduction de la société rurale traditionnelle.



Concernant le développement économique, la consolidation des paroisses devient, dans les années 1940, la priorité du clergé, remplaçant ainsi la colonisation fort populaire dans la décennie précédente. Les réalisations dans ce domaine se caractérisent par la fondation de coopératives dans les domaines de l'agriculture, de l'épargne et du crédit, de la forêt et de l'électricité. Sa stratégie consiste à former des coopérateurs avant de fonder des coopératives. À cette fin, les prêtres mettent sur pied des cercles de lectures à l'intérieur des cercles locaux de l'Union catholique des cultivateurs et enseignent les bases du coopératisme. Ils profitent aussi des congrès régionaux de cet organisme pour promouvoir la coopération. Le clergé compte beaucoup sur les cercles locaux l'UCC de pour assurer le succès de son projet.

La première étape consiste à doter chaque village agricole d'une double organisation coopérative: une caisse populaire et une beurrerie coopérative. Cette formule remporte un fort succès puisqu'en 1944, 15 localités agricoles et une ville minière (Noranda) du Témiscamingue comptent une caisse populaire, en plus de 11 beurreries coopératives sur une possibilité de 12. La Coopérative agricole du Témiscamingue compte 500 membres cette année-là. Ensuite, le clergé s'attaque à la fondation de coopératives dans un autre secteur fort important dans le monde rural: les chantiers forestiers. L'idée des chantiers coopératifs démarre à Roquemaure, en Abitibi, et gagne ensuite les autres localités de l'Abitibi et du Témiscamingue. Cette formule prend assez d'ampleur qu'en 1948, on fonde le chantier-école du lac Granet, dans le but de former des bûcherons-coopérateurs. Les hommes s'y rendent pour travailler en forêt et en même temps pour apprendre le fonctionnement d'un chantier coopératif. Cette formule ne remporte pas autant de succès au Témiscamingue qu'en Abitibi. Il y a

certes la mise sur pied de sept chantiers coopératifs au Témiscamingue, par contre ils ne peuvent obtenir de contrat de coupe d'arbres des compagnies forestières. Enfin, une dernière coopérative voit le jour dans les années 1940: la Coopérative d'Électricité du Témiscamingue, chargée d'électrifier les campagnes témiscamiennes.

L'action du clergé dans le domaine social se caractérise par la reproduction de la société rurale traditionnelle. Ceci se remarque principalement dans le domaine de l'éducation, de même que par l'ouverture de maisons de retraites fermées et par la place qu'occupe la famille dans le projet régional de société du clergé. À l'instar du secteur économique, le clergé connaît beaucoup de succès pour ses projets du secteur social. En éducation, le clergé lance une offensive qui se concrétise par l'ouverture d'écoles à vocation rurale, soit une école d'agriculture et trois écoles ménagères. Dans le premier type, les fils d'agriculteurs apprennent les rudiments de ce métier et les filles y suivent des cours ménagers agricoles, c'est-à-dire les travaux domestiques, la culture d'un jardin et la tenue de livres d'une ferme. L'idée qui sous-tend ce projet est que l'exploitation de la ferme se fait en famille. Ils y apprennent aussi les bases du coopératisme. Dans les écoles ménagères, les religieuses forment les jeunes filles pour qu'elles deviennent de bonnes mères de famille et de bonnes maîtresses de maison. Cette offensive du clergé en matière d'éducation des jeunes ruraux vise à contrer deux tendances de la société québécoise et canadienne, l'exode rural et l'entrée des femmes sur le marché du travail. Il valorise ainsi les rôles traditionnels dans les couples et le mode de vie rural traditionnel.

Pour assurer son emprise idéologique, le clergé envoie de nouvelles communautés religieuses pour diriger et enseigner dans les différentes écoles

primaires et secondaires du diocèse. Ainsi, huit paroisses urbaines et six paroisses rurales reçoivent de nouvelles communautés religieuses, dont neuf se situent au Québec et cinq en Ontario. Parmi ce mouvement d'effectifs religieux, l'arrivée de religieuses dans 11 localités, à la tête d'autant d'écoles primaires, constitue l'événement important. Mentionnons également que le clergé préside à la fondation de l'association diocésaine des commissions scolaires catholiques, de même qu'il travaille à l'agrandissement de l'hôpital régional de Ville-Marie.

Dans l'élaboration de son projet régional de société, le clergé n'oublie personne: chaque membre de la famille doit occuper une place et un rôle précis. Il travaille à encadrer les gens selon leurs intérêts. On assiste pendant les années 1940 à la fondation de plusieurs groupes religieux et sociaux: Union catholique des femmes rurales, Cercles des fermières, Cercles de jeunes agriculteurs, Jeunesses agricoles catholiques, Jeunesses ouvrières catholiques, des groupes de prières, Société St-Jean Baptiste. Dans tous ces organismes, le curé du village occupe une place de direction et contrôle idéologiquement leurs destinés.

Le réseau d'appui du clergé du diocèse de Timmins s'avère beaucoup plus structuré que celui de la Chambre de commerce. On peut facilement affirmer qu'il n'y a aucune comparaison possible. La structure organisationnelle du clergé lui permet de rejoindre une bonne partie de la population du diocèse. À la tête, on retrouve l'évêque, ensuite l'organisation diocésaine et sur le terrain, les prêtres et les communautés religieuses. Le rôle principal de la diffusion du projet régional de société revient à l'aumônier diocésain de l'U.C.C. et des coopératives. Des groupes extérieurs au clergé s'ajoutent et viennent renforcer son idéologie. Mentionnons les agronomes en poste à Ville-Marie et le rédacteur en chef du journal La Frontière.

Le territoire d'action du clergé est aussi plus large que celui de la Chambre de commerce. Il s'agit du diocèse de Timmins qui englobe une partie québécoise et une ontarienne et parmi celles-ci, des villes minières et des villages agricoles. Tout au long de la période étudiée, le clergé se préoccupe de l'ensemble de son diocèse et non de seulement d'une partie ou d'un groupe de la population.

Bref, les deux groupes étudiés dans ce mémoire diffèrent considérablement l'un de l'autre. Cette différence se remarque dans la nature de leur projet, dans leur fonctionnement, dans leur vision générale du développement socio-économique. Projets différents, mais aussi résultats différents: tandis que la Chambre de commerce de Ville-Marie essuie refus sur refus, le clergé du diocèse de Timmins voit la majorité de ses projets se réaliser. La décennie 1940 est celle du clergé, mais ce sera de courte durée puisque les années 1950 et 1960 apporteront de nombreux changements et la fin du rêve clérical, caractérisé par la coopération.

Certaines pistes de recherche émergent de ce mémoire. Certaines questions débordent simplement de son cadre (par exemple, le rôle des gouvernements fédéral et provincial en matière de développement régional dans les années 1940), tandis que d'autres se butent à l'absence de sources pour les approfondir. Cette carence peut être comblée par le recours à d'autres méthodes de recherche, en particulier l'histoire orale. On peut avancer l'hypothèse qu'en interviewant des contemporains, on pourrait répondre aux questions laissées en suspens par ce mémoire, concernant la Chambre de commerce et le clergé. Certes, l'histoire orale présente ses limites comme source, entre autres au sujet de la mémoire des interviewé-e-s. Mais utilisée concurremment avec les sources manuscrites, l'histoire orale permet d'atteindre

d'autres dimensions, non-atteignable par les écrits, notamment l'histoire des mentalités.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Guides bibliographiques et instruments de recherche

BÉLAND, André, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue. Troisième supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1979, 94 pages.

BRUNEAU, Pierre et LARRIVÉE, Jean, Bibliographie: les inégalités du développement régional au Québec et au Canada, GRIDEQ, Cahier no 1, Rimouski, UQAR, 1977, 153 pages.

GARNEAU, Monique, Répertoire numérique de la collection générale des archives de la Société d'Histoire du Témiscamingue, août 1985, 491 pages.

GARNEAU, Monique, Répertoire numérique du Fonds Augustin- Chénier, Société d'Histoire du Témiscamingue, décembre 1985, non-paginé.

GOURD, Benoît-Beaudry, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1973, 270 pages.

GOURD, Benoît-Beaudry, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue. Supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1975, 214 pages.

GOURD, Benoît-Beaudry, Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue. Deuxième supplément, Rouyn, Université du Québec, Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1977, 202 pages.

### 2. Sources

ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ DE ROUYN-NORANDA, Dossier Clovis Perron, 1946-1949. Comprend ses rapports d'activités et comptes de dépenses mensuels et correspondance avec l'évêque.

ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLE-MARIE, Registre des procès-verbaux, volume 1, 1908-1952, 12 janvier 1939 au 14 décembre 1950, pages. 334 à 444.

ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU TÉMISCAMINGUE, Fonds Augustin-Chénier, Correspondance de la Chambre de Commerce de Ville-Marie, avril 1939 à décembre 1950, documents 1507 à 2305.

ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU TÉMISCAMINGUE, Fonds Louis-Zéphirin-Moreau, Correspondance, 10 janvier 1939 au 14 novembre 1950 (documents 253 à 565); Coopérative d'électricité du Témiscamingue, 29 documents; Rapports divers, 24 documents; CKVM-Radio-Témiscamingue, 14 documents; Associations forestière québécoise, 4 documents; Caisse Populaire de Saint-Bruno-de-Guigues, 3 documents; et Fabrique Coopérative de Guigues, 3 documents. Comprend également un cahier rempli de coupures de presses touchant la colonisation, l'Union Catholique des Cultivateurs, les coopératives, les caisses populaires et l'électrification rurale.

ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, CENTRE RÉGIONAL DE ROUYN-NORANDA, Fonds Stanislas-Dubois, dossier correspondance.

ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC, CENTRE RÉGIONAL DE ROUYN-NORANDA, Fonds Gilles-Desjardins, Dossier Compagnie Électrique de Saint-Eugène-de-Guigues Limitée. Ce dossier comprend des actes de ventes notariés et une partie de la correspondance de cette compagnie.

CAISSE POPULAIRE DE LORRAINVILLE, Registre des procès-verbaux du conseil d'administration, livre 1, 8 décembre 1936 au 2 juin 1953, non-paginé.

Le Canada Ecclésiastique, Montréal, Librairie Beauchemin, 1939 à 1950.

### 3. Ouvrages généraux

AGLIETTA, Michel, Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 334 pages.

ASSELIN, Maurice, L'image de marque du tourisme en Abitibi-Témiscamingue, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 10, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1985, 68 pages.

ASSELIN, Maurice, La colonisation de l'Abitibi, un projet géopolitique, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 4, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982, 171 pages.

BÉLANGER, Marc, "Les Chambres de commerce. Groupes de pression ou coopératives de développement", Recherches sociographiques, IX, 1-2, (janvier-août 1968): 85-103.

BOISMENU, Gérard, Le duplessisme. Politique économique et rapports de force. 1944-1960, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1981, 432 pages.

CARRIÈRE, Gaston, o.m.i., L'arpenteur du bon Dieu. Mgr Louis Rhéaume, o.m.i. 1873-1955, Evêque de Timmins, Montréal, Rayonnement, 1960, 220 pages.

- CARRIERE, Gaston, o.m.i., Le père Jean-Pierre Guéguen, o.m.i., 1838-1909. Un grand voltigeur, Rouyn, Société historique Rivière-des-Quinze et Centre d'études universitaires dans l'Ouest québécois, 1978, 190 pages.
- CARRIERE, Gaston, o.m.i., Missionnaire sans toit, le père Jean-Nicolas Laverlochère, o.m.i., 1811-1884, Montréal, Rayonnement, 1963, 146 pages.
- CATTA, Jean-Michel, La grève des bûcherons de Rouyn, 1933, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 12, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1985, 75 pages.
- CHÉNIER, Augustin, Cinquante années de civisme. La Chambre de commerce de Ville-Marie, 1908-1958, Ville-Marie, [s.é.], 1958, 60 pages.
- CHÉNIER, Augustin, Notes historiques sur le Témiscamingue, Ville-Marie, Société d'histoire du Témiscamingue, 1937, 2e édition 1980, 133 pages.
- COLOMBINO, Enrique et GUY, Roger, «L'entrepreneuriat local et l'aménagement des ressources en Abitibi-Témiscamingue: la longue marche des technocrates», dans DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et LARRIVÉE, Jean, Vers de nouveaux territoires intermédiaires?, Cahiers du GRIDEQ, Actes et instruments de la recherche en développement régional no 3, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1986, 230 pages.
- COMITÉ ORGANISATEUR DES FETES, 1911-1986, St-Eugène effeuille ses 75 ans, Rouyn, s. é., 1986, 271 pages.
- COTÉ, Serge, "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", Les Cahiers du socialisme, 4, (1979): 202-211.
- DENAULT, Bernard et LÉVESQUE, Benoît, Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975, 220 pages.
- DIONNE, Yves, L'école de rang d'Authier, l'éducation en Abitibi de 1910 à 1964, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 11, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1985, 249 pages.
- DUGAS, Clermont, Les régions périphériques. Défi au développement du Québec, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1983, 253 pages.
- DULONG, Renaud, Les régions, l'État et la société locale, Vendôme, Presses Universitaires de France, 1978, 245 pages.
- GAGNON, Alain, "L'influence de l'Église sur l'évolution socio-économique du Québec, 1850-1950", L'Action Nationale, (décembre 1979): 252-277.
- GAGNON, Alain-G., Développement régional, État et groupes populaires, Hull, Éditions Asticou, 1985, 286 pages.



- GAREAU, Simone, s.c.o., Les Soeurs de la Charité d'Ottawa (Soeurs Grises de la Croix) au coeur de l'histoire de Ville-Marie, [s.l.], [s.é.], 1986, 112 pages.
- GAUDET-BRAULT, Jeannine, Temikami, eaux profondes, Val-d'Or, Société d'histoire du Témiscamingue, 1981, 90 pages.
- GOURD, Benoît-Beaudry (sous la direction de), Travaux du séminaire sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue de l'Université du Québec à Rouyn, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 1, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1980.
- GOURD, Benoît-Beaudry, Angliers et le remorqueur T. E. Draper, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 5, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1983, 95 pages.
- GOURD, Benoît-Beaudry, La mine Lamaque et le village minier Bourlamaque. Une histoire de mine, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 6, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1984, 115 pages.
- GOURD, Benoît-Beaudry, Le Klondike de Rouyn et les Dumulon, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 3, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1982, 114 pages.
- GOURD, Benoît-Beaudry, Mines et syndicats en Abitibi-Témiscamingue, 1910-1950, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 2, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1981, 141 pages.
- HUDON, Francine (Collectif témiscamien sous la direction de), Vie et histoire des femmes au Témiscamingue, Ville-Marie, Comité de la condition féminine au Témiscamingue/Multi-Diffusion enr., 1988, 507 pages.
- KLEIN, Juan-Luis et PENA, Orlando, Compagnies multinationales et espaces géographiques. Noranda Mines, une étude de cas, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 7, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1984, 37 pages.
- LEMAY, Jacques, "Le Conseil d'orientation économique du Bas-St-Laurent et les stratégies de développement régional", dans Bruno JEAN et LAFONTAINE, Danielle (sous la direction de), Région, régionalisme et développement régional. Le cas de l'Est du Québec, Cahiers du GRIDEQ no 14, Rimouski, UQAR, 1984, pages 313-323.
- LEMIRE, Gaétan, Si Béarn m'était conté...!, Val-d'Or, Comité des fêtes du 75e anniversaire de la municipalité de Béarn, 1987, 240 pages.
- LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude et RICARD, François, Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 pages.

- LIPIETZ, Alain, Crise et inflation, pourquoi?, Paris, Éditions Maspéro/La Découverte, 1979, 381 pages.
- LIPIETZ, Alain, Le capital et son espace, Paris, La Découverte/Maspéro, 1977, 2e édition 1983, 178 pages.
- MASSICOTTE, Guy, À l'orée de la conception actuelle du développement régional: les chambres de commerce de Rimouski, 1908-1945, Rimouski, UQAR, 1979, 21 pages (non-publié).
- NADEAU, Eugène, Un homme sortit pour semer. La carrière épique du pionnier du Témiscamingue: le frère Joseph Moffet, o.m.i., Montréal, Fidès, 2e édition 1951, 195 pages.
- PERREAULT, Guy, Analyse socio-économique d'une région: le cas de l'Abitibi-Témiscamingue, M.A. (géographie), Université de Sherbrooke, 1975, 163 pages.
- QUÉRÉ, Louis, Élites dirigeantes et mouvement national en Bretagne, GRIDEQ, Documents généraux no 6, Rimouski, UQAR, 1980, 40 pages.
- RIOPEL, Marc, 50 ans d'histoire à la Caisse populaire de Lorrainville, 1936-1986, Ville-Marie, Comité des fêtes du Cinquantième, 1986, 36 pages.
- RIOPEL, Marc, D'un hôpital de mission au Centre de santé Ste-Famille, 1887-1987, Ville-Marie, Comité organisateur du Centenaire, 1987, 68 pages.
- RIOPEL, Marc, De la Baie-des-Pères à Ville-Marie, 1886-1986, Ville-Marie, Comité du Centenaire, 1986, 307 pages.
- RIOPEL, Marc, Épargne, crédit et coopératisme. Les 50 ans d'histoire de la Caisse populaire de Fabre, 1939-1989, Val-d'Or, Caisse populaire de Fabre, 1989, 48 pages.
- RIOPEL, Marc, La vie à Fugèreville, d'hier à aujourd'hui, 1912-1987, Ville-Marie, Comité du 75e, 136 pages.
- RIOPEL, Marc, Les municipalités et le développement socio-économique du Témiscamingue, 1888-1988, Ville-Marie, Municipalité régionale de comté de Témiscamingue, 1988, 41 pages.
- RIOPEL, Marc, Un siècle d'éducation au Témiscamingue, Ville-Marie, Société d'histoire du Témiscamingue, 1983, 52 pages.
- ROUSSEAU, Carmen, Les débuts de la radio abitibienne, 1939-1957, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 8, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1984, 139 pages.
- RYAN, William F., The Clergy and Economic Growth in Quebec, 1896-1914, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1966, 348 pages.

THIVIERGE, Nicole, Écoles ménagères et instituts familiaux: un modèle féminin traditionnel, Québec, I.Q.R.C., 1982, 475 pages.

TREMBLAY, Simon, La crise économique au Québec et la colonisation de l'Abitibi, Cahiers du département d'histoire et de géographie, Travaux de recherche no 9, Rouyn, Collège de l'Abitibi-Témiscamingue, 1984, 273 pages.